



EVALUATION FINALE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME D'ASSISTANCE PARLEMENTAIRE ET D'ENGAGEMENT CIVIQUE PACE / SUNU BUDGET

Décembre 2018

Cette publication a été réalisée à la demande pour examen par l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID). Elle a été élaborée de façon indépendante par Lisa Mueller, Lisa Slifer-Mbacké, Safyatou Diallo, Mamadou Guiro et Sadio Coulibaly de Management Systems International, une société de Tetra Tech, pour le Projet de Suivi & Evaluation de l'USAID / Sénégal.

(CETTE PAGE A ÉTÉ INTENTIONNELLEMENT LAISSÉE VIERGE)

EVALUATION FINALE DE PERFORMANCE DU PROGRAMME D'ASSISTANCE PARLEMENTAIRE
ET D'ENGAGEMENT CIVIQUE PACE / SUNU BUDGET

Décembre 2018

Contrat sous AID-624-A-12-00004

Projet de Suivi et Evaluation de USAID/ Sénégal

Photo de couverture : Députés à l'Assemblée Nationale en train de voter la Loi sur la restriction de l'Internet, novembre 2018

Credit: Ayoba Faye, Pressafrik

AVERTISSEMENT

Les opinions des auteurs exprimés dans cette publication ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) ou du Gouvernement des Etats-Unis.

(CETTE PAGE A ÉTÉ INTENTIONNELLEMENT LAISSÉE VIERGE)

CONTENTS

REMERCIEMENTS	II
ACRONYMES.....	III
RESUME EXECUTIF	I
BUT ET QUESTIONS D'EVALUATION.....	1
DESIGN, METHODES ET LIMITES DE L'EVALUATION	1
CONTEXTE DE L'ACTIVITE.....	2
CONSTATATIONS, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	3
CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTIVITE	7
OBJECTIFS DE L'ACTIVITE.....	7
QUESTIONS D'EVALUATION.....	7
METHODES D'EVALUATION ET LIMITES	8
METHODOLOGIE.....	8
LIMITES.....	10
CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS.....	11
QUESTION 1: RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.....	11
QUESTION 2 : ACCES DES CITOYENS À L'INFORMATION BUDGÉTAIRE ET PARTICIPATION DU PUBLIC AU PROCESSUS BUDGETAIRE FINAL.....	14
QUESTION 3: ACQUIS ET DÉFIS.....	19
RECOMMANDATIONS.....	21
ANNEXES.....	25
ANNEX I: PACE/SUNU BUDGET IMPLEMENTATION	25
ANNEX II: SOURCES OF INFORMATION.....	26
ANNEX III: LIST OF KEY INFORMANT INTERVIEW AND GROUP INTERVIEW PARTICIPANTS	27
ANNEX IV: KIRKPATRICK'S FOUR LEVELS OF TRAINING EVALUATION	32
ANNEX V: SURVEY INSTRUMENTS.....	33
ANNEX VI: PACE/SUNU BUDGET IMPLEMENTATION ZONES	48
ANNEX VII: TABLE OF FINDINGS AND CONCLUSIONS.....	49
ANNEX VIII : TABLE OF RECOMMENDATIONS	63
ANNEX IX: EVALUATION STATEMENT OF WORK.....	70
ANNEX X: DISCLOSURE OF ANY CONFLICTS OF INTEREST	98
ANNEX XII: TABLE OF INDICATORS	107

REMERCIEMENTS

L'équipe d'évaluation souhaite remercier toutes les personnes qui ont apporté leur appui durant de la collecte de données en donnant de leur temps et de leurs idées, en particulier Mme Penda Ndiaye Cissé, Conseillère technique du président de l'Assemblée Nationale ; M. Cheikh Oumar Sy, ancien député à l'Assemblée Nationale et point focal de PACE et le personnel de l'ONG 3D. Nous souhaitons remercier le Réseau Siggil Jigeeen et Y'en a Marre d'avoir facilité les travaux sur le terrain à Thiès et à Tambacounda. Un grand merci aux autres membres du consortium PACE / SUNU BUDGET : CONASUB, COSYDEP, Plateforme SUN, ANAFA et M. Pascal Mbaye Diop (ancien membre du personnel de Counterpart International) pour avoir partagé leurs vastes archives documentaires. Nous voudrions également remercier les partenaires gouvernementaux de l'ONG 3D : la Direction de la Promotion de la Bonne Gouvernance, la Direction de la Programmation Budgétaire et le Comité de pilotage de la loi sur l'accès des citoyens à l'information. Nous remercions le Bureau de la démocratie, du gouvernement, des droits humains et de la paix de l'USAID / Sénégal, en particulier Seynabou Diallo et Samba Barry, pour leur présence active et leur soutien constant depuis le processus de conception jusqu'à l'atelier de recommandations.

ACRONYMES

AMELP	Plan de suivi, évaluation et d'apprentissage (<i>Activity Monitoring, Evaluation and Learning Plan</i>)
CDCS	Stratégie de Coopération pour le Développement du pays (<i>Country Development Cooperation Strategy</i>)
CONASUB	Coalition nationale pour le suivi budgétaire
CORED	Comité d'Observation des Règles d'Ethique et de Déontologie
COSYDEP	Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'école publique
DO	Development Objective
DRGP	Démocratie, Droits Humains, Gouvernance et Paix (<i>Democracy, Human Rights, Governance and Peace</i>)
QE	Question d'Evaluation
UE	Union Européenne
GERAD	Groupe d'étude de recherche et d'appui au développement
GdS	Government du Sénégal
KII	Key Informant Interview
S&E	Suivi et Evaluation
MEFP	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan
MEP	<i>Monitoring and Evaluation Project</i> (Projet de Suivi et Evaluation)
AN	Assemblée Nationale
NGO	Organisation Non Gouvernementale
OBI	Indice du Budget Ouvert (Open Budget Index)
ONG 3D	<i>Organisation Non-Gouvernementale : Décentralisation, Droits Humains, Développement Local</i>
PACE	Parliamentary Assistance and Civic Engagement
PRG-PA	Participatory, Responsive Governance – Principal Activity
RCT	Randomized Controlled Trial
RSJ	Réseau Siggil Jigeen
SOW	<i>Statement of Work</i> (Contrat de Prestation)
SUNU BUDGET	“Notre Budget” en Wolof
SYMPICS	Syndicat des Professionnels de l'Information et de la Communication au Sénégal)
UCAD	Université Cheikh Anta Diop
URAC	Union des Radios Associatives et Communautaires
USAID	United States Agency for International Development
YAM	Y'en a Marre

RESUME EXECUTIF

BUT ET QUESTIONS D’EVALUATION

Cette évaluation finale de la performance a deux objectifs : 1) évaluer la performance de l’activité à ce jour par rapport aux résultats escomptés ; et 2) fournir des idées et des leçons qui seront bénéfiques pour la conception des futurs programmes. Les principaux destinataires de cette évaluation sont le Bureau de l’USAID / Sénégal pour la Démocratie, les Droits humains, la Gouvernance et la Paix, le partenaire de mise en œuvre du Programme d’assistance parlementaire et d’engagement civique (*Parliamentary Assistance and Civic Engagement PACE*) / SUNU BUDGET, l’Organisation Non Gouvernementale (ONG) *Décentralisation-Droits Humains-Développement Local* (ONG 3D), et l’Assemblée Nationale. L’évaluation était axée sur les questions suivantes :

1. Dans quelle mesure l’approche mise en œuvre par PACE / SUNU BUDGET a-t-elle contribué à accroître la capacité de l’Assemblée nationale sénégalaise à remplir sa mission ?
2. Comment l’approche BUDGET PACE / SUNU a-t-elle amélioré l’accès des citoyens à l’information budgétaire et la participation du public au processus budgétaire final ?
3. Quels sont les principaux points à retenir et les principaux défis dans le processus de création de mécanismes de redevabilité et de relations entre les organisations de la société civile et les institutions nationales ?

L’évaluation s’est terminée par un atelier de recommandations réunissant toutes les parties prenantes clés de l’activité PACE / SUNU-BUDGET pour élaborer ensemble des recommandations répondant aux constatations de l’évaluation.

DESIGN, METHODES ET LIMITES DE L’EVALUATION

Les méthodes de collecte des données prévoient deux phases :

PHASE 1 : REVUE DOCUMENTAIRE

L’équipe a examiné un large éventail de documents, notamment l’accord de coopération de PACE / SUNU BUDGET, les modifications de l’accord, le plan de travail des activités, les plans de travail annuels, le plan de suivi, d’évaluation et d’apprentissage des activités (*AMELP*), les bases de données du projet, les rapports trimestriels et annuels, ainsi que les rapports spéciaux et les études menées pour comprendre et comparer les résultats attendus et ceux réellement accomplis. D’autres sources de données, telles que des données secondaires disponibles (programmes de formation, feuilles de présence, etc.) issues de l’activité elle-même, d’études de recherche ou obtenues auprès du Gouvernement du Sénégal (GdS) ont également été prises en compte.

PHASE 2 : RECHERCHE QUANTITATIVE ET QUALITATIVE SUR LE TERRAIN

Dans le cadre de ses recherches qualitatives et quantitatives sur le terrain, l’équipe a utilisé les instruments de recherche suivants :

- Enquête systématique auprès des parlementaires : les enquêteurs ont mené une 'enquête auprès des parlementaires et du personnel de l'AN basé sur les quatre niveaux d'évaluation de la formation de Kirkpatrick (voir annexe IV).
- Entretiens avec des informateurs clés (KII) : il s'agissait de questions ouvertes pour les entretiens avec les parties prenantes de l'activité (Staff de l'USAID / DRG, staff de l'ONG 3D impliqué dans PACE / SUNU BUDGET et), des leaders de la société civile, des députés et membres du personnel de l'Assemblée nationale (AN) et des responsables au niveau central travaillant sur la transparence budgétaire, y compris des agents du Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan (MEFP).
- Entretiens de groupe, avec des questions ciblées pour le personnel de PACE / SUNU BUDGET au niveau central et sur le terrain.
- Groupes de discussion comprenant des députés et des membres du personnel de l'AN ayant participé à la formation. Des groupes de discussion ont également été organisés avec des leaders de la société civile et traditionnels dans les circonscriptions parlementaires pour discuter des effets du programme sur les individus et les institutions.
- Observation : l'équipe a rencontré le personnel des Archives / de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale pour observer l'utilisation des équipements et du matériel informatique fournis dans le cadre des activités de PACE.

Trois principales limites sont apparues au cours du processus d'évaluation. Premièrement, l'accès aux sujets des entretiens s'est avéré plus difficile que prévu. L'équipe a notamment eu du mal à obtenir les coordonnées des parlementaires et des membres du personnel ayant participé au programme PACE, bon nombre d'entre eux ayant quitté leurs fonctions depuis la dernière élection législative. Deuxièmement, l'accès aux documents s'est avéré difficile, car certains partenaires d'exécution (notamment ceux de Counterpart International et Gorée Institute), ayant déroulé leurs activités depuis 2014, ne disposaient pas facilement des documents de PACE. Enfin, certaines personnes interrogées ont eu du mal à se rappeler des détails de leur participation à PACE / SUNU BUDGET, certaines activités s'étant déroulées il y a cinq ans. L'équipe a pu s'adapter à tous ces défis, comme nous l'avons détaillé dans ce document.

CONTEXTE DE L'ACTIVITE

PACE / SUNU BUDGET est une activité mise en œuvre en deux phases. La phase initiale, l'activité PACE, a débuté en 2013. L'objectif de PACE est d'améliorer le dialogue entre les citoyens et leur gouvernement en ce qui concerne la gestion de la planification du budget national et le suivi des dépenses. Le contrat a été modifié et prolongé à deux reprises afin d'ajouter des fonds pour accroître l'accès des citoyens à l'information budgétaire et renforcer les capacités des acteurs étatiques et non étatiques en ce qui concerne les questions de budget ouvert. Depuis 2015, l'activité SUNU BUDGET vise à contribuer : 1) au renforcement de la capacité de la société civile à analyser les documents budgétaires et fiscaux ; 2) à renforcer le dialogue entre le Gouvernement et la société civile sur la mise en œuvre des politiques publiques et l'utilisation des ressources publiques ; et 3) à l'amélioration de la capacité du Gouvernement du Sénégal à satisfaire les exigences de l'indice du budget ouvert¹.

¹<https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey>

CONSTATATIONS, CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS

Question d'Evaluation 1 : Dans quelle mesure l'approche mise en œuvre par PACE / SUNU BUDGET a-t-elle contribué à accroître la capacité de l'Assemblée nationale sénégalaise à remplir sa mission ?

Parmi les avantages de PACE / SUNU BUDGET en matière de renforcement des capacités, on compte la rénovation de la bibliothèque et la numérisation des archives de l'assemblée Nationale (AN), la traduction des textes clés de l'AN dans les langues nationales, l'installation d'une unité de production audiovisuelle, le recrutement d'assistants parlementaires et la formation des nouveaux parlementaires. Les données issues des enquêtes et des interviews révèlent que les participants aux activités de PACE / SUNU BUDGET ont utilisé et apprécié les outils mis à leur disposition.

Parmi les limites, on peut citer les besoins non satisfaits, tels que les ressources financières (pour maintenir l'infrastructure physique de la bibliothèque et organiser des programmes de sensibilisation pour présenter la bibliothèque au grand public), la disponibilité des outils de formation dans les langues nationales (en plus du français) et des indicateurs de mesure de l'efficacité des formations au début et à la fin du programme. Il était également difficile de mettre en œuvre PACE / SUNU BUDGET en faisant fi du calendrier annuel de l'AN afin d'assurer la disponibilité des parlementaires compte tenu de leur calendrier annuel de l'AN.

L'équipe a conclu que PACE / SUNU BUDGET a permis d'accroître la capacité de l'Assemblée nationale à remplir sa mission, mais qu'il restait encore beaucoup à faire.

Question d'Evaluation 2 : Comment l'approche PACE / SUNU BUDGET a-t-elle amélioré l'accès des citoyens à l'information sur le budget et la participation du public au processus budgétaire ?

Parmi les éléments de succès du projet, on énumère les foras budgétaires et les auditions publiques organisées par les partenaires de mise en œuvre. Ces événements ont permis aux acteurs de la société civile, en particulier les femmes et les jeunes, de dialoguer avec les parlementaires et de communiquer leurs priorités. Les forums ont également offert aux participants l'opportunité de se familiariser avec le processus budgétaire et d'acquérir des outils de plaidoyer. Les supports multimédias, en grande partie grâce aux efforts de l'ONG 3D, a élargi le public ayant accès aux informations budgétaires. Il existe des preuves de l'évolution des perceptions des citoyens à l'égard du budget et des parlementaires qui les rédigent, mais également des preuves que certains citoyens restent perplexes ou confus à propos du processus budgétaire. Comme pour le renforcement de capacité des parlementaires, il reste encore beaucoup à faire pour renforcer la participation populaire à la planification budgétaire.

Le programme PACE / SUNU BUDGET a entraîné d'importants changements au niveau national pour promouvoir la transparence budgétaire, comme en témoigne la montée de l'indice du budget ouvert. Parmi ces changements, on compte la création de la CONASUB (une coalition de 13 organisations de la société civile axée sur la transparence budgétaire), la publication d'un guide sur l'augmentation de l'indice du budget ouvert et la simplification et la diffusion des rapports budgétaires sur un site Web public.

La pérennisation de ces initiatives constitue une préoccupation à long terme. On ne sait pas 1) si à chaque législature on continuera à avoir un engagement avec la société civile, 2) comment les besoins exprimés

par les citoyens se traduiront par de véritables réformes budgétaires et 3) si les nouvelles institutions comme la CONASUB resteront pérennes.

Question d'Evaluation 3 : Quels sont les principaux points à retenir et les principaux défis dans le processus de création de mécanismes de redevabilité et de relations entre les organisations de la société civile et les institutions nationales ?

PACE / SUNU BUDGET a encouragé une collaboration dynamique entre les structures de l'État et les membres de la société civile en renforçant la capacité des parlementaires et des agents l'administration à exercer leur travail quotidien et en améliorant le capital physique et humain de l'Assemblée nationale. PACE / SUNU BUDGET a également mis en place un cadre multi-acteurs pour le suivi budgétaire. La mise en œuvre de PACE / SUNU BUDGET a bénéficié d'un engagement déjà élevé du public et du dynamisme de la société civile au Sénégal.

Cela ne signifie pas que l'intérêt pour l'Assemblée nationale et le processus budgétaire soit largement partagé. L'équipe d'évaluation a rencontré des membres de la société civile qui ne s'intéressent toujours pas de façon importante aux affaires publiques. Parmi les autres difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du PACE / SUNU BUDGET figuraient la courte durée de l'activité et la disponibilité limitée de parlementaires au cours de l'année civile. Il n'y a pas au Sénégal de loi sur l'accès des citoyens à l'information. Le processus d'adoption de cette loi a été initié par les différentes parties mais il évolue avec quelques hésitations. Certains défis échappent au contrôle aux partenaires techniques et financiers, tels que le taux de renouvellement élevé des parlementaires et le système électoral à liste fermée qui élargit la distance sociale entre les citoyens et leurs représentants. Ces contraintes structurelles constituent néanmoins des défis importants à prendre en compte dans les efforts visant à connecter la société civile et le parlement et à associer les citoyens sénégalais au processus d'élaboration du budget.

RECOMMANDATIONS

Le MEP a organisé le 30 novembre 2018 un atelier de recommandations avec les bénéficiaires de PACE / SUNU BUDGET dans le but d'élaborer conjointement des recommandations pratiques et applicables pour cette évaluation. L'atelier a abouti à de nombreuses recommandations qui ont été confiées aux parties prenantes désignées. Les recommandations sont résumées ci-dessous (voir la liste complète à l'annexe VIII).

Il existe deux catégories de recommandations. La première est liée aux actions à entreprendre avant la fin du projet. La seconde est liée à la durabilité du projet actuel et des projets futurs.

On retrouve dans la liste ci-dessous les différentes actions que chaque acteur devrait entreprendre avant la fin du projet.

POUR L'USAID

1. Aligner les activités sur le calendrier législatif, en anticipant sur le renouvellement des parlementaires des parlementaires tous les cinq ans.
2. Appliquer les leçons apprises de cette activité expériences et intégrer des indicateurs de mesure de la performance des formations de PACE / SUNU BUDGET lors de la conception des programmes futurs.

3. Intégrer les budgets locaux dans le cadrage global de l'activité
4. Établir des indicateurs précis concernant la participation des groupes vulnérables tels que les personnes handicapées.

POUR L'ONG 3D

1. Renforcer les capacités de l'équipe de communication sur l'utilisation de l'unité audiovisuelle.
2. Capitaliser sur les outils utilisés lors des formations de PACE / SUNU BUDGET en les mettant à la disposition du personnel de l'AN et des parlementaires.
3. Reproduire et disséminer des vidéobooks et les mettre à la disposition des parlementaires de la 13ème législature.
4. Faire de l'Union des Radios Associatives et Communautaires (URAC) un partenaire stratégique en charge du partage d'informations au niveau local.
5. Faire le plaidoyer auprès des différents Ministres (de la Bonne Gouvernance, de la Communication et de l'Economie et des Finances) pour l'adoption de la loi sur l'accès des citoyens à l'information et du décret d'application sur l'accès des citoyens à l'information budgétaire.
6. Élargir les budgets animés dans les autres langues nationales codifiées.
7. Créer des supports animés le fonctionnement de fonctions de l'Assemblée nationale (par exemple, parlement animé, focus sur les institutions).

POUR LA CONASUB

1. Continuer à renforcer les capacités des organisations membres.
2. Mutualiser les ressources et actions des organisations membres.
3. Utiliser le cadre offert par les des foras pour recueillir les informations sur les besoins des citoyens en vue de l'élaboration des budgets programmes.
4. Définir des stratégies de collecte de fonds pour assurer l'autofinancement de CONASUB.
5. Travailler à la création d'un cadre légal de participation de la société civile au processus budgétaire.

POUR LE SECRETAIRE GENERAL DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. Signer un contrat avec l'URAC pour assurer le partage d'informations au niveau local.
2. Mettre en place un mécanisme de suivi des recommandations et des engagements pris en collaboration avec les autorités administratives et territoriales des forums.
3. Mettre en place r un réseau parlementaire sur le civisme
4. Renforcer les capacités des agents de l'administration de l'Assemblée nationale, et pas seulement des parlementaires, pour avoir amélioré une mémoire institutionnelle et travailler sur un système de mentorat parlementaire
5. Inclure la prise en charge des assistants parlementaires dans le budget de l'Assemblée nationale.

6. Faire le plaidoyer pour la mise en place d'une structure de formation et de renforcement de capacité , au sein de l'Assemblée nationale, pour la formation de nouveaux parlementaires ; Renforcer le dispositif de formation de formation existant.
7. Adapter les formations pour les parlementaires dans les langues nationales et diversifier les formats et outils de formation (audio, vidéo).
8. Mettre en œuvre des tests avant et après toutes les formations.
9. Organiser des activités de valorisation la bibliothèque nationale et de ses ressources (par exemple, portes ouvertes, séminaires pour étudiants, campagnes de communication pour rendre la bibliothèque visible au grand public).
10. Enrichir le glossaire des traducteurs pour tenir compte les variantes linguistiques et créer un espace pour que les traducteurs puissent échanger des notes entre eux et avec les parlementaires.

POUR LE CENTRE DE LA RECHERCHE, DE LA DOCUMENTATION ET DES ARCHIVES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. Finaliser le processus de numérisation des archives en intégrant la génération de la base de données.
2. Rendre la base de données disponible en ligne.

POUR L'EQUIPE DE COMMUNICATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. Appuyer les parlementaires à l'utilisation des nouvelles technologies de communication et les médias sociaux afin de susciter leur intérêt.
2. Mettre à jour et diffuser les outils conçus par PACE / SUNU BUDGET.

POUR LE COMITE DE PILOTAGE DE LA LOI SUR L'ACCES DES CITOYENS A L'INFORMATION

1. Faire le plaidoyer auprès des Ministères (de la Bonne Gouvernance, de la Communication et de l'Economie et des Finances), du Syndicat des professionnels de l'information et de la communication au Sénégal (SYNPICS) et du Comité d'observation des règles d'éthique et de déontologie (CORED) pour l'adoption d'une loi sur l'accès des citoyens à l'information budgétaire.

CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ACTIVITE

L'activité « Assistance parlementaire et engagement civique » (PACE) / SUNU Budget est un accord de coopération mis en œuvre en deux phases. La phase initiale, l'activité PACE, a débuté en 2013. L'objectif de PACE est d'améliorer le dialogue entre les citoyens et leur gouvernement en ce qui concerne la gestion de la planification du budget national et le suivi des dépenses. La conception de PACE a été inspirée en partie par une étude sur les besoins et les capacités de l'Assemblée nationale et des parlementaires réalisée par le cabinet de conseil NEXUS Groupe en mars 2014. Cette étude a révélé des besoins importants dans plusieurs domaines : un déséquilibre des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif, une désorganisation générale, des technologies obsolètes et les outils de formation inefficaces pour les nouveaux parlementaires. Le rapport avait également noté qu'il y avait un potentiel important pour stimuler les capacités et les interactions avec la société civile (y compris les femmes, les jeunes et les acteurs des médias). Un rapport similaire de l'Union européenne (UE) avait confirmé la nécessité et la possibilité de renforcer la capacité législative.

L'accord de coopération a été modifié et prolongé à deux reprises afin d'ajouter des fonds pour accroître l'accès des citoyens à l'information budgétaire et renforcer les capacités des acteurs étatiques et non étatiques sur les questions de budget ouvert. De 2015 à nos jours, l'activité SUNU BUDGET a cherché à contribuer : 1) au renforcement de la capacité de la société civile à analyser les documents budgétaires et fiscaux ; 2) au renforcement du dialogue entre le Gouvernement et la société civile sur la mise en œuvre des politiques publiques et l'utilisation des ressources publiques ; et 3) à l'amélioration de capacité du Gouvernement du Sénégal à satisfaire aux exigences de l'indice du budget ouvert². SUNU BUDGET s'inspire en de l'indice de transparence du Sénégal de 2010 issu de l'enquête sur le budget ouvert, qui indiquait un accès limité des citoyens à l'information budgétaire et une participation quasi inexistante des citoyens au processus d'élaboration du budget. SUNU BUDGET répondait également à une initiative de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) lancée depuis 2009, le Nouveau Cadre Harmonisé pour la Gestion des Finances Publiques, qui visait à renforcer la transparence budgétaire entre les États membres.

OBJECTIFS DE L'ACTIVITE

PACE / SUNU BUDGET relève de l'Objectif de Développement (OD) 3 de la Stratégie de coopération pour le développement du pays (CDCS) : « Une participation plus efficace des citoyens à la gestion des affaires publiques au niveau national ». Dans le cadre de l'OD3, l'activité contribue directement au Résultat intermédiaire 2 : « Renforcement de la Gouvernance démocratique ». Les deux composantes de l'activité sont 1) Le Renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques sur les normes du budget ouvert et 2) le suivi et le plaidoyer des citoyen sur le budget. On retrouve une illustration graphique à l'annexe I.

QUESTIONS D'EVALUATION

- I. Dans quelle mesure l'approche mise en œuvre par PACE / SUNU BUDGET a-t-elle contribué à accroître la capacité de l'Assemblée nationale sénégalaise à remplir sa mission ?

²<https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey>

2. Comment l'approche de PACE / SUNU BUDGET a-t-elle amélioré l'accès des citoyens à l'information budgétaire et la participation du public au processus budgétaire final ?
3. Quels sont les principaux acquis et les principaux défis dans le processus de création de mécanismes de redevabilité et de relations entre les organisations de la société civile et les institutions nationales ?

METHODES D'ÉVALUATION ET LIMITES

METHODOLOGIE

Les méthodes de collecte et d'analyse des données étaient tributaires de la question d'évaluation à traiter. Les deux premières questions (« Dans quelle mesure l'approche mise en œuvre par PACE / SUNU BUDGET a-t-elle contribué à accroître la capacité de l'Assemblée nationale sénégalaise de remplir sa mission » et « Comment l'approche de PACE / SUNU BUDGET a-t-elle amélioré l'accès des citoyens à l'information budgétaire et la participation du public au processus budgétaire final ? ») ont nécessité des méthodes permettant de déterminer la cause et l'effet. Dans le cadre de l'inférence causale, la causalité inverse est souvent une préoccupation. Par exemple, il est possible que des ateliers de renforcement des capacités pour les parlementaires aient contribué à renforcer la capacité des parlementaires ; mais il est également possible que les parlementaires qui avaient été sélectionnés pour participer aux ateliers aient amélioré leur capacité même sans les ateliers. On ne pourrait pas tirer une conclusion à partir d'une simple comparaison avant-après.

Il y a plusieurs méthodes de sciences sociales crédibles qui répondent aux défis uniques de l'inférence causale. On a préféré la méthode de *la reconstitution de processus* pour évaluer les effets déterminants de PACE / SUNU BUDGET. Il s'agit d'une méthode intuitive que l'on utilise pour évaluer les effets déterminants sur de petits échantillons ou lorsque d'autres méthodes d'inférence causale sont irréalisables. Elle consiste à lister les implications observables d'une relation de cause à effet théorisée, puis d'utiliser une « description dense » qualitative pour trouver des preuves de ces implications observables dans un seul cas. L'évaluateur examine les étapes intermédiaires menant de la cause à l'effet. Par exemple, l'équipe a constaté que de nombreux parlementaires avaient ouvert des comptes sur les médias sociaux au cours de la période de mise en œuvre de PACE / SUNU BUDGET, suggérant que les formations sur les nouvelles technologies de communication avaient amené les parlementaires à adopter des outils tels que Twitter et Facebook (et non avant la formation). L'un des principaux avantages de cette méthode est qu'elle est moins coûteuse et plus intuitive que les approches expérimentales et statistiques.

La troisième question de l'évaluation est la suivante : « Quels sont les principaux acquis et les principaux défis dans le processus de création de mécanismes de redevabilité et de relations entre les organisations de la société civile et les institutions nationales ? » Pour répondre à cette question, il a fallu une méthode différente de celle utilisée pour les deux premières questions d'évaluation, à savoir une méthode descriptive, plutôt que l'inférence causale. L'inférence descriptive implique d'identifier ce qu'est une chose, par opposition à l'effet produit par un traitement. Elle diffère de la « simple description » car elle consiste à tirer des conclusions sur des cas non observés à partir de cas observés. Par exemple, l'équipe d'évaluation n'a interviewé qu'un échantillon de parlementaires et a ensuite déduit de leurs réponses les caractéristiques des parlementaires en dehors de l'échantillon. Il était important de faire un échantillonnage minutieux pour pouvoir faire des déductions ou des généralisations de façon non-biaisée (voir la sous-section sur les Limites ci-dessous).

La collecte des données s'est faite en deux phases :

PHASE 1 : REVUE DOCUMENTAIRE

L'équipe a examiné un large éventail de documents, notamment l'accord de coopération de PACE / SUNU BUDGET, les amendements, le plan de travail de l'Activité, les plans de travail annuels, le plan de suivi, d'évaluation et d'apprentissage des activités (AMELP), les bases de données du projet, les rapports trimestriel et annuel et les rapports spéciaux, ainsi que les études menées dans le cadre de l'activité pour comprendre et comparer les performances attendues et réelles. D'autres sources de données, telles que des données secondaires disponibles dans le projet lui-même (programmes de formation, feuilles de présence, etc.) et des études menées dans le cadre de recherches ou par le Gouvernement du Sénégal (GdS) ont également été prises en compte. On retrouve à l'annexe II une liste des documents cités dans le présent rapport.

PHASE 2 : RECHERCHE DE TERRAIN QUANTITATIVE ET QUALITATIVE

Dans le cadre de ses recherches qualitatives et quantitatives sur le terrain, l'équipe a utilisé les instruments de recherche suivants :

- Enquêtes systématiques auprès des parlementaires et du personnel de l'AN : les enquêteurs ont mené une enquête auprès des parlementaires et du personnel de l'AN conçue sur la base des quatre niveaux d'évaluation de la formation de Kirkpatrick (voir annexe IV). Le personnel de l'AN a également participé à l'enquête en répondant directement à un questionnaire physique.
- Entretiens avec des informateurs clés (KII) : Ils comprenaient des questions ouvertes pour les entretiens avec les responsables du programme (staff de l'USAID / DRG, staff de l'ONG 3D impliqués dans le PACE / SUNU BUDGET), des leaders de la société civile, des membres de l'Assemblée nationale (AN) et des autorités centrales travaillant sur la transparence budgétaire, y compris le Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan (MEFP). Voir à l'annexe III une liste des personnes interrogées.
- Entretiens de groupe avec des questions ciblées pour le personnel de PACE / SUNU BUDGET au niveau central et sur le terrain.
- Des groupes de discussion avec des parlementaires et des membres du personnel de l'AN ayant participé à la formation. Des groupes de discussion ont également été organisés avec des leaders de la société civile dans les circonscriptions parlementaires pour discuter des effets du programme sur les individus et les institutions.
- Observation : l'équipe a rencontré le personnel des archives / de la bibliothèque de l'Assemblée nationale pour observer l'utilisation de l'équipement et du matériel informatique fournis dans le cadre des activités de PACE.

On retrouve à l'annexe V les instruments d'enquête destinés aux parlementaires, ainsi que les guides d'entretien avec les informateurs clés. La Figure I résume le nombre des entretiens et enquêtes menés par l'équipe d'évaluation.

Figure I: Résumé des Enquêtes et Entretiens

Type of Interviews	# of Sessions	# of People Interviewed	Organization	# of People Interviewed
Group interviews	12	46	ONG 3D	4
KII	23	23	Consortium members (PACE & SUNU Budget)	11
Total	35	69	National Assembly	23
Survey of		# of participants	Government officials (Primature, DPB MPBG, PCRBF, Maire et IA)	6
Parliamentarians		30	Civil Society	22
NA staff		13	Donors (UE)	1
Total		43	USAID (DRG Team)	2
			Total	69

LIMITES

Trois principales limites ont été identifiées au cours du processus d'évaluation.

Premièrement, l'accès aux sujets des entretiens s'est avéré plus difficile que prévu. L'équipe a notamment eu du mal à obtenir les coordonnées du personnel de l'AN et de certains parlementaires ayant participé au programme PACE. L'équipe s'est adaptée à ce défi de plusieurs manières.

- On a remplacé la méthode d'échantillonnage représentative initialement prévue par une méthode de boule de neige. Cela impliquait de demander à chaque parlementaire de fournir les coordonnées d'autres personnes à interroger. Une telle approche est assez courante en recherche qualitative et peut fournir un échantillon quasi-représentatif, à condition que les enquêteurs ne s'appuient pas sur un seul informateur » pour identifier tous les intervenants supplémentaires. L'équipe a utilisé plusieurs parlementaires comme informateur, ce qui a permis d'atténuer les biais d'échantillonnage.
- L'équipe a reporté les visites dans les régions à la deuxième semaine. Cela a laissé plus de temps pour recevoir les listes des potentiels répondants de la part des partenaires de mise en œuvre basés à Dakar. Par exemple, il a fallu plusieurs jours à Y'en a Marre pour mettre l'équipe en contact avec leur correspondant à Thiès, ce qui a retardé la planification du travail sur le terrain. Des jours supplémentaires de travail sur le terrain ont été rajoutés pour remédier à ce retard.
- L'équipe a mené plusieurs entretiens téléphoniques ou par courrier électronique avec d'anciens parlementaires rentrés dans leur région d'origine ou avec des personnes en voyage hors du Sénégal pour une longue période (par exemple, des représentants de l'UE et de Gorée Institute).

Deuxièmement, l'accès aux documents s'est avéré difficile, car certains partenaires de mise en œuvre, notamment Counterpart International et Gorée Institute, ayant déroulé leurs activités depuis 2014, ne disposaient pas facilement des documents de PACE. L'équipe a finalement retrouvé la plupart de ces documents au moyen de réunions de suivi et d'appels téléphoniques.

Troisièmement, certaines personnes interrogées ont eu du mal à se rappeler les détails de leur participation à PACE / SUNU BUDGET, certaines activités s'étant déroulées il y a cinq ans. Cependant, lorsqu'on les poussait un peu, les personnes se souvenaient d'aspects clés de leur participation.

CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS

QUESTION I : RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Dans quelle mesure l'approche mise en œuvre par PACE / SUNU BUDGET a-t-elle contribué à accroître la capacité de l'Assemblée nationale sénégalaise à remplir sa mission ?

CONSTATATIONS

Avantages

PACE / SUNU BUDGET répondait à de multiples besoins de l'Assemblée nationale identifiés dans les rapports de diagnostic élaborés par NEXUS (commandé par l'ONG 3D) en 2014 et par l'UE en 2012. Ces besoins concernaient les capacités techniques de l'AN (services de documentation et de traduction, formation, etc.) ainsi que l'interaction entre les parlementaires et la société civile.

PACE / SUNU BUDGET a répondu à ces besoins en rénovant et en équipant la bibliothèque de l'AN. Le Centre de la Recherche, de la Documentation et des Archives de l'Assemblée nationale a reçu de nouveaux équipements tels que les photocopieurs et scanners. Toutes les archives de l'Assemblée Nationale des périodes coloniales et postcoloniales ont été numérisées. Des boîtes aux lettres ont été mises à la disposition des parlementaires pour faciliter une distribution efficace des lettres et des documents importants. 90% des personnes interrogées ont déclaré utiliser les boîtes aux lettres. Une unité de production audiovisuelle a été installée pour améliorer la communication au sein de l'AN. Soixante-dix pour cent des répondants au sondage auprès des membres de NA ont constaté des améliorations substantielles dans la bibliothèque, bien que la plus grande amélioration évoquée concerne les services de traduction simultanée, mis en œuvre par l'UE et non par PACE / SUNU BUDGET.

Cinquante-quatre parlementaires de la 12e législature et 35 membres du personnel de l'AN ont participé à diverses sessions de formation sur les nouvelles technologies de la communication (Facebook, Twitter, etc.), le processus d'élaboration du budget et les rôles et responsabilités des parlementaires. PACE a créé un programme de certification en droit en pratique parlementaire. La délivrance d'un Certificat avancé dans la cadre de PACE. Vingt-deux des 36 participants ayant suivi ce programme ont obtenu un Certificat en droit et pratique parlementaire, qu'ils pourront utiliser à l'avenir pour promouvoir leur carrière après la politique. Les appréciations sur les formations ont été extrêmement positifs, tous les participants interrogés ont déclaré à l'unanimité que les animateurs de la formation étaient efficaces. Les personnes interrogées ont indiqué que le module de formation sur le budget constituait l'aspect le plus important de leur formation, suivi de celui sur du rôle et des responsabilités des parlementaires et, enfin, sur l'utilisation

des nouvelles technologies de communication. Bien qu'il soit difficile de déterminer avec certitude l'existence d'un lien de causalité entre les formations et l'utilisation des technologies, compte tenu du caractère volontaire de la participation aux formations, les enquêtes ont révélé des preuves cohérentes avec un effet positif : 78% des parlementaires interrogés utilisent des médias sociaux, Facebook étant le plus utilisé (45%), suivi de Twitter (24%). La majorité d'entre eux avaient créé leurs comptes au cours de la période de mise en œuvre, suggérant que la formation a eu un effet. Parmi les membres du personnel de l'AN qui ont répondu aux questions de l'équipe d'évaluation, la plupart avaient participé à des formations sur les nouvelles technologies de la communication, notamment Facebook, Twitter et Google. Il est encourageant de constater que cent pour cent des personnes interrogées, même celles qui n'ont pas participé à la formation, ont déclaré utiliser ces technologies.

En général, les outils de formation avaient été élaborés en français. Parmi ces outils, il y avait un Guide du parlementaire et un vidéobook pour les parlementaires. 85% des personnes interrogées ont déclaré avoir utilisé le guide. Les partenaires de mise en œuvre de PACE ont également traduit des textes clés (lois, règlements intérieurs, code sur la transparence des finances publiques, etc.) dans les sept langues nationales afin de faciliter le travail des parlementaires. Les interprètes de l'AN ont également reçu le glossaire des terminologies clés dans les sept langues nationales afin de faciliter leur travail au cours des sessions.

Le livre vidéo était particulièrement clair, avec des images mises à la disposition des personnes analphabètes. Le Guide du parlementaire, comme son nom l'indique, a contribué à nous orienter.
- Membre de la 12ème législature

PACE / SUNU BUDGET a financé le recrutement de 15 étudiants des cycles supérieurs pour aider les parlementaires à faire des recherches et à effectuer d'autres tâches essentielles pendant les sessions parlementaires. L'AN y a contribué en mettant à la disposition des assistants des bureaux, des moyens de transport, un déjeuner subventionné et une indemnité journalière de 6 000 FCFA lors des sessions parlementaire qui duraient généralement de 8h00 à minuit. Le financement de cette allocation provient du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP). Les assistants ont été recrutés dans le cadre d'un processus rigoureux et transparent à l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD). Les critères de sélection comprenaient le sexe (les femmes étaient particulièrement encouragées à postuler), la maîtrise du français et des langues nationales, la capacité de communication et la neutralité politique.

Inconvénients

Malgré le succès impressionnant des efforts visant à renforcer la capacité parlementaire, l'équipe d'évaluation a relevé plusieurs inconvénients de PACE / SUNU BUDGET dans ce domaine.

En ce qui concerne l'infrastructure de l'AN, les archives nouvellement numérisées ne sont pas disponibles dans une base de données encore moins disponibles en ligne.³ Cela limite l'utilité de ces archives pour les parlementaires et leurs assistants, ainsi que pour le grand public, qui ignore en grande partie les ressources de la bibliothèque et des archives de l'AN. En effet, le personnel de la bibliothèque souhaite organiser des programmes de sensibilisation de masse visant le public mais les ressources limitées freinent leurs mises en œuvre. de fin. Selon l'entretien avec le personnel de la bibliothèque, le contrat de maintenance pour les équipements passé avec les entreprises a expiré, alors que certains équipements tels que les

³ It is important to note, however, that putting the archives online was not an original part of PACE/SUNU BUDGET.

photocopieuses tombent souvent en panne. Cela handicape les membres et au personnel d'appui de l'AN, car la bibliothèque est le seul endroit où il est possible de faire des photocopies au sein de l'AN.

En ce qui concerne les formations, peu de personnes ont utilisé des langues nationales autres que le français. La principale exception était une session en français et en wolof sur le rôle des parlementaires dans la promotion d'une bonne gestion des finances publiques. Il est difficile d'évaluer l'efficacité des formations car il n'avait pas de pré et de post tests pendant les formations afin de déterminer les acquis tirés de la formation. Cette limite est dû en grande partie à l'absence d'indicateurs de mesure des performances en matière de renforcement des capacités. La deuxième phase de PACE / SUNU BUDGET a introduit un indicateur de résultat lié au budget ouvert, cet indicateur rend compte de la transparence globale au niveau macroéconomique et non des impacts sur le niveau de compréhension du processus budgétaire par chaque parlementaire.

Bien que les commentaires sur les livres vidéo aient été généralement positifs, certains ont exprimé des opinions divergentes. D'une part, certaines personnes interrogées ont apprécié l'outil du fait qu'il permet de répondre aux besoins des membres illettrés de l'AN. D'autre part, certains pensaient que les videobooks n'étaient toujours pas assez accessibles et comprenaient trop de mots en français ou étaient tout simplement trop compliqués à utiliser. 60% des personnes interrogées ont déclaré qu'elles n'utilisaient pas les vidéobooks ; certains parce qu'ils ne savaient pas comment les utiliser correctement.

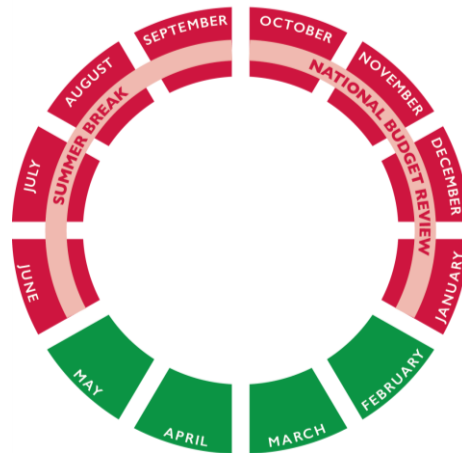
Je ne sais pas lire, et dans ces livres, même s'ils sont supposés être en wolof et en français, on peut compter un mot en wolof pour trois mots en français dans les parties censées être en wolof. Cela rend l'outil inutile. Il est important de comprendre qu'il y a des personnes dans l'AN qui n'ont jamais été à l'école.

- Membre de la 12ème législature

Des difficultés ont été évoquées en ce qui concerne les glossaires de terminologie ; les interprètes ont dit apprécier la traduction, mais on note, il fallait un travail supplémentaire pour traduire toute la terminologie législative du français au langues nationales, car ces glossaires ne tenaient pas suffisamment compte des variantes linguistiques dans les dialectes .

La dernière contrainte de PACE / SUNU BUDGET à renforcer la capacité du parlement était la disponibilité limitée des parlementaires eux-mêmes. Comme le montre le calendrier de l'AN à la figure 2, les parlementaires ne sont disponibles pour les formations qu'entre le mois de février et mai. Pour le reste de l'année, ils sont soit en vacances d'été soit en session budgétaire. Si l'on ajoute le fait que la période de mise en œuvre de PACE / SUNU BUDGET était assez courte, cela a réduit la participation et donc l'impact global des exercices de formation.

Figure 2 : Calendrier de l'Assemblée Nationale et Disponibilité



CONCLUSIONS

Dans l'ensemble, PACE / SUNU BUDGET a permis de faire des progrès considérables pour répondre aux besoins répertoriés de l'Assemblée nationale, de ses élus et de son personnel. Grâce à PACE / SUNU BUDGET, l'AN a accès à un environnement de travail agréable et accueillant. Parmi les points saillants, on note la rénovation de la Bibliothèque et la numérisation des Archives, la traduction de textes clés, la création d'une unité de production audiovisuelle, le recrutement d'assistants parlementaires et le l'élaboration d'outils de formation. Il reste des besoins non satisfaits, notamment des ressources financières pour l'entretien de l'infrastructure physique de la bibliothèque et l'organisation de programmes de sensibilisation visant à présenter la bibliothèque au grand public. Les capacités des parlementaires individuels ont semblé s'améliorer durant la mise en œuvre de PACE / SUNU BUDGET, mais il est difficile de le dire avec certitude sans indicateurs de référence et indicateurs finaux fiables. Des problèmes particuliers subsistent également pour les parlementaires illettrés et ceux qui ont des niveaux d'éducation faible, qui ne peuvent participer qu'à une partie des formations et accéder à des informations écrites que si celles-ci sont compatibles avec leurs capacités de lecture limitées. Les réactions aux diverses activités de PACE / SUNU BUDGET ont été extrêmement positives, mais les personnes interrogées n'ont pas hésité à exprimer leurs préoccupations persistantes quant à l'accessibilité et à la suffisance des ressources. L'activité a permis d'appuyer les membres de la douzième législature à mieux comprendre leurs rôles et responsabilités. Compte tenu du taux élevé de renouvellement des parlementaires (environ 95%), il faut des activités permanentes de formation et d'orientation à l'avenir. L'accès du public aux documents de la bibliothèque reste limité, en dépit de progrès initiaux dans la rénovation de la bibliothèque et de ses ressources. Ceci constitue un obstacle majeur pour l'avenir. Entre-temps, les assistants parlementaires ont commencé leurs travaux à l'AN, ce qui semble prometteur en termes de durabilité, même si cela reste à prouver avec le temps.

QUESTION 2 : ACCES DES CITOYENS AÀ L'INFORMATION BUDGÉTAIRE ET PARTICIPATION DU PUBLIC AU PROCESSUS BUDGETAIRE FINAL

Comment l'approche de PACE / SUNU BUDGET a-t-elle amélioré l'accès des citoyens à l'information budgétaire et la participation du public au processus budgétaire final ?

CONSTATATIONS

Avantages

L'amélioration de l'accès des citoyens à l'information budgétaire et de la participation du public au processus budgétaire final s'est faite principalement à travers des foras publics. Ceux-ci ont été organisés et animés par deux organisations partenaires de l'activité, le Réseau *Siggil Jigeen* (RSJ) et Y'en a Marre (YAM). Les foras constituaient des espaces de dialogue entre parlementaires et acteurs de la société civile des différentes régions du Sénégal, notamment Thiès et Tambacounda, que l'équipe d'évaluation a pu visiter (voir à l'annexe VI une carte des zones de mise en œuvre).

Les entretiens menés par l'équipe avec des membres du RSJ à Thiès ont révélé que les femmes étaient extrêmement actives dans les foras. Elles ont en particulier exprimé leur désir de revitaliser les organisations de développement communautaire et de recruter davantage de femmes. En outre, ces femmes ont revendiqué l'égalité des genres dans la gouvernance locale.

Depuis la tenue des foras, les femmes sont restées impliquées dans les affaires locales. Beaucoup de participantes sont devenues membres du conseil consultatif de Thiès et une femme leader de la région a établi une communication officielle avec les femmes parlementaires, ce qui lui a permis de communiquer les besoins locaux, en particulier dans le domaine de la santé des femmes. A Thiès, une femme leader et présidente d'une association de sages-femmes a appelé le réseau des femmes parlementaires à plaider en faveur de la réouverture du bloc opératoire de l'hôpital « Dixième », fermé depuis un certain temps, afin de satisfaire aux besoins de la population. A Tambacounda, une autre femme a fait le plaidoyer au niveau de l'AN et une loi a ensuite été adoptée pour permettre aux femmes atteintes de fistule obstétricale d'accéder gratuitement aux soins.

Auparavant, je ne savais pas qu'il était possible de contacter les parlementaires. Mais PACE / SUNU BUDGET m'a montré comment faire, et j'ai exercé des pressions en faveur des femmes atteintes de fistule obstétricale. Par la suite, l'Assemblée nationale a voté une loi autorisant la gratuité de l'accès aux soins pour les femmes atteintes de cette maladie.

- Participante au forum de Thiès

Dans la même optique que RSJ, les jeunes de YAM ont organisé à Thiès un forum où ils ont développé le concept de *Wakh ak sa députée*, qui signifie « discutez avec votre député ». L'organisation de foras permettant aux jeunes et aux femmes de discuter de questions d'actualité est une pratique courante pour YAM et RSJ, mais, c'était la première fois que de tels forums étaient organisés dans le cadre PACE pour réunir les jeunes et les femmes, respectivement, avec leurs représentants à l'AN. Ces séances de dialogue entre acteurs de la société civile et élus locaux renforcent la participation du public au processus d'élaboration du budget. La participation de YAM à PACE / SUNU BUDGET a été particulièrement forte compte tenu des relations tendues entre politiciens et société civile suite aux manifestations électorales de 2011. Selon les commentaires des membres de YAM, le fait de s'asseoir à la même table que des membres de l'Assemblée nationale a favorisé la confiance et la compréhension mutuelle quant au rôle du parlementaire et du budget. Avant PACE / SUNU BUDGET, beaucoup de citoyens pensaient que le budget était des fonds déjà disponibles que les responsables au niveau de l'État pouvaient dépenser à leur guise. Grâce aux forums, les participants ont acquis une connaissance plus réaliste et plus nuancée du processus budgétaire et une plus grande empathie pour les fonctionnaires.

Lors des entretiens avec des organisations de femmes et de jeunes à Thiès, l'équipe d'évaluation a noté un désir d'être mieux informé sur le processus budgétaire national (dans le cas d'Y'en a Marre) et sur le programme budgétaire qui entrera en vigueur en 2020 (dans le cas de Réseau *Siggil Jigeen*).

Des gens comme Fou Malade [cofondateur de Y'en a Marre] me disaient : « Mais monsieur, nous n'avions aucune idée du budget. Nous pensions que c'était un coffre-fort dans le bureau du ministre !

- Membre de la 12e législature, racontant un forum avec la société civile à Tambacounda)

PACE / SUNU BUDGET a organisé des sessions de renforcement des capacités sur le processus de préparation et de mise en œuvre du budget pour 25 acteurs de l'éducation (coordonnateurs régionaux de la Coalition des organisations de synergie pour la défense de l'école publique – COSYDEP, les syndicats d'enseignants, parents d'élèves, etc.). Selon les entretiens, les formations ont permis aux participants de mieux comprendre les questions liées au budget et à composantes.

Dans le cadre de SUNU BUDGET, la COSYDEP a organisé des auditions publiques à Tambacounda, Kolda, Kédougou et Matam afin de permettre aux citoyens de donner leur avis sur le budget de l'éducation. Les recommandations ont ensuite été transmises à l'ONG 3D pour inclusion dans des communiqués à l'Assemblée nationale. (Le coordinateur de PACE / SUNU BUDGET a transmis les recommandations aux assistants parlementaires.) Les entretiens avec le personnel de COSYDEP impliqué dans PACE / SUNU BUDGET ont révélé des améliorations dans plusieurs catégories, notamment la documentation et la transparence des dépenses pour l'éducation et l'accessibilité des informations sur le budget de l'éducation. A Kolda, après avoir participé à une audience publique organisée par COSYDEP, un directeur d'école a commencé à afficher le budget dans son établissement et à en distribuer des copies à la population locale.

Parallèlement à des progrès substantiels au niveau régional, PACE / SUNU BUDGET a induit des progrès un niveau plus central en facilitant la création de la Coalition nationale pour le suivi budgétaire (CONASUB), composée de 13 organisations engagées pour améliorer la transparence et l'efficacité du processus budgétaire. La CONASUB entretient un partenariat actif avec le ministère de l'Économie, des Finances et du Plan (MEFP), qui n'avait auparavant aucun interlocuteur représentant la société civile. Le ministère peut facilement fournir des documents budgétaires à la CONASUB, dont les membres se chargent ensuite de la diffusion au public. Les différentes organisations qui forment la CONASUB sont spécialisées sur des questions budgétaires spécifiques (genre, nutrition, éducation, etc.), ce qui permet ainsi de synthétiser efficacement des informations complexes dans des termes faciles à comprendre. En résumé, PACE / SUNU BUDGET a intéressé une masse critique d'organisations de la société civile travaillant à l'analyse et à la publication de documents budgétaires et fiscaux.

En outre, PACE / SUNU BUDGET a soutenu le lancement du cadre multi-acteurs de suivi budgétaire et l'organisation de trois sessions d'analyse budgétaire. Le cadre multi-acteurs est un mécanisme qui contribue à renforcer la gouvernance des finances publiques grâce à la création d'un espace de dialogue, de consultation et de mise en commun des ressources. Ce cadre est soutenu par le Ministère de la Bonne Gouvernance. D'autres partenaires, comme OXFAM, participent également au fonctionnement de ce cadre.

Avec l'appui de PACE / SUNU BUDGET, la plate-forme SUN a mis en place deux groupes d'analyse et de suivi budgétaires sur la nutrition. Les acteurs ont organisé deux des quatre ateliers prévus : un atelier pour mettre en place deux groupes d'analyse et un atelier pour la classification des informations financières en

vue du suivi budgétaire. Les autres activités n'ont pas été réalisées faute de données désagrégées sur le niveau d'exécution des dépenses de nutrition.

, les citoyens disposent désormais de nombreux moyens pour accéder aux informations budgétaires, notamment en ligne via www.sunubudget.sn. L'ONG 3D a produit un spot télévisé intitulé « Focus Sur », qui diffuse des séquences bimensuelles sur les questions de budget en français et en wolof. L'ONG 3D a également organisé des caravanes pour diffuser des informations sur le budget à l'intérieur du Sénégal et a mis au point des « budgets animés » destinés aux citoyens illettrés (une première édition en Français et une deuxième en Wolof). Selon les rapports de l'ONG 3D, les citoyens ont trouvé que les budgets animés étaient clairs et accessibles, contrairement au budget officiel. En résumé, ces campagnes ont suscité un intérêt important du public par rapport au processus budgétaire, comme en témoigne l'engagement des citoyens par rapport informations budgétaires publiées sur le site Web de SUNU BUDGET et d'autres portails Web. Par exemple, le nombre de personnes ayant visité sunubudget.sn est passé de 729 104 visiteurs en 2017 à 1 390 277 en 2018. Plus de 21 000 utilisateurs suivent la page Facebook de SUNU BUDGET. Voir à l'annexe XII d'autres indicateurs de l'engagement du public à travers du PACE / SUNU BUDGET.

En outre, ces campagnes ont également créé des possibilités de partenariat qui contribuent à la transparence budgétaire et à la bonne gouvernance. De plus, le Ministère de la Bonne gouvernance a demandé à collaborer avec l'ONG 3D en vue de l'élaboration d'une loi sur l'accès des citoyens à l'information budgétaire. Ce partenariat a conduit à la création d'un cadre de suivi budgétaire multi-acteurs, par décret ministériel en avril 2016. Les acteurs de ce cadre ont largement contribué à la préparation de la version finale du projet de loi sur l'accès à l'information et de son décret d'application, qui est actuellement dans le circuit d'approbation. L'ONG 3D assure un dialogue régulier avec le Gouvernement pour plaider en faveur de l'adoption de cette loi sur l'accès des citoyens à l'information.

Enfin, dans le cadre de l'amélioration de l'indice du budget ouvert du Sénégal, PACE / SUNU BUDGET a soutenu la création d'un guide intitulé « Comment améliorer votre indice de budget ouvert (*Open Budget Index OBI*) ». Cela s'est fait dans le cadre de la CONASUB, qui compte parmi ses membres l'ONG 3D et le Groupe d'étude de recherche et d'appui au développement (GERAD). En plus de la préparation du guide, l'ONG 3D a organisé des réunions pour expliquer aux responsables du ministère de l'Économie, des Finances et du Plan l'importance de publier ce guide dans les meilleurs délais. Ces réunions ont également permis d'informer les représentants du GdS et les représentants de l'OBI sur les différents protocoles de préparation des documents budgétaires dans les pays francophones et anglophones. Finalement, les parties ont convenu des documents budgétaires que le Gouvernement sénégalais pourrait utiliser à la place de ceux qui ne sont pas produits dans le cadre réglementaire de gestion des finances publiques de l'Union monétaire de l'Afrique de l'Ouest.

Grâce à ces efforts, PACE / SUNU BUDGET pourrait avoir contribué à faire passer le score de l'indice du Budget Ouvert du Sénégal (OBI) Indice de budget ouvert de 43/100 en 2015 à 51/100 en 2017. Cependant, il est impossible d'établir un lien de causalité direct entre les changements importants apportés à l'OBI et les activités localisées comme des caravanes ou des budgets animés. L'OBI est une mesure globale de trois composantes : la disponibilité publique des informations budgétaires, les possibilités pour le public de participer au processus budgétaire et le rôle et l'efficacité des institutions de contrôle formelles (le Parlement et la Cour des comptes). Les chercheurs évaluent ces composantes, généralement en fonction du pays à évaluer, à l'aide de 145 questions notées. L'augmentation de l'OBI du Sénégal entre 2015 et 2017 est probablement due à de nombreux facteurs dans l'environnement politique du pays,

notamment le leadership des gouvernements et les conditions macroéconomiques, bien qu'il soit plausible que PACE / SUNU BUDGET ait également eu une influence. L'ONG 3D devrait collecter des données pour le rapport OBI 2019, ce travail était initialement réalisé par GERAD jusqu'en 2018. L'implication de l'ONG 3D à l'enquête sur le budget ouvert indique une tendance encourageante à rendre le processus de notation plus inclusif et sensible au contexte local. Dans le même temps, il est important de surveiller la collaboration entre l'ONG 3D et l'*International Budget Partnership* (qui coordonne l'enquête sur le budget ouvert), afin d'éviter tout conflit d'intérêts pouvant résulter de l'utilisation de l'OBI pour évaluer les performances de l'ONG 3D.

Inconvénients

PACE / SUNU BUDGET présente plusieurs faiblesses en ce qui concerne la deuxième question d'évaluation. L'une était l'absence de mécanisme permettant de donner suite aux recommandations formulées par les citoyens lors de forums publics ou de poursuivre des dialogues comme ceux qui étaient animés par le RSJ et YAM. L'ONG 3D a produit une gamme impressionnante de supports pour la diffusion d'informations budgétaires, mais l'entretien avec un membre de l'URAC a révélé que les radios communautaires étaient sous-utilisées en tant qu'outil de sensibilisation.

Bien que la participation des femmes aux activités soit à peu près équivalente à leur niveau de représentation au sein de l'AN (après la mise en place de quotas par genre), la participation des personnes handicapées aux audiences et aux forums sur les politiques publiques était faible.

Lors de plusieurs entretiens, il est apparu que certains citoyens participant aux activités PACE / SUNU BUDGET ne comprenaient toujours pas le fonctionnement de l'Assemblée nationale. D'autres n'avaient pas eu la possibilité de participer ou avaient encore des idées fausses sur le budget et les parlementaires.

C'est plus au niveau national que l'on sent qu'il y a encore du travail, comparé non au niveau local. Il n'existe aucun cadre institutionnel pour garantir la continuité de l'existence et du fonctionnement de la CONASUB et le niveau de participation des citoyens aux débats budgétaires au niveau national est très faible. Le Sénégal ne dispose pas d'une loi sur l'accès des citoyens à l'information. Le processus d'adoption de cette loi a été initié par les différentes parties mais il évolue de façon très timide.

Les leaders de la société civile n'ont pas maximisé les possibilités pour les citoyens de participer au processus budgétaire. Ils ne sont impliqués que dans l'élaboration des politiques publiques. Peu d'efforts ont été faits dans ce sens à travers l'organisation d'ateliers pour comprendre le budget participatif. Le niveau souhaité d'implication des acteurs de la société civile dans la formulation et l'exécution du budget n'a pas été atteint. En conséquence, l'indice de participation du public au processus budgétaire est resté faible (2/100 en 2017) alors que PACE / SUNU BUDGET s'était fixé l'objectif de 26/100 en 2017. Cette faiblesse contraste avec l'amélioration de divers autres indicateurs (voir l'annexe XII). Elle peut s'expliquer par deux raisons : (1) l'absence de mécanisme facilitant la participation des citoyens à la préparation et au suivi de l'exécution du budget, et (2) la révision de l'indice de la participation du public au processus budgétaire en 2017 sur la base de l'Initiative mondiale pour la transparence des finances publiques (*GIFT*) et la difficulté de pouvoir faire des comparaisons d'une année à l'autre.

L'une des faiblesses en ce qui concerne les outils de communication, en particulier les budgets animés, est l'indisponibilité des ressources dans les autres langues locales, à l'exception du wolof.

CONCLUSIONS

Les forums et les auditions publiques organisées par les partenaires de mise en œuvre ont été une opportunité sans précédent pour les acteurs de la société civile, en particulier les femmes et les jeunes, de dialoguer avec les parlementaires et d'exprimer leurs besoins. Ces rencontres ont doublé les chances des participants de se familiariser avec le processus de budgétisation et d'acquérir des outils de plaidoyer. Les supports multimédias, en grande partie grâce aux efforts de l'ONG 3D, a élargi l'audience ciblée par la diffusion des informations budgétaires. Les entretiens ont mis en évidence l'évolution de la perception des citoyens à l'égard du budget et des parlementaires qui l'ont adopté. En même temps, les jeunes et les femmes rencontrés par l'équipe semblent rester perplexes ou confus au sujet de la politique budgétaire. Parallèlement au renforcement de la capacité de l'institution parlementaire, il reste encore beaucoup à faire pour renforcer la participation de la base à la planification budgétaire.

PACE / SUNU BUDGET a entraîné d'importants changements au niveau national susceptibles de contribuer à la promotion de la transparence budgétaire. Parmi ces changements on peut noter la création de la CONASUB, la publication d'un guide sur l'augmentation de l'indice du budget ouvert et la simplification et la diffusion des rapports budgétaires sur un site Web public. La pérennisation de ces initiatives est une préoccupation à long terme. On ne sait pas 1) si les futures législatures continueront à collaborer avec la société civile, 2) comment les besoins exprimés par les citoyens se traduiront par de véritables réformes budgétaires et 3) si les nouvelles institutions comme la CONASUB resteront pérennes.

QUESTION 3 : ACQUIS ET DÉFIS

Quels sont les principaux acquis et défis dans le processus de création de mécanismes de redevabilité et de relations entre les organisations de la société civile et les institutions nationales ?

CONSTATATIONS

Acquis

PACE / SUNU BUDGET a encouragé une collaboration dynamique entre les structures de l'État (ministères, parlementaires, etc.) et divers membres de la société civile (femmes, jeunes, population analphabètes, résidents de différentes régions). Cela impliquait de renforcer la capacité des parlementaires et des agents de l'administration de l'AN à mieux réaliser leurs tâches quotidiennes en améliorant leur capital physique et humain. PACE / SUNU BUDGET a également mis en place un cadre multi-acteurs pour le suivi budgétaire, réunissant des organisations spécialisées dans des domaines politiques spécifiques (éducation, santé, etc.) mais partageant le même intérêt à rendre le budget plus efficace, accessible et transparent pour tous. L'implication de différents acteurs dans le suivi et l'analyse budgétaires, ainsi que le soutien institutionnel aux cadres participatifs, favorise l'appropriation et la durabilité des activités de PACE / SUNU BUDGET (Exemple : le cadre multi-acteurs et le comité de pilotage de la loi sur l'accès à l'information budgétaire).

PACE / SUNU BUDGET a facilité la collaboration et le dialogue entre divers secteurs de la population sénégalaise et les autorités (parlementaires, inspecteurs, etc.) au moyen de foras de discussion et des audiences publiques. La mise en œuvre de PACE / SUNU BUDGET a bénéficié d'un engagement déjà élevé du public et d'une société civile dynamique au Sénégal. Par exemple, le Réseau Siggil Jigeen disposait d'un

vaste réseau d'organisations de femmes avec lequel il était possible de collaborer tout en organisant des foras publics dans le cadre de PACE sur les priorités des femmes en matière de budget et politiques. De nombreux participants aux enquêtes, aux entretiens et aux groupes de discussion ont mentionné la facilité avec laquelle ils avaient participé aux activités de PACE / SUNU BUDGET ou recruté d'autres personnes pour y participer. Cela ne signifie pas que l'intérêt pour l'Assemblée nationale et le processus budgétaire soit partagé par tous. L'équipe d'évaluation a rencontré des personnes à Thiès et à Tambacounda qui ne s'intéressent toujours pas beaucoup aux affaires publiques. Par conséquent, il reste des opportunités pour tirer parti des succès de PACE / SUNU BUDGET.

Défis

L'Assemblée nationale pourrait faire davantage pour faire la capitalisation de la dynamique de PACE / SUNU BUDGET ; par exemple en archivant les outils de formation et les documents pour une utilisation lors des futures législatures. La courte durée du programme PACE / SUNU BUDGET n'a pas permis de réaliser tous les objectifs de l'activité, compte tenu en particulier du nombre limité de parlementaires disponibles au cours de l'année civile. En outre, certaines initiatives développées dans le cadre du projet (telles que la fourniture d'assistants parlementaires, la formation, l'organisation de foras, etc.) pourraient constituer un défi majeur si l'AN ne met pas à disposition des ressources humaines, financières et matérielles pour soutenir ces activités. Cela pourrait constituer une perte importante qui pourrait anéantir les efforts du projet. Ainsi, la planification à long terme au sein de l'AN est essentielle pour que le succès soit durable. Le taux de renouvellement des députés (environ 95%) après chaque élection rend presque impossible le maintien des acquis en termes de formation et de sensibilisation. En outre, la durabilité de certains cadres tels que la CONASUB (composée uniquement d'acteurs de la société civile) serait difficile sans le soutien d'un partenariat technique et financier et un ancrage institutionnel. PACE et SUNU BUDGET ont tous deux une vaste portée qui ne prend pas nécessairement en compte la mesure de l'impact par rapport à l'objectif à un niveau supérieur.

Il y a des signes qui indiquent que certaines avancées réalisées au cours de la période de mise en œuvre sont en train de s'inverser, comme les bons rapports entre parlementaires et Y'en a Marre : bien que les parlementaires de la 12e législature (qui ont participé à PACE / SUNU BUDGET) continuent de dialoguer avec les jeunes de YAM. Au cours d'un groupe de discussion avec les parlementaires de la 13e législature (n'ayant pas participé à PACE / SUNU BUDGET) certains ont des suspicions à l'égard de YAM et d'autres organisations de la société civile, qu'ils percevaient comme trop politisés. Jusqu'à présent, les actions de «sensibilisation» de la société civile et du parlement s'est faite uniquement auprès des personnes ayant participé directement à PACE / SUNU BUDGET ; cela n'a pas modifié la culture politique de tous les acteurs, et en particulier de ceux qui ont été exclus par inadvertance des activités, comme les femmes de la Fédération régionale des personnes handicapées de Tambacounda, qui n'ont pas pu participer à un événement organisé par le Réseau Siggil Jigeen en raison de difficulté d'accès au site des foras.

Certains défis échappent au contrôle des bailleurs de fonds, comme le système électoral à liste fermée qui élargit la distance sociale entre les citoyens et leurs représentants. Ces contraintes structurelles constituent néanmoins des défis importants à prendre en compte dans les efforts visant à mettre en relation la société civile et le parlement et à associer les Sénégalais ordinaires au processus d'élaboration du budget.

Outre les défis identifiés dans le rapport, l'ONG 3 D et ses partenaires relèvent les défis clés rencontrés lors de la mise en œuvre du projet. Il y a les élections locales, qui ont attiré l'attention des parlementaires sur la nécessité de coordonner les activités de multiples partenaires (par exemple, RSJ, Counterpart), les

lourdeurs administratives, les faibles niveaux initiaux de connaissances des parlementaires sur les finances publiques, l'absence de traduction simultanée lors des formations, les changements dans la structure et l'organisation du Ministère de l'Economie, des Finances et du plan, le renouvellement de députés et les élections et l'insuffisance des fonds alloués par rapport au cadrage de l'activité.

CONCLUSIONS

Les initiatives visant à renforcer la capacité de l'institution parlementaire ont entraîné des changements notables dans les ressources matérielles et humaines de l'Assemblée nationale, mais avec certaines limites, notamment la faible disponibilité des parlementaires au cours de l'année, les règles électorales avec des listes fermées, l'absence de loi sur l'accès des citoyens à l'information budgétaire et le renouvellement des députés (ce qui a fait que les députés ayant suivi la formation avaient quitté l'Assemblée nationale peu après).

Le dialogue sur le budget national entre la société civile et les parlementaires est solide mais reste à consolider. De même, il existe un intérêt public substantiel concernant le budget, mais principalement au niveau local plutôt qu'au niveau national. Malgré la popularité des divers forums et auditions publiques organisées par les partenaires opérationnels, il n'est pas certain que ce type d'engagement et ce niveau d'intérêt se poursuivront après la fin de l'activité, et on ne sait pas sous quelle forme, le cas échéant. Aucune information n'est encore claire sur le détenteur des titres de propriété intellectuelle associés à PACE / SUNU BUDGET (matériel de formation, dépliants publicitaires, etc.) et qui sera en mesure d'y accéder et de les utiliser ultérieurement.

RECOMMANDATIONS

Le 30 novembre 2018, le MEP a organisé un atelier de recommandations avec les bénéficiaires du PACE / SUNU BUDGET dans le but d'élaborer conjointement des recommandations pratiques et applicables pour cette évaluation. L'atelier a abouti à de nombreuses recommandations qui ont été confiées aux parties prenantes désignées. Les recommandations sont résumées ci-dessous (voir la liste complète à l'annexe VIII).

Il existe deux catégories de recommandations. La première est liée aux actions à entreprendre avant la fin du projet. La seconde est liée à la durabilité de ces projets actuels et futurs.

La liste ci-dessous montre les différentes actions que chaque acteur devrait entreprendre avant la fin du projet.

POUR L'USAID

5. Aligner les activités sur le calendrier législatif, en anticipant le renouvellement des parlementaires tous les cinq ans.
6. Appliquer les leçons tirées de cette activité et intégrer des indicateurs de mesure de performance des formations de PACE / SUNU BUDGET lors de la conception des programmes futurs.
7. Intégrer les budgets locaux dans le cadrage global de l'activité.
8. Établir des indicateurs précis concernant la participation des groupes vulnérables tels que les personnes handicapées.

POUR L'ONG 3D

8. Renforcer les capacités de l'équipe de communication sur l'utilisation de l'unité de production audiovisuelle.
9. Capitaliser sur les outils utilisés lors des formations de PACE / SUNU BUDGET en les mettant à la disposition du personnel de l'AN et des parlementaires.
10. Reproduire et disséminer les vidéobooks et les mettre à la disposition des parlementaires de la 13ème législature.
11. Faire de l'Union des Radios Associatives et Communautaires (URAC) un partenaire stratégique en charge du partage d'informations au niveau local.
12. Faire le plaidoyer auprès des différents Ministres (de la Bonne Gouvernance, de la Communication et de l'Economie et des Finances) pour l'adoption de la loi sur l'accès des citoyens à l'information budgétaire et du décret d'application.
13. Élargir les budgets animés dans les langues nationales codifiées.
14. Créer des supports animés sur le fonctionnement de l'Assemblée nationale (par exemple, un parlement animé, focus sur les institutions).

POUR LA CONASUB

6. Continuer à renforcer les capacités des organisations membres.
7. Mutualiser les ressources et actions des organisations membres.
8. Utiliser le cadre offert par les foras pour recueillir les informations sur les besoins des citoyens en vue de l'élaboration des budgets programmes.
9. Définir des stratégies de collecte de fonds pour assurer l'autofinancement de la CONASUB.
10. Travailler à la création d'un cadre légal pour la participation de la société civile au processus budgétaire.

POUR LE SECRETAIRE GENERAL DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

11. Signer un contrat avec l'URAC pour assurer le partage d'informations au niveau local.
12. Mettre en place un mécanisme de suivi des recommandations et des engagements pris en collaboration avec les autorités administratives et territoriales lors des forums.
13. Mettre en place un réseau parlementaire sur le civisme.
14. Renforcer les capacités des agents de l'administration de l'Assemblée nationale, et pas seulement des parlementaires, pour avoir une mémoire institutionnelle et travailler sur un système de mentorat parlementaire.
15. Inclure la prise en charge des assistants parlementaires dans le budget de l'Assemblée nationale.

16. Faire le plaidoyer pour la mise en place d'une structure de formation et de renforcement de capacité, au sein de l'Assemblée nationale, pour la formation de nouveaux parlementaires ; Renforcer le dispositif de formation d'existante.
17. Adapter les formations pour les parlementaires dans les langues nationales et diversifier les formats et outils de formation (audio, vidéo).
18. Mettre en œuvre des tests avant et après pour toutes les formations.
19. Organiser des activités de valorisation de la bibliothèque nationale et ses ressources (par exemple, portes ouvertes, séminaires pour étudiants, campagnes de communication pour rendre la bibliothèque visible au grand public).
20. Enrichir le glossaire des traducteurs pour tenir compte les variantes linguistiques et créer un espace pour que les traducteurs puissent échanger des notes entre eux et avec les parlementaires.

POUR LE CENTRE DE LA RECHERCHE, DE LA DOCUMENTATION ET DES ARCHIVES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

3. Finaliser le processus de numérisation des archives en intégrant la génération de la une base de données.
4. Rendre la base de données disponible en ligne.

POUR L'EQUIPE DE COMMUNICATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

3. Appuyer les parlementaires à l'utilisation des nouvelles technologies de communication et les médias sociaux afin de susciter leur intérêt.
4. Mettre à jour et diffuser les outils conçus par PACE / SUNU BUDGET.

POUR LE COMITE DE PILOTAGE DE LA LOI SUR L'ACCES DES CITOYENS A L'INFORMATION

1. Faire le plaidoyer auprès des Ministères (de la Bonne Gouvernance, de la Communication et de l'Economie et des Finances), du Syndicat des professionnels de l'information et de la communication au Sénégal (SYNPICS) et du Comité d'observation des règles d'éthique et de déontologie (CORED) pour l'adoption d'une loi sur l'accès des citoyens à l'information budgétaire.

En plus des listes ci-dessus, les participants à l'atelier ont formulé quelques recommandations supplémentaires sur la pérennisation des activités de PACE / SUNU BUDGET et pour les projets futurs.

Premièrement, pour donner suite aux demandes des citoyens concernant l'accès aux informations générales, les participants ont recommandé de sensibiliser et de mobiliser les acteurs communautaires autour des informations budgétaires, ainsi que de mettre en place des cadres de suivi du budget local. Dans cet esprit, ils ont recommandé de renforcer la participation des citoyens au processus budgétaire en encourageant la création d'un cadre de participation, peut-être dirigé par la CONASUB. Le CONASUB pourrait être élargie à d'autres organisations et redéfinir son mandat pour englober tous les secteurs concernés de la société.

Afin de renforcer les capacités techniques et organisationnelles de l'AN (telles que la traduction de textes réglementaires, l'élaboration d'un guide parlementaire et le d'une boîte à outils budgétaire sensible au genre), les participants ont recommandé d'inclure le renforcement des capacités institutionnelles dans le

plan budgétaire de l'AN et la mise en place de matériel de formation (manuels, livres vidéo, etc.) au sein de la bibliothèque de l'AN.

Les participants ont également jugé important de renforcer les capacités techniques et organisationnelles de la société civile. Pour ce faire, ils ont recommandé de poursuivre les séances d'analyse budgétaire bénéficiant de l'appui de la CONASUB, de diversifier les acteurs de la société civile impliqués dans la formation aux questions budgétaires et de renforcer l'interaction entre les organisations communautaires et les plates-formes nationales, telles que la CONASUB et les cadres multi-acteurs. Il est également important d'officialiser et de consolider les relations entre le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan et la CONASUB et de renforcer les capacités professionnelles de tous les acteurs locaux.

Pour ce qui est de l'avenir, les participants ont discuté des moyens d'assurer la durabilité de PACE / SUNU BUDGET, en ce qui concerne les forums ainsi que les outils de projet tels que l'émission télévisée « Focus Sur ». Ils ont recommandé d'institutionnaliser des forums interactifs entre les communautés et les parlementaires et de les faire coïncider avec les visites des parlementaires sur le terrain. Ils ont également proposé d'organiser des « forums de responsabilisation » articulés au sein d'un réseau existants de parlementaires axé sur la citoyenneté. Enfin, ils ont recommandé de confier à la CONASUB la mise à jour périodique des outils développés dans le cadre du programme PACE / SUNU BUDGET.

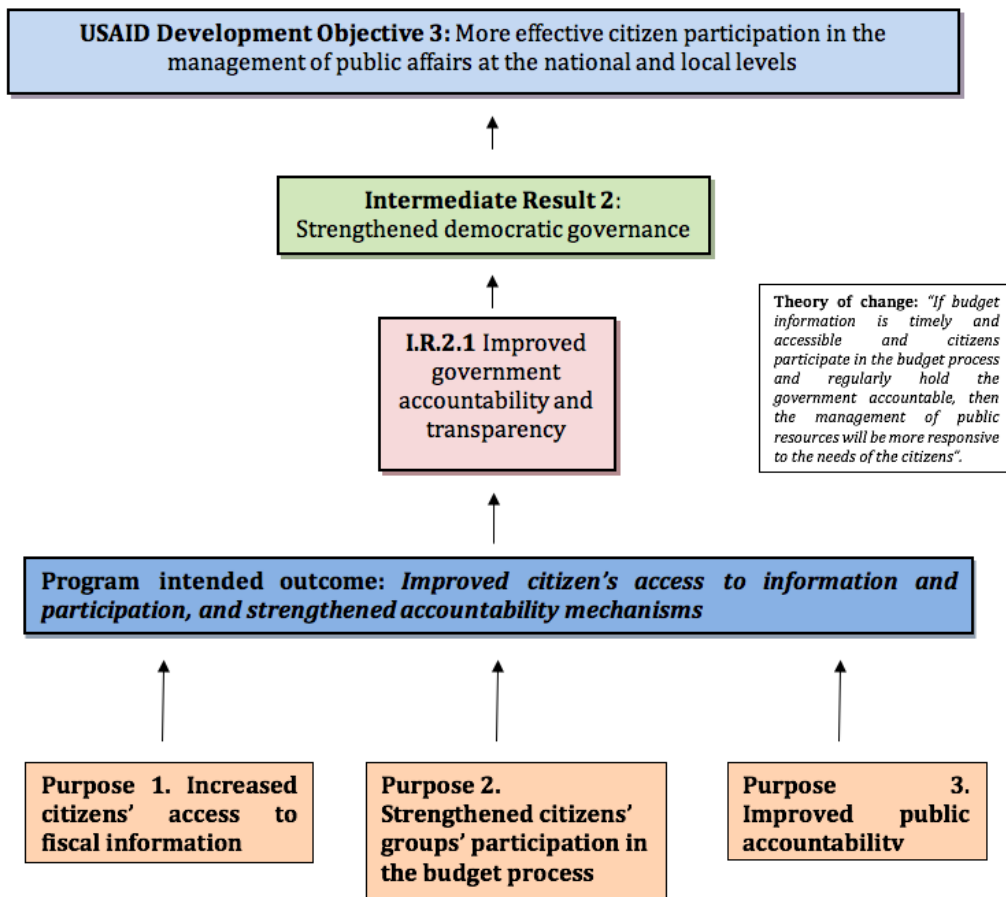
ANNEXES

ANNEX I: PACE/SUNU BUDGET IMPLEMENTATION

Hypothesis and Theory of Change

PACE/SUNU BUDGET comes under the development objective three (DO3) from USAID/Senegal Country Development Cooperation Strategy (CDCS): “more effective citizen participation in the management of public affairs at the national level”. Under DO3, the Activity contributes directly to Intermediate Result 2: “strengthened democratic governance”. The Activity is divided into two components: the first component called, “Building State and non-State Actors Capacities on Open Budget Standards” and component two: “Citizen Budget Monitoring and Advocacy”.

The theory of change and how the Activity’s development hypothesis fits under the USAID CDCS framework is outlined below⁴:



⁴ SUNU Budget Workplan and Monitoring, Evaluation and Learning Plan, June 2018

ANNEX II: SOURCES OF INFORMATION

N°	Type/ Titre du document
1	Performance indicators monitoring plan FY 2016
2	M&E Plan 2012
3	M&E Plan 2013
4	M&E Plan 2014
5	M&E Plan 2015
6	Cooperative agreement, 13 Octobre 2013
7	Quarterly performance report #3, April-June 2014
8	Quarterly report October-December 2015
9	PACE final report, October 2015
10	DG M_E table PPR 2015
11	USAID-PACE program final report
12	USAID-SUNU BUDGET Annual report 2016
13	SUNU BUDGET testimonies
14	Quarterly performance report #5, 2 July 2018
15	Senegal FTIF – Summary of ONG 3D Program January 2017
16	« Certificat d'études supérieures en droit et pratique parlementaires » par l'Institut supérieur de droit de Dakar
17	Critères de sélection des assistants parlementaires
18	« Comment améliorer votre indice de budget ouvert »
19	Cahier de recommandations sur la rationalisation des partis politiques
20	USAID/SUNU BUDGET Quarterly Performance Report (Q5), Oct-Dec 2017
21	« Etude de la situation de référence des besoins en renforcement de capacités du parlement et des parlementaires » (rapport NEXUS)

ANNEX III: LIST OF KEY INFORMANT INTERVIEW AND GROUP INTERVIEW PARTICIPANTS

N°	Prénom Nom	Fonction	Structure	E-mails / Téléphone	Date	N° Entretien
1	Pascal Mbaye Diop	Coordonnateur PACE	Counterpart International		13/10/2018	1
2	Fatou Ndiaye Turpin				15/10/2018	2
3	Djibril Ousmane Ndong	SE	Réseau Siggil Jiggen			
4	Seynabou Diallo	AOR Sunu Budget	USAID/DRG		15/10/2018	3
5	Samba Barry	Deputy Director DRG office	USAID/DRG		15/10/2018	
6	Thiecoumba Diouf	Directeur de la Bibliothèque	Assemblée Nationale		15/10/2018	4
7	Djibril Badiane	Chargé de communication	ONG 3 D		15/10/2018	5
8	Penda Cissé	Conseillère du pdt	Assemblée Nationale		15/10/2018	6
9	Cheikhou Oumar Sy	Ancien Député			16/10/2018	7
10	Valdiodio Ndiaye	Coordonnateur	ANAFa et CONASUB		16/10/2018	8
11	Aliou Sané		YAM		17/10/2018	9
12	Pr Babacar Guèye				17/10/2018	10
13	Aboubakry Diallo		GERAD		18/10/2018	11
14	Daouda Gueye		Radio Oxygènes/ URAC		18/10/2018	12

N°	Prénom Nom	Fonction	Structure	E-mails / Téléphone	Date	N° Entretien
15	Moundiaye Cissé	Directeur Exécutif	ONG 3D		18/10/2018	13
16	Maleine Niang	Coordonnateur	ONG 3D			
17		Responsable S&E	ONG 3D			
18	Cheikh Sylla		SAFEFOD		18/10/18	14
19	Nicholas Ndiaye	Député et président de la commission des transports	Assemblée Nationale		18/10/18	15
20	Ndèye Lucie Cissé	Député et Vice-président de la commission de l'urbanisme et des transports				
21	Aboubacry Diallo	Député				
22	Demba Sow					
23	Ndiagne Diop					
24	Moussa Sané					
25	Aboubacry Ngaide					
26	Seydou Dianko					
27	Ousmane Sène		AJP PASTEEF			16
28	Abdou Diouf	Coordonnateur	Plateforme SUN			17
29	Cheikh Pathé Fall					
30	Dioum Ndour	Responsable santé et				

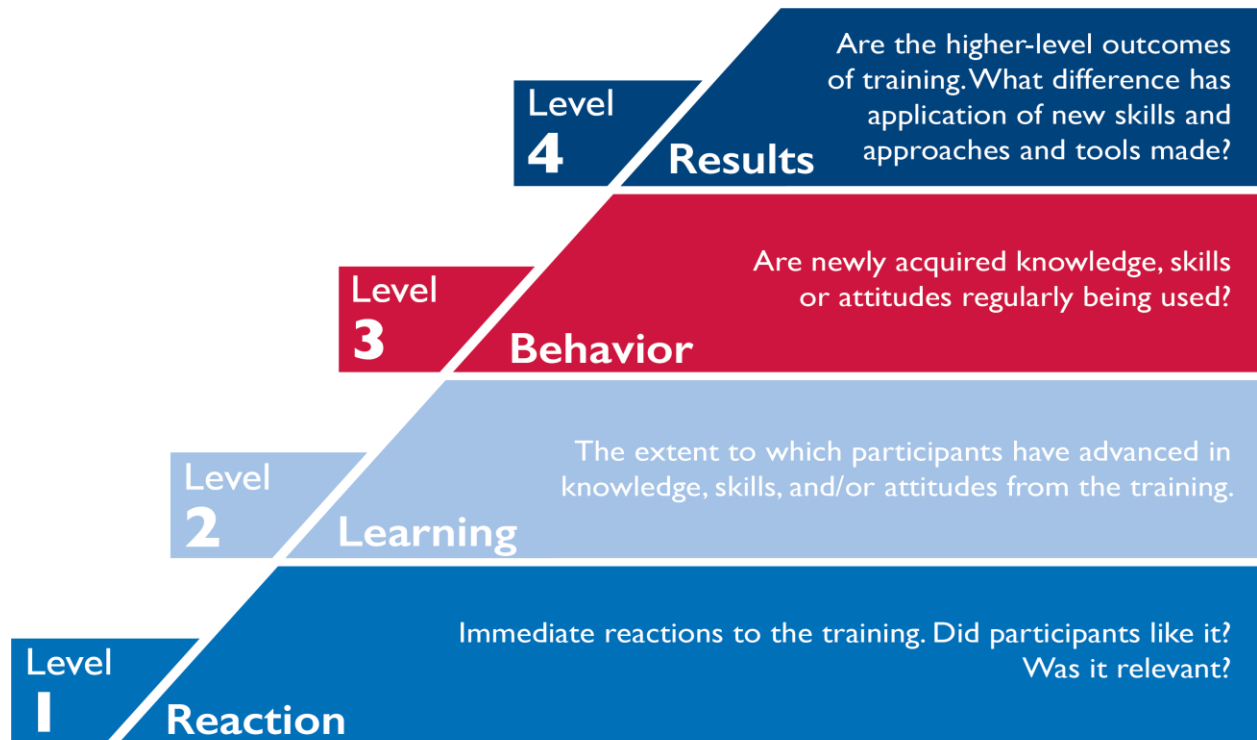
N°	Prénom Nom	Fonction	Structure	E-mails / Téléphone	Date	N° Entretien
31	Cheikh Mbow	Coordonnateur	COSYDEP		19/10/18	18
32	Senghor Elisabeth Massaly	Responsable S&E				
33	Seydou Diouf	Député et Président de la commission des lois	Assemblée Nationale		22/10/18	19
34	Seynabou Diakhaté	Direction de la Programmation budgétaire	Direction de la programmation Budgétaire		22/10/18	20
35	Wade Souadou Dramé					
36	Youssoufa Sy	Interprète	Y en Marre Cellule de Thiès		23/10/18	21
37	Bassirou Diop	Enseignant				
38	Mandiaye Camara	Clerc Huissier de justice				
39	El Malick Imam Malick Guèye	Acteur culturel				
40	Madické Dieng	Ouvrier				
41	Habib Seck	Elève				
42	Saliou Ndiaye	Coordonnateur de YAM				
43	Mounina Wade Fall	Président des			23/10/18	22
44	Bounana Kanté	Adjoint au Maire	Mairie de Tamba		25/10/18	23
45	Allasane Niane	Inspecteur	IA Tamba		25/10/18	24

N°	Prénom Nom	Fonction	Structure	E-mails / Téléphone	Date	N° Entretien
46	Haby Coulibaly		Comité consultatif des femmes / RSJ		25/10/18	25
47	Mariame Dabo	Présidente	RSJ AFAO/RSJ			
48	Thiane Guèye Thiam	Présidente	Fédération Régionale des Handicapées			
49	Bangaly Diallo	Personne ressource/ Président de la plateforme des Acteurs Non Etatiques	COSYDEP		25/10/18	26
50	Kéba Kébé	Secrétaire Général Adjoint	Syndicat des Enseignants Libres du Sénégal (SELS)/ COSYDEP			
51	Malang Souané	Secrétaire Administratif	Union Démocratiques des Enseignants et Enseignantes (UDEN)/ COSYDEP			
52	Ayni Aw		RADDHO/RSJ		26/10/18	27
53	Cheikh Mbaye Fall		Ministère de la Bonne Gouvernance		30/10/18	28
54	Mme KOUME	Directrice de la communication	Assemblée Nationale		30/10/18	29

N°	Prénom Nom	Fonction	Structure	E-mails / Téléphone	Date	N° Entretien
55	Fatou Mboup	Membre cellule de la communication et conseiller du Président	Assemblée Nationale			
56	Awa Guèye	Vice Présidente	Assemblée Nationale		31/10/18	30
57	Diouf	Secrétaire Exécutif	PCRBF			31
58	Samba Diop	Conseiller	Primature		31/10/18	32
59	Jean Christophe Faye	Interprète	Assemblée Nationale		31/10/18	33
60	Paul Made Kama	Interprète				
61	Hamet Amadou Ly	Interprète				
62	Birane Sène	Interprète				
63	Pape Abasse Dramé	Interprète				
64	Bineta Ly	Interprète				
65	El Hadji Faye	Interprète				
66	Saliou Dieng	Interprète				
67	Coumba Kanouté	Interprète				
68	Coumba Pathé Paye	Chargée de programmes	Union Européenne		En ligne	34
69	Mamadou Seck	Coordonnateur Programme Gouvernance et électoraux	Corée Institute		En ligne	35

ANNEX IV: KIRKPATRICK'S FOUR LEVELS OF TRAINING EVALUATION

Kirkpatrick's Four Levels of Training Evaluation



ANNEX V: SURVEY INSTRUMENTS

Annex includes the following survey instruments:

1. Focus group guide for NA members and staff
2. Survey for NA members and staff
3. Interview guide for USAID
4. Interview guide NA librarians
5. Interview guide for civil society members
6. Interview guide for implementing partners

EVALUATION FINALE DES PERFORMANCES DE PACE/SUNU Budget **GUIDE DE DISCUSSIONS**

Parlementaires et staff de l'Assemblée Nationale

Les focus group devraient être organisés selon la stratification suivante :

Femmes membres de l'A.N

Hommes membres de l'A.N

Staff de l'A.N

I. Activités de renforcement de capacités – Forces et Faiblesses

1. Parmi la panoplie de formations organisées par le projet Sunu budget, lesquelles ont été les plus importants et utiles dans le cadre de votre travail ?
2. Quels sont les aspects de la formation qui ont été les plus intéressants ?
3. Avez-vous utilisé les connaissances acquises lors des formations pour faciliter votre travail quotidien ? Veuillez expliquer pourquoi et pourquoi pas ?
4. Veuillez donner des exemples spécifiques sur la manière dont vous avez utilisé les connaissances acquises lors des formations dans votre travail quotidien.

Question posée au modérateur : en quoi cela vous a-t-il aidé dans votre travail, quand l'avez-vous utilisé et avec qui ?

5. Y-a-t-il des aspects qui auraient pu être amélioré en termes de formation ?

Instructions pour le modérateur : il s'agit d'aider à améliorer les futurs programmes de renforcement des capacités, plus les réponses sont spécifiques mieux ce sera pris en compte.

II. Besoins actuels

1. Existe-t-il d'autres besoins actuels en renforcement de capacités qui n'ont pas été pris en charge dans le cadre du projet ?

Instructions pour le modérateur : Qui sont les parlementaires concernés ? Existe t-il des besoins spécifiques à certains parlementaires?

2. En dehors de la formation, quel autre renforcement de capacité voulez-vous faire pour permettre à l'Assemblée nationale à remplir sa mission en matière de conception, de révision et d'approbation de la législation et des budgets ?

3. Selon vous, quel est le maillon le plus faible en termes de fonctionnement global de l'AN ?

Instructions : En ce qui concerne sa capacité à fonctionner efficacement, quel est l'appui le plus important dont bénéficie l'A.N ? Outre les fonds, quels types de compétences, connaissances ou systèmes sont nécessaires ?

III. Genre

1. Les femmes de l'A.N ont-elles des besoins spécifiques ou uniques pour remplir pleinement leur rôle en tant parlementaire ?
2. Existe-t-il des défis spécifiques pour les femmes membres de l'A.N. ? Si oui, quels sont-ils ?

Instructions pour le modérateur : Y a-t-il des besoins en connaissances, des besoins en formation, des besoins en mentorat, des besoins institutionnels ou politiques ?

IV. Informations et accès des citoyens à l'information

1. Quel sont été les effets de votre implication dans les activités d'échange entre les parlementaires et les membres de la société civile dans votre travail quotidien ?

Instructions pour le modérateur : mettre l'accent sur les points forts et les points faibles, les aspects qui ont changé dans la façon de travailler

2. Quelles sont les leçons que vous tirez de ces expériences ?
3. Quels sont les principaux défis rencontrés pour l'A.N. pour rendre l'information budgétaire accessible ?
4. Quelles sont les suggestions que vous faites en vue de rendre ces échanges utiles et faciliter la mise à disposition de l'information aux différentes parties ?

V. Recommandations

5. Selon vous, quels sont les acquis du projet qu'il faudrait conserver ou renforcer ?
6. Selon vous, quels sont les aspects du projet qu'il faudrait changer en vue de renforcer les acquis ?
7. Quelles sont vos principales suggestions pour une meilleure fonctionnalité d'une initiative de renforcement des capacités et du fonctionnement de l'A.N.

QUESTIONNAIRE

Numéro du questionnaire |__|__|__|__| (A remplir par l'enquêteur)

Identification :

Etes-vous un parlementaire ? OUI NON

Si oui, de quel département ?

Etes-vous un membre de l'administration de l'A.N⁵? OUI NON

Date d'enquête |__|__|/|__|__|/|__|__|__|__|

JJ/Mois/Année

Nom et Prénoms de l'enquêteur/enquêtrice :
.....

Heure de Passation du questionnaire : Début : |__|__| H |__|__| mn / fin : |__|__| H |__|__| mn

Demande de consentement éclairé

Bonjour, je m'appelle....., je travaille pour le compte de MEP-Sénégal basé à Dakar. Nous menons actuellement une étude pour évaluer les réalisations et résultats du projet PACE/SUNU Budget auprès des membres de l'assemblée nationale et le staff de l'assemblée nationale ayant participé à ce programme. Ce projet avait déroulé des activités diverses afin de renforcer la capacité de l'institution ainsi que de ses membres pour mieux répondre aux exigences de leur travail.

Nous sommes là pour rencontrer les parlementaires et les membres du staff de l'assemblée qui ont pu bénéficier des activités de renforcement de la capacité du programme dans le but de recueillir leurs opinions et appréciations sur les réalisations de ce projet.

Aussi, nous sommes intéressés à recueillir votre avis sur ces questions afin de voir ce qu'il faudrait faire pour améliorer les choses dans le futur pour des projets similaires.

⁵ Assemblée Nationale

Votre participation à cette étude est importante ; elle permettra à MEP-Sénégal et à l'USAID, dans le cadre de ses activités, de prendre en compte vos opinions et besoins pour pouvoir améliorer davantage les projets futurs. Cet entretien sera strictement anonyme et confidentiel. Votre nom ne sera mentionné nulle part. Vous êtes libres de participer ou de ne pas participer.

Acceptez-vous de participer ? OUI NON

I. CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DU REpondANT

Q101. SEXE DU REpondANT :

1= HOMME 2= FEMME

Q102. QUEL AGE AVEZ-VOUS (EN ANNEES REVOLUES) ?

|_|_|

Q103. SITUATION MATRIMONIALE:

1= Célibataire _ _	2= Marié (e), _ _	3= Divorcé(e) _ _	4= Veuf/Veuve _ _	6= Autre (préciser)
----------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------	----------------------------------

Q104. ANNEE D'ENROLEMENT DANS LE PROGRAMME PACE

1= 2014 2= 2015 3= 2016 4= 2017

AUTRE A PRECISER

Q105. PARTICIPATION AUX FORMATIONS ?

PREPARATION DU BUDGET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

DROIT PARLEMENTAIRE

BUDGET ET EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

ENGAGEMENT CIVIQUE

AUTRES A PRECISER.....

II. VEUILLEZ REpondRE AUX QUESTIONS SUIVANTES SUR LA PERTINENCE ET UTILITE DE LA FORMATION

Q201. VEUILLEZ LISTER PAR ORDRE DE PRIORITE LES FORMATIONS AUXQUELLES VOUS AVEZ PARTICIPE DE LA PLUS IMPORTANTE A LA MOINS IMPORTANTE SELON LEUR PERTINENCE POUR VOTRE TRAVAIL.

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6

Q202. Veuillez citer les éléments les plus importants de la formation pour votre travail.

.....
.....
.....

Q203. Avez-vous eu à utiliser les connaissances acquises lors de ces formations dans votre travail quotidien ?

OUI NON

Si oui, veuillez citer quelques exemples spécifiquement en termes de gestion de votre travail quotidien ?

.....
.....
.....

Si non, veuillez expliquer pourquoi ?

.....
.....
.....

Q204. Les sessions de formations étaient-elles pertinentes pour votre travail à l'Assemblée Nationale ?

OUI NON

Si oui, veuillez citer quelques exemples pratiques d'informations tirées des formations qui étaient spécifiques / pertinentes pour votre travail.

.....
.....

Si non, Veuillez citer les éléments qui étaient moins ou pas pertinents pour votre travail.
.....
.....

III. VEUILLEZ REpondre AUX QUESTIONS SUIVANTES SUR LES BESOINS ACTUELS EN TERMES DE RENFORCEMENT DE CAPACITES

Q301. QUELS SONT LES BESOINS EN RENFORCEMENT DE CAPACITES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE ET DE SES MEMBRES (PARLEMENTAIRES ET STAFF) AFIN QUE CETTE DERNIERE PUISSE JOUER PLEINEMENT SON ROLE ? VEUILLEZ LES CITER PAR ORDRE D'IMPORTANCE.

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6

Q302. COMMENT LES FORMATIONS QUE VOUS AVEZ REÇUES POURRAIENT ETRE AMELIOREE POUR LES RENDRE PLUS UTILES ET ADAPTEES A VOTRE TRAVAIL ?

.....

.....

.....

.....

Q303. Si PACE/ Sunu Budget devrait poursuivre les activités de renforcement de capacités, comment pourrait-il améliorer sa collaboration avec l'Assemblée Nationale ?

.....

.....

.....

.....

Q304. Existe-t-il d'autres thématiques de formations dont vous avez besoin pour réaliser efficacement votre travail ? Si oui, dans quels domaines ?

.....

.....

.....

.....

Q305. Avez-vous des commentaires à ajouter ?

.....

.....

.....

.....

IV. VEUILLEZ REpondre AUX QUESTIONS SUIVANTES SUR L'ACCES DES CITOYENS A L'INFORMATION.

Q401. Avez-vous participé aux activités d'échanges entre les parlementaires et les acteurs de la société civile ?

OUI NON

Q402. Si oui, veuillez citer les activités d'échanges impliquant les acteurs de la société civile auxquelles vous avez participé en tant que parlementaire ?

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.

Q403. Si non, veuillez donner les raisons ?

.....
.....
.....
.....

Q404. Quel a été votre intérêt à participer à ces activités avec les membres de la société civile ?

.....
.....
.....
.....

Q405. Comment ces interactions ont eu des effets (négatifs ou positifs) sur votre travail quotidien ?

.....
.....
.....
.....

Q405. Quels sont les principaux défis que vous rencontrez dans la facilitation de l'accès à l'information aux citoyens ?

.....
.....
.....
.....

Q406. Comment le projet Sunu Budget pourrait améliorer son intervention pour favoriser une interaction fluide entre l'A.N et la société civile et faciliter l'accès à l'information aux citoyens ?

.....
.....
.....
.....

Q407. Quel pourrait être l'appui de l'A.N pour un meilleur accès à l'information budgétaire ?

.....
.....
.....
.....

Nous vous remercions beaucoup de nous avoir accordé de votre temps pour participer à cette séance !

EVALUATION FINALE DES PERFORMANCES DE PACE/SUNU Budget **GUIDE DE DISCUSSIONS**

USAID/ DRG office

I. Informations générales

1. Quel était l'intérêt de la mise en œuvre du projet PACE/Sunu budget ?
Instruction pour le modérateur : Le projet a été conçu sur quelle base ? y avait-il une analyse ? Y a-t-il eu un PAD développé pour cette activité.
2. Please explain how this Activity compliments the activities of other donor programs on NA capacity-building and budget vulgarization/transparency
3. Qui sont les partenaires impliqués dans le projet (Phase I et Phase 2)
4. Quelles sont les modifications principales en termes d'objectifs, de cible, apportées au projet et quelles en sont les raisons ?
5. Quelles ont été les principaux défis rencontrés dans le processus global ?
6. Quelles sont les leçons tirées de cette expérience ?
Instructions pour le modérateur : chercher à capter les points forts et les points faibles de cette intervention ? Est-ce qu'il y a des choses que vous auriez fait différemment sur la base des leçons apprises.

II. Renforcement de capacités de l'Assemblée Nationale et de ses membres et des acteurs étatiques et non étatiques.

1. Quelles sont les activités de renforcement de capacités déroulées dans le cadre de PACE/Sunu budget ?
 - L'institution elle-même
 - Parlementaires et staff de l'Assemblée Nationale
 - Acteurs non étatiques?
2. Comment ces activités ont été utiles aux parlementaires et au staff de l'A.N dans l'optique de réaliser efficacement leur travail ?
3. Quels ont été les défis de la mise en œuvre de ces activités ? y a-t-il des différences entre les formations reçues par les parlementaires et celles des membres de l'administration de l'A.N ?
4. Y-a-t-il des aspects de cette composante doivent être améliorés ou changé ? Si oui, comment?
5. Quelle a été l'utilité de la rénovation et l'équipement de la bibliothèque ? Quels sont les changements qui ont été constatée.
6. Existe-t-il-des besoins exprimés que le projet n'a pas pu prendre en compte ? Si oui, lesquels et pourquoi?

III. Accès à l'information budgétaire

1. Quels sont les mécanismes mis en place dans le cadre du projet pour assurer un meilleur accès des citoyens à l'information ?
2. Comment ces outils ont été pertinents et utiles pour les acteurs de la société civile ?
3. Quels sont les principaux défis rencontrés pour la mise à disposition des informations ?
4. Quelles sont les leçons tirées de cette composante ?
5. Dans quelle mesure, l'accès à l'information pour les citoyens pourrait être améliorée ?

IV. Suivi du budget citoyen et plaidoyer

1. Quels sont les mécanismes de suivi du budget citoyen et de plaidoyer mis en place ?
2. Quelles sont les forces et les faiblesses de ces mécanismes ?
3. Existe-t-il une stratégie pour booster l'utilisation de ces mécanismes ?
4. Dans quelle mesure, ces outils peuvent-ils être améliorés de sorte à répondre aux besoins des citoyens ?

IV. Recommandations

1. Quelles recommandations formulez-vous pour améliorer l'accès à l'information budgétaire et le suivi budgétaire pour une meilleure communication et transparence des actions publiques ?
2. Quelles recommandations formulez-vous pour améliorer les activités de renforcement de capacités en vue de mieux répondre aux besoins des membres de l'A.N ?
3. Avez-vous d'autres commentaires ou suggestions à ajouter ?

Merci de votre collaboration

EVALUATION FINALE DES PERFORMANCES DE PACE/SUNU Budget **GUIDE DE DISCUSSIONS**

Responsable de la documentation de l'Assemblée Nationale

I. Renforcement des capacités de l'Assemblée Nationale

1. Expliquez de façon brève le fonctionnement de la bibliothèque et les types de services fournis ?
2. Comment est-ce que la bibliothèque appuie l'A.N pour son bon fonctionnement et facilite le travail de ses membres (parlementaires et le staff) ?
3. Quelles sont les activités du projet PACE/sunu budget auxquelles vous avez participé ?
Instruction du modérateur : chercher à voir s'il a eu à faire des sessions de renforcement de capacités en tant que responsable de la documentation ou participer à des activités d'information des citoyens ?
4. Comment ces activités ont-ils été utiles et pertinents pour votre travail ?
5. Comment la mise à disposition des équipements (Ordinateur, logiciels, salle de lecture, casiers) vous a aidé dans le cadre de votre travail quotidien ?
Instructions pour le modérateur : Demander au responsable de la documentation plus de détails sur comment l'équipement de la bibliothèque a changé leur manière de travail. Est-ce que cela a contribué à améliorer leur fonctionnement et comment ?
6. Comment l'appui de l'intervention a répondu à vos besoins principaux ?
7. Existe-t-il d'autres besoins qui n'ont pas été pris en compte dans le projet ? Si oui lesquels?
8. Quelle a été l'utilité de la mise à disposition de ces équipements dans le cadre de votre travail et dans la facilitation de l'accès des citoyens à l'information ?
9. Comment le système d'archive facilite votre travail de recherche et assurer une meilleure protection des archives ?
10. Avez-vous fait face à des défis ou des difficultés quelconques avec la mise en œuvre de la composante renforcement des capacités ?
11. Quels sont les éléments de cette composante qui doivent être améliorés ou changés ?

II. Facilitation de l'accès à l'information budgétaire

1. Quels sont les dispositifs de suivi dont vous disposez pour collecter des informations sur les citoyens qui fréquente la librairie ?
Instructions du modérateur : chercher à savoir s'il a des données sur le nombre de visiteurs de la bibliothèque (avant et après le projet), leur profil, le type d'informations recherché, l'utilisation envisagé, le etc. ?
2. Est-ce qu'il y a un dispositif d'évaluation de la satisfaction des visiteurs en termes d'obtention des informations et de l'utilité de l'information (réponse à leur besoins) ?

III. Recommandations

1. Quelles sont vos recommandations pour améliorer la qualité des services de la bibliothèque afin d'assurer le bon fonctionnement de l'AN ?
2. Quelles sont vos recommandations pour améliorer la qualité des services de la bibliothèque afin de favoriser la fréquentation et l'utilisation des ressources par les citoyens ?
3. Citez une ou deux choses que vous aimerez voir changer ou améliorer dans l'approche de PACE/ Sunu Budget ?
4. Avez-vous d'autres commentaires à ajouter ?

QUESTIONNAIRE POUR LES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Informations générales

1. Lieu de la discussion :
2. Date de la discussion :
3. Sexe du répondant : H / F
4. Age du répondant :
5. Municipalité/village et quartier de résidence :
6. Occupation :
7. Niveau d'instruction :
 - a. Pas d'enseignement formel
 - b. Enseignement primaire
 - c. Enseignement secondaire
 - d. Université

Intérêt pour les affaires publiques

8. Avec quelle fréquence est-ce que vous vous tenez informé(e) des affaires publiques ?
 - a. Très souvent
 - b. Assez souvent
 - c. Rarement
 - d. Jamais
9. Quel(s) membre(s) de l'Assemblée Nationale représent(ent) votre circonscription électorale ?
10. A quel degré est-ce que vous vous intéressez à l'Assemblée Nationale ?
 - a. Très intéressé(e)
 - b. Assez intéressé(e)
 - c. Pas très intéressé(e)
 - d. Pas du tout intéressé(e)
11. A quel degré est-ce que vous vous intéressez aux affaires budgétaires ?
 - a. Très intéressé(e)
 - b. Assez intéressé(e)
 - c. Pas très intéressé(e)
 - d. Pas du tout intéressé(e)
12. Où est-ce que vous pourriez obtenir de l'information sur le budget national si vous en aviez besoin ?
13. A votre avis, quels sont les trois problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ?

1^{ère} réponse :

2^{ème} réponse :

3^{ème} réponse :

- a. Économie
 - i. Gestion de l'économie
 - ii. Salaires et revenus
 - iii. Chômage
 - iv. Pauvreté/exclusion sociale
 - v. Impôts et taxes
 - vi. Prêts/crédits
- b. Alimentation/agriculture
 - i. Agriculture
 - ii. Commercialisation agricole

- iii. Insécurité alimentaire/famine
 - iv. Sècheresse
 - v. Foncier
 - c. Infrastructures
 - i. Transports
 - ii. Communication
 - iii. Infrastructures routières
 - d. Services publics
 - i. Éducation
 - ii. Logement / habitat
 - iii. Électricité
 - iv. Eau
 - v. Orphelins/enfants de la rue/enfants sans-abri
 - vi. Autres services
 - e. Santé
 - i. Santé
 - ii. SIDA
 - iii. Maladies/épidémies
 - f. Gouvernance
 - i. Crime et insécurité
 - ii. Corruption
 - iii. Violence politique
 - iv. Instabilité politique/divisions politiques/tensions ethniques
 - v. Discrimination/inégalité
 - vi. Approche genre/droit de la femme
 - vii. Démocratie/droits politiques
 - viii. Guerre (internationale)
 - ix. Guerre civile
 - g. Autres à préciser

14. Pensant aux problèmes que vous avez identifiés, quelle est la meilleure manière de les résoudre ?

PACE/SUNU BUDGET

15. Avez-vous entendu parler du projet PACE/SUNU BUDGET ? Oui / Non

16. Si oui, qu'est-ce que vous en savez ?

17. Avez-vous participé aux ateliers ou événements PACE/SUNU BUDGET ? Oui / Non

18. Si oui, expliquer comment vous vous êtes impliqué(e) dans ces activités.

19. Si oui, est-ce que l'information que vous avez obtenu au cours de votre participation a été utile ?
Prière d'expliquer.

20. Si non, est-ce que vous auriez participé au projet PACE/SUNU BUDGET si vous en aviez l'occasion ? [Enquêteur : expliquer brièvement le projet.]

QUESTIONNAIRE POUR LES PARTENAIRES D'EXECUTION

Informations générales

1. Lieu de la discussion :
2. Date de la discussion :
3. Nom de l'organisation :
4. Rôles des répondants :

Activités principales

5. Prière d'expliquer brièvement les objectifs et activités principaux de votre organisation au quotidien.
6. Prière d'expliquer votre rôle dans la mise en œuvre du projet PACE/SUNU BUDGET. Par exemple, quels ateliers ou événements avez-vous organisés ?
7. La période de mise en œuvre était quand ?
8. Comment est-ce que vous avez recruté des participants ?
9. Est-ce qu'il y avait des difficultés pendant ce processus de recrutement ? Si oui, lesquelles ?
10. Est-ce que vous êtes toujours en contact avec les participants ? Expliquez.

Capacité de l'assemblée nationale

11. A votre avis, dans quels domaines particuliers est-ce qu'il est nécessaire d'augmenter la capacité de l'assemblée nationale ?
12. Comment est-ce que vous avez essayé d'augmenter ces capacités en tant que partenaires d'exécution du projet PACE/SUNU BUDGET ?
13. Avez-vous l'impression que les activités PACE/SUNU BUDGET que vous avez supervisé ont réussi en ce qui concerne l'augmentation de la capacité de l'assemblée nationale ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

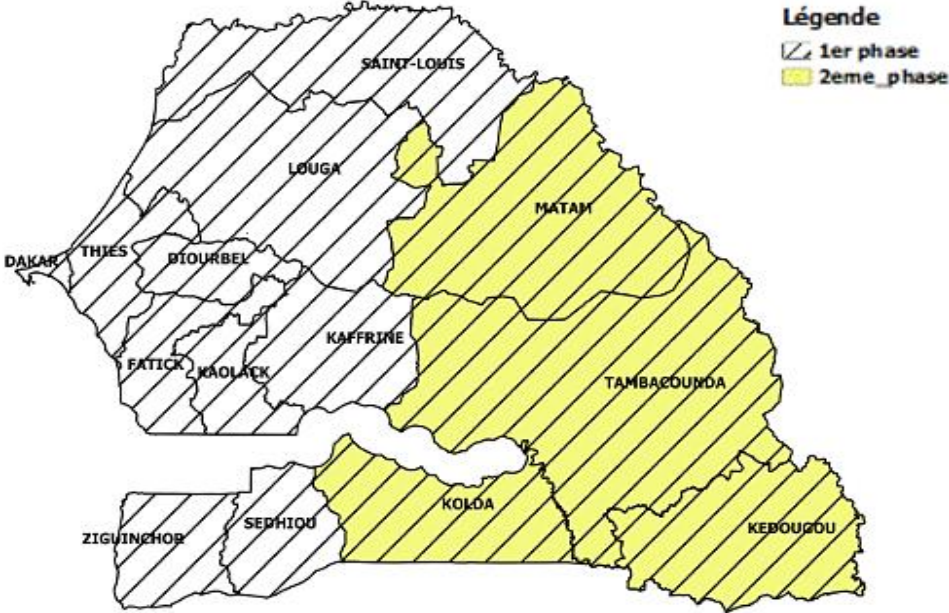
Transparence budgétaire

14. A votre avis, qu'est-ce qui entrave l'accès à l'information budgétaire et la compréhension du processus budgétaire parmi les citoyens ?
15. Comment est-ce que vous avez essayé d'améliorer la transparence budgétaire en tant que partenaires d'exécution du projet PACE/SUNU BUDGET ?
16. Avez-vous l'impression que les activités PACE/SUNU BUDGET que vous avez supervisé ont réussi en ce qui concerne l'accès à l'information budgétaire et la compréhension du processus budgétaire parmi les citoyens ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Recommandations pour l'avenir

17. Si vous pouviez changer un seul aspect du projet PACE/SUNU BUDGET, ce serait lequel et pourquoi ?
18. Avec quel degré de facilité est-ce que vous pensez qu'on pourrait reproduire le projet PACE/SUNU BUDGET à un niveau plus grand au Sénégal ?
19. Avec quel degré de facilité est-ce que vous pensez qu'on pourrait reproduire le projet PACE/SUNU BUDGET à un niveau plus grand dans d'autres pays ?
20. A votre avis, quels types de communautés seraient les plus sensibles aux activités similaires et pourquoi ?

ANNEX VI : PACE/SUNU BUDGET IMPLEMENTATION ZONES



ANNEX VII: TABLE OF FINDINGS AND CONCLUSIONS

EQ#	Constatations	Sources	Conclusions (issues des Constatations)
<p>QE1 : Dans quelle mesure l'approche mise en œuvre par PACE/ SUNU Budget a contribué à accroître les capacités de l'A.N Sénégal à remplir son mandat ?</p>	<p>Positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> Le programme PACE/SUNU BUDGET a répondu à un certain nombre de besoins exprimés par l'A.N, soulignés dans deux rapports diagnostics réalisés respectivement par l'USAID/NEXUS et l'UE. Ces besoins étaient relatifs au renforcement des capacités de l'A.N et de ses membres et aussi de leur interaction avec la société civile. En termes d'action, la bibliothèque de l'A.N. a été réhabilitée et rénovée. 70% des députés interviewés constatent une amélioration de l'équipement de l'AN de 2014-2015. Cependant, la principale amélioration évoquée par les députés enquêtés est la traduction simultanée (en langues nationales), réalisée par l'UE et non pas par le programme PACE/SUNU BUDGET. Toutes les archives de l'A.N datant de la période coloniale ont été numérisées. Les nouvelles boîtes à lettres permettent aux députés de réceptionner leurs courriers. 90% des députés enquêtés utilisaient leurs boîtes à lettres. * Des équipements tels que des photocopieuses, des ordinateurs, des imprimantes multifonctions avec scanner ont été mis à la disposition de la bibliothèque. 89 députés de la 12^{ème} législature et membres de l'administration (54 députés et 35 membres du Staff) ont participé aux différentes sessions de formations entre autres sur les NTIC, le budget, les droits et pratiques parlementaires, le rôle des parlementaires, l'évaluation des politiques publiques, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Revue documentaire Rapports diagnostics DRG et UE Photos de la bibliothèque avant et après la rénovation Entretien à la bibliothèque de l'A.N Entretien avec un formateur pour la certification en droits et pratiques parlementaires Visite à l'Assemblée Nationale, Entretiens avec des députés, y compris un focus groupe avec la commission de l'urbanisme et des transports Entretien avec la direction de la communication de l'A.N et le PF de PACE/SUNU Budget et l'ONG 3D Document : « Certificat d'études supérieurs en droit et pratique parlementaires » par l'Institut supérieur de droit de Dakar Interview avec le coordonnateur de la CONASUB Projet de guide du député « Plan de travail / plan de suivi, évaluation et 	<ul style="list-style-type: none"> Le projet PACE/SUNU Budget a pris en charge seulement une partie des besoins de l'A.N à travers la rénovation et la réhabilitation de la bibliothèque, son équipement, la numérisation des archives, la traduction des lois et textes, l'unité de production audiovisuelle et la mise à disposition d'outils tels que le vidéobook et le guide du parlement. En effet, il y a encore un ensemble de besoins résiduels qui restent à accomplir pour permettre à l'A.N de jouer pleinement son rôle. Ces besoins sont entre autres : la mise en ligne des documents archivés, la valorisation de la bibliothèque (augmenter la fréquence et l'utilisation), l'archivage du fonds sonore etc.). L'organisation et l'archivage des documents à l'A.N. se sont beaucoup améliorées. L'A.N dispose d'un environnement de travail agréable et accueillant. PACE/SUNU BUDGET a amélioré l'infrastructure physique. Les sessions de formation étaient bien appréciées par les parlementaires. Cependant, elles présentaient des limites en termes de langues et discriminer d'office les députés qui ne sont pas instruits. (Français).

EQ#	Constatations	Sources	Conclusions (issues des Constatations)
	<ul style="list-style-type: none"> • Une formation certifiante d'une durée de 6 mois sur les droits et pratiques parlementaires a été réalisée suivant la disponibilité des députés. Au total 35 députés ont été formés sur les droits et systèmes parlementaires, les techniques légistiques, les statuts et administrations parlementaires. 36 personnes dont 22 députés ont reçu un certificat en « droit et pratiques parlementaires ». • Des outils d'orientation ont été développés généralement en français et certains en wolof à l'intention des députés. Il s'agit de l'outil genre, le guide du parlement et le vidéobook. Le guide du parlement comprend des sujets suivants : le rôle de l'AN dans l'état, les missions de l'AN, l'organisation et le fonctionnement de l'AN, le rôle du député, et les relations interparlementaires. 85% des députés enquêtés utilisent le guide du parlement. • Plusieurs textes et lois ont été traduits dans les 7 langues nationales codifiées pour faciliter le travail des députés et celui des interprètes. Ces textes comprenaient des documents institutionnels ainsi que des documents de base, tels que le règlement intérieur, l'arrêté de l'élaboration du budget, la loi organique sur le fonctionnement du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE), le décret sur le code des marchés publics, le code de transparence dans la gestion des Finances Publiques au sein de l'UEMOA, etc. • Appréciation positive des interprètes sur les outils mis à leur disposition (glossaire, compilation des textes et des règlements). • Une unité de production audiovisuelle a été installée pour mieux informer et communiquer sur les travaux parlementaires. • Recrutement de 15 assistants parlementaires mis à la disposition des commissions pour appuyer les députés 	<p>apprentissage » pour le programme SUNU BUDGET</p> <ul style="list-style-type: none"> • Document sur les critères de sélection des assistants parlementaires • Enquête des députés 	<ul style="list-style-type: none"> • Les outils développés tels que le glossaire, la compilation des textes sont bien utilisés, mais, ont besoin d'être mis à jour de façon continue. • Les vidéobooks ont été très populaires et importants mais ils ne sont plus disponibles à l'A.N. Cet outil de formation pourrait être d'une grande utilité pour les nouveaux députés afin de leur faciliter la compréhension de leur rôle. • Les assistants viennent de commencer à l'A.N. Leur soutien par l'AN semble prometteur en termes de durabilité et d'adhésion, mais leur utilisation et leur importance n'ont pas encore été prouvées. Il reste à voir à l'avenir s'ils seront efficacement utilisés. • Le projet a fait des efforts pour appuyer les députés de la 12^{ième} législature à mieux comprendre leurs rôles et responsabilités. Etant donné le taux de renouvellement très élevé des membres de l'A.N (environ 95%), des programmes de formation et d'orientation permanents seront toujours nécessaires à l'A.N. • Les archives numérisées ont permis de sauvegarde de façon efficace l'héritage colonial. Cependant, ces documents ne sont disponibles en ligne, limitant ainsi leur accès à un large public.

EQ#	Constatations	Sources	Conclusions (issues des Constatations)
	<p>pendant les sessions parlementaires. Ces derniers bénéficient d'autres avantages de la part de l'A.N qui sont entre autres la mise à disposition d'un bureau aménagé et équipé, d'un moyen de déplacement quotidien, d'une indemnité de 6000 pendant les sessions parlementaires (qui dure de 8h00 du matin à 24h00), et d'une subvention pour le déjeuner.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ces assistants parlementaires ont été recrutés d'une manière transparente et systématique au niveau de l'université. Les critères de sélection étaient le genre (les candidatures féminines étaient très encouragées), la maîtrise des langues française et nationales, la qualité de la présentation orale, la neutralité et l'impartialité, etc. • Utilisation des technologies de l'Information et de la Communication : 78% des 30 répondants députés utilisent des outils tels que Facebook (45%), Twitter (24%), et Google (31%). La majorité des enquêtés ont créé leurs comptes pendant la période de mise en œuvre du programme PACE/SUNU BUDGET. • Les députés ont trouvé importantes les formations sur la préparation du budget (1^{ère} priorité), le droit et le rôle du parlementaire (2^{ème} priorité), et les NTIC (3^{ème} priorité). • Tous les députés interviewés ont trouvé les formateurs efficaces. • La diversité (33%) des députés enquêtés ont utilisé les connaissances de la formation pour mieux comprendre le fonctionnement de l'A.N, la gestion et le vote du budget. 20% ont utilisé les NTIC pour être au diapason, 10% pour prendre la parole lors des débats parlementaires. 		<ul style="list-style-type: none"> • Bien qu'il y ait une intégration d'indicateurs de résultats dans la phase 2 de l'activité, la majorité des activités de suivi et d'évaluation se concentrent sur les produits (Outputs : nombre de personnes formées, etc.) et limitent la capacité à documenter les changements de niveau supérieur induits par les différentes activités. • L'accès du public aux fonds documentaires de la bibliothèque est faible faute d'initiative de valorisation des ressources de l'A.N. Cela constitue un obstacle majeur pour booster l'utilisation et la fréquence de la bibliothèque et creuse le gap entre la société civile et le parlement.

EQ#	Constatations	Sources	Conclusions (issues des Constatations)
	<p>Négatifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les archives numérisées n’ont pas été intégrées dans une base de données et n’ont été mises en ligne faute d’une base de données appropriée (La mise en ligne n’était pas dans intégrée dans le projet). • Le contrat de maintenance des matériels informatiques a expiré. Au moment des entretiens avec le directeur de la bibliothèque, la photocopieuse ne fonctionnait pas et l’AN ne disposait pas d’un service d’entretien pour les réparations. C’est le seul service qui fait les photocopies pour toute l’A.N. • Très peu de formations ont été faites en langues nationales à l’exception de la formation sur le « Rôle des parlementaires dans la promotion de la bonne gestion des finances publiques » (français et wolof). • Inexistence d’indicateurs sur la mesure de la performance des formations ou du renforcement de capacités institutionnels (outcomes) dans PACE. • La deuxième phase (SUNU / BUDGET) intègre un indicateur de résultat lié à l’augmentation du score du budget ouvert pour le Sénégal, mais reste principalement axée sur la mesure des résultats. • Inexistence de pré-tests et post-tests et suivi systématique des personnes formées. Cela limite la mesure de performance des effets induits par ces formations. • L’unité de production audiovisuelle n’est pas encore opérationnelle. Les agents de la direction de la communication sont en attente de la formation. 		

EQ#	Constatations	Sources	Conclusions (issues des Constatations)
	<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="390 289 1087 594">• Il y a toujours des députés qui n'utilisent pas les nouvelles technologies (22% d'après notre enquête), pour les raisons suivantes : on n'est pas instruit, on n'est pas fan des réseaux sociaux, on préfère communiquer directement ou au téléphone avec sa cible, on n'a pas l'habitude. Les TIC devaient servir d'outils d'interaction entre les parlementaires et les populations ; mais ce ne fut pas le cas, à part quelques députés qui avaient la maîtrise des outils informatiques. Les députés n'ont pas totalement adopté les outils budgétaires (pages Web, etc.). <li data-bbox="390 630 1087 743">• La majorité (60%) des députés interviewés n'utilisent pas le VideoBook. Certains parce qu'ils n'en ont pas reçus le vidéobook ou parce qu'ils sont illettrés et ne savent pas l'utiliser correctement. <li data-bbox="390 824 1087 1062">• La bibliothèque de l'A.N n'est pas encore très connue par le grand public. Il faut noter une sous-utilisation des ressources disponibles à la bibliothèque par les députés et les acteurs de la société civile en dépit de tous les efforts consentis. La Direction de la documentation et des archives a élaboré des activités de valorisation pour booster l'utilisation de la bibliothèque. Ce plan n'a pas encore été exécuté faute de ressources. <li data-bbox="390 1101 1087 1224">• Difficulté pour les interprètes à comprendre et expliquer aisément certaines terminologies dans les glossaires et textes traduits avant leur prise de fonction en fin 2014 (avant le démarrage de leur formation). <li data-bbox="390 1263 1087 1403">• Les interprètes interrogés développent parallèlement un glossaire de terminologies pour compléter les travaux d'ANAF. Ils ont noté également la non prise en compte dans le glossaire développé des différentes variantes de dialectiques existantes dans les langues. 		

EQ#	Constatations	Sources	Conclusions (issues des Constatations)
<p>QE2 : Dans quelle mesure l'approche mise en œuvre par PACE/ SUNU Budget a amélioré l'accès des citoyens à l'information budgétaire et la participation du public au processus budgétaire ?</p>	<p>Positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> Des foras de redevabilité ont été organisés par le RJS et YAM pour faciliter le dialogue entre les députés et les acteurs de la société civile dans les différentes régions du Sénégal. L'absence d'un mécanisme de suivi des recommandations issues de ces foras n'ont pas permis de capter les changements majeurs et rendent difficile l'attribution de certains changements au projet PACE. A Thiès, des engagements avaient été pris par les femmes leaders notamment pour la redynamisation du CDAF et l'enregistrement des femmes au niveau du développement communautaire. De nombreuses femmes sont représentés au sein du conseil consultatif de Thiès. Des résultats probants sont notés mais il est difficile compte tenu de l'absence de mécanismes de suivi dans le projet de se prononcer sur l'attribution. Quelques résultats de ces activités : <p><u>Institutionnalisation des foras de dialogue citoyen direct entre les députés, les populations et le maire de Thiès bien avant PACE.</u> Il existe une bonne collaboration entre le maire et les acteurs de la société civile dont YAM. En 2013, YAM avait créé le concept « WAKH AK SA MAIRE » en wolof qui veut dire échanger avec son maire. Ils ont organisé plusieurs séances de dialogues publics avec les maires des villes de Kolda, Tambacounda, Dakar et Linguère.</p> <p><u>Impulsion de dynamiques collaboratives entre parlementaires et acteurs de la société civile :</u></p> <p>Suite au forum de Thiès, les membres de YAM échangent avec certains députés de la 12^{ème} législature (Tels que Cheikh Oumar Sy, Hélène Tine), via les réseaux sociaux sur les politiques publiques (sur les thématiques telles que les ressources minières).</p>	<ul style="list-style-type: none"> Revue documentaire Entretiens avec des partenaires d'exécution : l'ONG 3D, Y'en a Marre, Réseau Siggil Jigeen Entretiens avec le coordonnateur de CONASUB/ANAF, coordinateur de l'ONG GERAD (ONG fondateur du CONASUB) Interview avec les membres de COSYDEP Entretiens avec le 1^{er} Adjoint au maire de Tamba, IA de Tamba, Membre du RSJ de Tamba et Thiès, cellule Y en Marre de Thiès, URAC, DPBG www.internationalbudget.org « USAID/SUNU BUDGET Quarterly Performance Report (Q5), Oct-Dec 2017 » « USAID/SUNU BUDGET Quarterly Report: January to March 2017 » Etude sur « l'état des transferts infranationaux, guide intitulé « Comment améliorer votre indice de budget ouvert » 	<ul style="list-style-type: none"> Le programme PACE/SUNU BUDGET permet aux acteurs de la société civile de disposer d'arguments pour faire le plaidoyer et développer leurs capacités dans l'analyse du budget. Les foras et les auditions publiques organisés dans le cadre du projet ont été une opportunité pour les différents partenaires d'échanger et d'avoir des perceptions différentes. Les formations sur le budget ont changé la perception de certains acteurs. Cependant, il y a encore un travail qui reste à faire au niveau des autres acteurs de la société civile qui garde toujours le même paradigme. La pérennisation des acquis du projet est importante pour renforcer la collaboration et les relations entre les députés et la société civile afin de faciliter le plaidoyer et prendre en charge leurs besoins. La communication dans les langues locales est le meilleur moyen de faciliter l'accès à l'information budgétaire et son appropriation par les communautés. Le renforcement des capacités des différentes familles dans le domaine du budget est encore nécessaire. La mise en place de la CONASUB facilite le dialogue entre la société civile et les autres acteurs institutionnels. Cependant, ce

EQ#	Constatations	Sources	Conclusions (issues des Constatations)
	<p><u>Un rapprochement s'est établi entre une femme leader avec des femmes députés</u> afin que ces dernières portent le <u>plaidoyer sur des questions de santé</u>. A Thiès, une femme leader a réussi à interpeller le réseau des femmes parlementaires pour l'ouverture d'un bloc opératoire dans sa ville. Elle a connu l'existence de ce réseau à travers le forum organisé à Thiès par le projet PACE.</p> <ul style="list-style-type: none"> Des sessions de renforcement de capacités ont été organisées sur le processus d'élaboration et d'exécution budgétaire à l'intention de 25 acteurs (coordonnateurs régionaux de la COSYDEP, syndicats d'enseignants, Association de parents d'élèves, etc.) La COSYDEP a organisé des foras régionaux pour recueillir les besoins des communautés en termes d'éducation dans les régions de Tamba, Kolda, Kédougou et Matam. Les recommandations issues de ces foras ont été transmises à l'assemblée nationale par les soins de l'ONG 3D. Les acteurs suivront de près la session parlementaire pour assurer une prise en charge de ces besoins. Quelques changements notés : <p><u>PACE/SUNU BUDGET a suscité des améliorations dans le mode de gestion des affaires publiques locales d'une collectivité territoriale :</u> (L'audition publique de la mairie de Tambacounda, sur les dépenses du secteur de l'éducation de Tambacounda, a conduit les autorités de cette collectivité territoriale à désormais systématiser la documentation de toutes les interventions qui sont faites dans ce domaine).</p> <p>+++++</p> <p>Amélioration de l'accès à l'information sur la gouvernance du budget de l'Education :</p>		<p>mécanisme gagnerait à être renforcé pour lui assurer un ancrage institutionnel.</p> <ul style="list-style-type: none"> Les acteurs de la société civile ont appris à travailler avec une multitude de techniciens du gouvernement, mais le secteur de la nutrition est complexe du fait qu'il implique des acteurs de différents ministères (Agriculture, élevage, etc.). SUNU BUDGET simplifie la compréhension du budget national. Aujourd'hui, les informations sur le budget national du Sénégal sont disponibles. Des efforts pour faciliter leur accès au grand public ont été réalisés par SUNU BUDGET. Cependant, le travail de diffusion dans les différents canaux de communication reste à être renforcé. Le projet de loi et le projet de décret sont dans le circuit de visas. Les lenteurs des procédures administratives risquent de retarder sa promulgation. Des progrès ont été réalisés en termes de publications, cependant la diffusion auprès du grand public demeure toujours un défi à relever. Cela démontre la nécessité de mettre en place des stratégies de dissémination pour rendre l'information accessible. La stratégie de suivi et de pérennisation des actions réalisées

EQ#	Constatations	Sources	Conclusions (issues des Constatations)
	<p>L'audition réalisée dans le cadre de SUNU BUDGET a beaucoup renforcé la dynamique de reddition des comptes au niveau de l'IA de Tambacounda. Elle a permis d'avoir une réelle implication de la société civile à leur côté, une mobilisation de l'association des parents d'élèves).</p> <p>+++++</p> <p><u>Amélioration du mode de gouvernance dans un établissement scolaire à Kolda</u> (Un membre de la COSYDEP, directeur d'un établissement à Kolda a changé de démarche après avoir participé au forum de Tambacounda. Il affiche son budget au sein de son établissement et fait des exemplaires qu'il distribue au niveau de sa localité. Lors de l'audience à Kolda, il est venu avec un exemplaire de budget détaillé).</p> <p>+++++</p> <p>(A Tambacounda une femme leader a réussi à interpeller une femme députée de sa localité, qui a fait un plaidoyer à l'A.N et une loi a été votée pour l'accès gratuit aux soins, pour les femmes qui ont la fistule obstétricale).</p> <ul style="list-style-type: none"> • SUNU BUDGET (Phase 2) a mis l'accent sur le « Open Budget. » Ce changement de focus a permis aux participants de se concentrer pendant la phase SUNU BUDGET sur 2 buts principaux : l'accès des citoyens à l'information budgétaire et la participation du public au processus budgétaire. • Des études ont été réalisées dans le cadre du programme PACE/SUNU BUDGET. Elles participent au renforcement des capacités de plaidoyer des différents acteurs qui 		<p>dans le cadre de ce programme n'a pas été efficace.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'assemblée nationale n'est pas encore très ouverte aux populations qui pourtant ont élu ses membres. Elle représente encore une sorte de maison fermée pour le public. • La prise en compte des groupes vulnérables tels que les personnes handicapées et les jeunes a été une faiblesse du programme.

EQ#	Constatations	Sources	Conclusions (issues des Constatations)
	<p>interviennent dans le suivi budgétaire : l'étude sur « l'état des transferts infranationaux » ; l'étude sur « la mobilisation des ressources internes ». Il faut souligner qu'il y a beaucoup de publications sur les finances publiques. Cependant, la diffusion de ces informations auprès du grand public est très faible.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Meilleure compréhension du budget et du processus au niveau des acteurs interrogés. Les entretiens avec la cellule YAM de Thiès et des syndicalistes du secteur de l'éducation à Tamba ont révélé une meilleure compréhension des questions de budget. Auparavant, ces derniers pensaient que le budget était déjà de l'argent disponible dans les caisses de l'Etat. C'est à la suite des formations qu'ils ont compris le budget constitue des ressources que l'Etat doit mobiliser. • Changement de perception des acteurs de la société civile sur les députés et leur rôle (Assez positive) Ex : Les membres de YAM avait des stéréotypes sur le rôle des députés. Cette perception a changé lorsque ces derniers ont suivi une session portant sur le rôle du député et le budget. • Appui de SUNU Budget pour le lancement du cadre multi-acteurs de suivi budgétaire et la tenue de 3 sessions d'analyse budgétaire. La cadre multi-acteur est un dispositif qui contribue au renforcement de la gouvernance des finances publiques à travers la création d'un espace de dialogue, de concertation et de mutualisation des moyens. Ce cadre est porté par le Ministère chargé de la Bonne Gouvernance. • Un projet de loi sur l'information appuyé par l'ONG 3D est dans le circuit d'approbation (Ministère de l'Economie et des Finances). 3D a appuyé à travers la mise à disposition d'un expert pour l'élaboration du projet de loi. 		

EQ#	Constatations	Sources	Conclusions (issues des Constatations)
	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de groupes d'analyse et de suivi budgétaire sur la nutrition à travers la plateforme SUN. Les acteurs de cette plateforme ont réalisé deux ateliers sur les quatre qui étaient prévus : un atelier de mise en place de deux groupes d'analyse et un atelier pour le classement des informations financières pour effectuer le suivi budgétaire. (Des données sur le niveau d'exécution des dépenses sont disponibles mais ne sont pas faciles à désagréger). • Mise à disposition des informations budgétaires à travers la plateforme www.sunubudget.com, les reportages « Focus sur » (vus par plus de la moitié des personnes rencontrées sur la TFM) et les budgets animés (statistiques disponibles). • SUNU BUDGET a mené plusieurs activités, tels que des foras, des caravanes, et des campagnes dans les médias (spots publicitaires, programmes à la radio, les budgets animés etc.) pour informer et sensibiliser les communautés sur le budget et certaines thématiques tels que l'éducation, les ressources minières, la baisse des loyers etc. • Vulgarisation des budgets animés à la TV et aux foras. La première version du budget animé n'était qu'en français, mais la deuxième version a été traduite en Wolof. D'après le rapport de l'ONG 3D de Jan-Mars 2017, les citoyens ont trouvé les budgets animés claires et accessibles, à la différence du budget normal. • Amélioration du score de l'indice du budget ouvert (open budget index) de 43/100 en 2015 à 51/100 en 2017. L'atteint de ce résultat a permis à l'ONG 3D d'être choisi par IBP pour faire l'enquête sur le budget ouvert. Par ailleurs, le Sénégal est maintenant admis dans le partenariat pour le gouvernement ouvert. 		

EQ#	Constatations	Sources	Conclusions (issues des Constatations)
	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un guide « comment améliorer votre indice du budget ouvert, » ce qui a été utilisé pour développer une stratégie d'améliorer le score du Sénégal. • L'ONG 3D a développé un cadre des « transferts sous-nationaux » des redevances minières, avec des « critères de contribution » transparentes. • Des efforts sont consentis au niveau du MEFP pour faciliter l'accès des citoyens à l'information avec le concours de 3D. Toutes les directions du ministère des finances disposent de sites qui publient les informations sur le budget. Le Ministère de l'Economie, des Finances et du plan met à la disposition du public les documents relatifs au budget tels que : la loi des finances, le budget citoyen, le budget genre, lecture facile du budget. <p>Négatifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le projet a déroulé beaucoup d'activités d'information et de sensibilisation des citoyens en langue locale. Cependant, les radios communautaires ont été sous utilisées. Il y a 112 radios associatives et communautaires au Sénégal qui couvre l'ensemble du territoire Sénégal et diffuse des programmes dans les différentes langues locales. • • Inexistence de loi sur l'accès des citoyens à l'information. • Il y a une absence d'une stratégie de pérennisation et de suivi des actions développées avec les parties prenantes (RSJ, COSYDEP). • Absence d'un mécanisme de suivi des recommandations et des engagements pris par les députés lors des foras. 		

EQ#	Constatations	Sources	Conclusions (issues des Constatations)
	<ul style="list-style-type: none"> Absence d'une stratégie de pérennisation des actions développées avec les parties prenantes (RSJ, COSYDEP). Après le forum, les organisations locales de femmes qui avaient participé à l'activité n'ont reçu ni les documents relatifs à la synthèse des travaux des ateliers, ni le plan d'action. Au début, le budget animé n'était qu'en français. La 2^{ème} version a été traduite en Wolof, mais non pas en d'autres langues nationales. Certaines populations ne connaissent pas comment fonctionne l'assemblée nationale. Au cours du forum « dialogue citoyen direct » entre les députés et les populations à MALICOUNDA (dans le département de MBOUR/ Région de Thiès) qui avait été organisé par YAM, la majorité des intervenants posaient des questions sur l'utilité du parlement. Les acteurs de la société civile ne participent pas dans le processus budgétaire. Ils sont impliqués dans l'élaboration des politiques publiques. 		
QE3 : Quels sont les points clés à retenir et les défis dans le processus de création de mécanismes de redevabilité et de relations entre les organisations de la SC et les institutions nationales ?	Points clés <ul style="list-style-type: none"> Le programme PACE/SUNU BUDGET a facilité la mise en place d'un cadre multi-acteurs pour le suivi budgétaire, avec les acteurs de la société civile, les acteurs institutionnels. Existence d'une collaboration dynamique entre les acteurs de la société civile et les structures étatiques (MEFP/DPB, MPBG/DPBG). Il n'y a pas eu de grands problèmes de mobilisation et d'adhésion au cours du programme PACE/SUNU 	<ul style="list-style-type: none"> Revue documentaire Entretiens avec les députés Entretiens avec la DPB, l'administration de l'Assemblée Nationale. « Cahier de recommandations » sur la rationalisation des partis politiques « USAID/SUNU BUDGET Quarterly Performance Report (Q5), Oct-Dec 2017 » 	<ul style="list-style-type: none"> Les efforts d'augmenter la capacité parlementaire a entraîné des changements mais avec quelques contraintes, en particulier la disponibilité limitée des députés, l'alternance parlementaire, et le système électoral. Le dialogue autour du budget national entre les acteurs de la société civile et l'Etat est un acquis à consolider. Cependant, les résultats de ces dialogues restent encore à être partagés avec le grand public.

EQ#	Constatations	Sources	Conclusions (issues des Constatations)
	<p>BUDGET. En général, les citoyens et les députés s'intéressaient beaucoup aux activités.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'implication de différents acteurs dans l'analyse, et le suivi budgétaire l'ancrage institutionnel, favorise une appropriation et un meilleur portage des activités. (Ex : Cadre multi-acteurs de suivi budgétaire – Le comité de pilotage de la loi sur l'accès à l'information). • • La plupart des acteurs de la société civile interrogés à Thiès et à Tamba ont démontré un intérêt assez limité pour les affaires publiques et les affaires budgétaires. Souvent cela est dû à leur ignorance de leur droit et obligation en tant que citoyen ou à leur méconnaissance des canaux d'informations. • Le programme PACE/SUNU BUDGET a facilité de la collaboration et du dialogue entre diverses couches de la population sénégalaise. <p>Défis</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'Assemblée Nationale ne capitalise pas les acquis du projet, surtout pour les sessions de renforcement de capacités (Mise à disposition documents de formations et des outils développés pour les prochaines législatures). • La durée du programme PACE/SUNU BUDGET n'a pas été suffisante pour réaliser tous ses objectifs. • Les citoyens (interrogés) sont plus investis dans les questions relatives au budget de leur localité que celles qui concernent le budget national. • Les couches vulnérables (handicapées) sont souvent laissées en rade dans l'organisation des auditions sur les politiques publiques. 		<ul style="list-style-type: none"> • Malgré la popularité des divers forums et discussions avec les citoyens, il y a des incertitudes sur comment ce type d'engagement citoyen continuera après le projet. • La propriété intellectuelle et la propriété des divers outils et contenus des formations développées dans le cadre de l'activité restent floues. La capacité de l'AN à les maintenir est limitée. • La question et la compréhension du budget national semblent éloignées de nombreux citoyens, mais le budget local dans leurs propres communautés apparaît plus réel et les intéressent beaucoup plus. • Certains éléments contextuels politiques constituent un défi : l'absence de loi sur l'accès à l'information et le mode de scrutin électoral (les députés doivent appartenir à un parti politique pour siéger à l'A.N).

EQ#	Constatations	Sources	Conclusions (issues des Constatations)
	<ul style="list-style-type: none"> • La pérennisation de certains cadres tels que la CONASUB (composé uniquement d'acteurs de la société civile) ne pourrait pas se faire sans l'appui d'un PTF et un ancrage institutionnel. • Le taux de déperdition des députés rend difficile la durabilité de la formation et de la sensibilisation des députés. • Le mode de scrutin électoral est un autre obstacle, parce que les partis politiques ont beaucoup d'influence dans la sélection des candidats ; cela élargit la distance sociale entre les politiciens et les citoyens. Un « Cahier de recommandations » que l'ONG 3D a fait sur la rationalisation des partis politiques souligne quelques problèmes qui demeurent : la difficulté des partis à avoir une représentation sur l'ensemble du territoire national, l'affaiblissement de la confiance des citoyens envers les partis, la relative marginalisation des jeunes et des femmes dans l'organisation et le fonctionnement des partis, etc. • Les deux projets ont un champ d'action vaste qui ne prend pas en compte nécessairement la mesure de l'impact/ objectif à un niveau supérieur (Ex : Foras des femmes et des jeunes – opportunités manquées). • La durabilité des effets du programme PACE/SUNU BUDGET n'est pas certaine. Cela nécessite de l'investissement à long terme de la part de l'Assemblée Nationale et des partenaires. 		

ANNEX VIII : TABLE OF RECOMMENDATIONS

EVALUATION DES ACTIVITES DU PROGRAMME PACE/SUNU BUDGET-

MATRICE DES RECOMMANDATIONS ET ACTIONS A MENER

Constatations	Recommandations	Commentaires	Responsable de l'action	Responsable suivi	Date limite	Niveau de Priorité		
						1	2	3
Q 1 : Comment le projet a renforcé les capacités de l'Assemblée Nationale ?								
Dans quelle mesure l'approche mise en œuvre par PACE/ SUNU Budget a contribué à accroître les capacités de l'A.N Sénégal à remplir son mandat ?								
1. Les archives numérisées ne sont pas encore mises en ligne faute d'une base de données appropriée	Terminer le processus de numérisation en intégrant la génération de la base de données.	Le contrat n'intégrait l'aspect mise en ligne. La base de données n'a pas été générée.	Centre de recherche, de la documentation et des archives de l'A.N	3D	Janvier 2019	1		
	Mettre la base de données et les autres ressources de la bibliothèque en ligne.	Volet formation pour les employés de la direction pour assurer la pérennisation.	Centre de recherche, de la documentation et des archives de l'A.N	3D	Janvier 2019	1		
2. Très peu de formations faites en langues nationales	Adapter les formations dans les langues nationales.	Développer et multiplier les outils de formation en langue nationale.	Secrétariat Général de l'A.N	Secrétariat Général de l'A.N	Continu	1		
	Diversifier les formats des outils (audios et vidéos) en français et dans les langues locales.		Secrétariat Général de l'A.N	Secrétariat Général de l'A.N	Continu	1		
	Capitaliser sur les outils qui ont été utilisés pendant les formations de PACE/SUNU Budget		3D	Secrétariat Général	Février 2019	1		

Constatations	Recommandations	Commentaires	Responsable de l'action	Responsable suivi	Date limite	Niveau de Priorité		
						1	2	3
3. Inexistence d'indicateurs sur la mesure de la performance des formations ou du renforcement de capacités institutionnels (outcomes) dans PACE	Intégrer des indicateurs sur la performance des formations en tirant des leçons de PACE pour les projets à venir.	Le système de S&E de l'USAID a évolué de PACE à SUNU Budget. Les indicateurs sur les effets (Outcomes) sont intégrés dans les projets actuels.	USAID-DRG / 3D	USAID-DRG / 3D		1		
	Travailler sur un système pérenne d'accompagnement parlementaire en mettant l'accent sur le renforcement de l'institution (les agents de l'administration de l'A.N) et sur le rôle des députés.		Secrétariat Général de l'A.N	Secrétariat Général de l'A.N	Décembre 2019	1		
4. Inexistence de pré-tests et post-tests et suivi systématique des personnes formées	Systématiser les pré-tests et les post-tests dans toutes les formations		Secrétariat Général de l'A.N et 3D	USAID	Continu	1		
5. L'unité de production audiovisuelle n'est pas encore opérationnelle	Former le personnel de communication sur l'utilisation de l'unité.		3D	Secrétariat Général de l'A.N	Février 2019	1		
6. Non utilisation des nouvelles technologies par la majorité des députés enquêtés	Appuyer les députés à l'utilisation des NTIC pour susciter leur intérêt.		Equipe de communication de l'A.N	Secrétariat Général de l'A.N	Continu	1		
7. La législature actuelle ne dispose pas des vidéobooks à l'exception des députés qui ont été reconduits.	Reproduire et vulgariser les vidéobooks et les mettre à la disposition de la 13 ^{ième} législature.		3D	Secrétariat Général de l'A.N	Février 2019	1		
8. La bibliothèque de l'A.N n'est pas encore très connue par le grand public	Organiser des activités de valorisation de la bibliothèque (Journées portes ouvertes, séminaires avec les étudiants, etc.)		Secrétariat Général de l'A.N	Secrétariat Général de l'A.N	Continu	1		

Constatations	Recommandations	Commentaires	Responsable de l'action	Responsable suivi	Date limite	Niveau de Priorité		
						1	2	3
9. Sous-utilisation des ressources disponibles à la bibliothèque par les députés et les acteurs de la société civile	Organiser des campagnes de communication pour rendre visible la bibliothèque auprès du grand public.		Secrétariat Général de l'A.N	Secrétariat Général de l'A.N	Continu		2	
10. Non prise en compte dans le glossaire développé des différentes variantes de dialectes existant dans les langues.	Enrichir le glossaire en tenant en compte des différentes variantes dialectiques et en intégrant les terminologies manquantes.		Secrétariat Général de l'A.N	Secrétariat Général de l'A.N	Continu	1		
	Créer des espaces d'échanges entre les interprètes, les députés et certains experts.		Secrétariat Général de l'A.N	Secrétariat Général de l'A.N	Continu	1		

Q 2 : Comment le projet a amélioré l'accès et la participation des citoyens à l'information et au processus budgétaire ?

Dans quelle mesure l'approche mise en œuvre par PACE/ SUNU Budget a amélioré l'accès des citoyens à l'information budgétaire et la participation du public au processus budgétaire ?

1. Sous-utilisation des radios communautaires dans les activités d'information et de sensibilisation des citoyens en langues locales.	Intégrer l'URAC comme étant partie prenante devant prendre en charge la dimension partage d'information au niveau local – Faire de l'URAC un partenaire stratégique du projet.	L'institut PANOS a contractualisé avec l'URAC pour le partage des informations au niveau local).	3D	USAID	Février 2019	1		
	Contractualiser avec l'URAC pour assurer le partage d'information au niveau local		Secrétariat Général de l'A.N	Secrétariat Général de l'A.N	Décembre 2019		2	
2. Inexistence de loi sur l'accès des citoyens à l'information	Faire le plaidoyer auprès des ministères (bonne gouvernance, communication et de l'économie et des finances), SYNPICS, CORED pour l'adoption de la loi et du décret d'application.		Le comité de pilotage de la loi et 3 D	3 D	Février 2019	1		

Constatations	Recommandations	Commentaires	Responsable de l'action	Responsable suivi	Date limite	Niveau de Priorité		
						1	2	3
3. Absence d'une stratégie de pérennisation et de suivi des actions développées par les parties prenantes (RSJ, COSYDEP) et des recommandations et engagements pris par les députés lors des fora.	Mettre en place un mécanisme de suivi des recommandations et engagements pris en collaboration avec les autorités administratives et territoriales. Mise en place d'un réseau parlementaire sur le civisme	L'Assemblée doit voir comment prendre en charge la question de la pérennisation des acquis en interne	Secrétariat Général de l'A.N	CONASUB		1		
4. Non traduction des budgets animés dans les autres langues nationales	Elargir le budget animé dans les autres langues codifiées		3 D	USAID	Juin 2019	1		
5. Non connaissance du fonctionnement de l'assemblée nationale par certaines populations	Elargir la cible pour une meilleure connaissance du fonctionnement de l'Assemblée (Daara, analphabètes par exemple).		Secrétariat Général de l'A.N	CONASUB	Continu	1		
	Créer des supports animés sur le fonctionnement de l'Assemblée Nationale (parlement animé, focus sur les institutions, etc.)		3 D	Secrétariat Général de l'A.N	Juin 2019	1		
6. Non-participation des acteurs de la société civile dans le processus d'élaboration du budget	Travailler à avoir un cadre légal de participation approprié des acteurs de la SC.	<ul style="list-style-type: none"> Comment faire pour que l'élaboration budgétaire au niveau national soit plus inclusif Comment préparer les citoyens pour une meilleure implication/participation à l'avènement du 	CONASUB	3D	Décembre 2019		2	

Constatations	Recommandations	Commentaires	Responsable de l'action	Responsable suivi	Date limite	Niveau de Priorité		
						1	2	3
		budget programme						
	Utiliser l'espace qu'offrent les fora pour collecter les informations/besoins des citoyens en vue de l'élaboration des budgets programmes (Organisations faitières)		CONASUB	3 D	Décembre 2019		2	

Q 3 : Points clés et challenges dans le processus de création de la redevabilité ?

Quels sont les points clés à retenir et les défis dans le processus de création de mécanismes de redevabilité et de relations entre les organisations de la SC et les institutions nationales ?

1. Non capitalisation des acquis du projet par l'Assemblée Nationale, surtout pour les sessions de renforcement de capacités (Mise à disposition documents de formations et des outils développés pour les prochaines législatures).	Faire le plaidoyer pour la mise en place d'une structure de formation et de renforcement de capacité au sein de l'AN		Secrétariat Général de l'A.N.	USAID		1		
	Renforcer le dispositif de formation actuel de l'A.N		Secrétariat Général de l'A.N.	USAID		1		
	Mise à jour, diffusion et partage des outils développés par le projet.		Equipe de communication de l'A.N	3 D	Février 2019	1		
2. Durée insuffisante du programme PACE/SUNU BUDGET pour réaliser tous ses objectifs	- Aligner le programme sur la durée d'une législature (05 ans)	Mise en œuvre programme et avoir des impacts réels	DRG	USAID/PRM	Conception du prochain projet	1		
3. La majorité des citoyens interrogés est plus impliquée dans les questions relatives au budget de leur localité que celles qui concernent le budget national.	Intégrer les budgets locaux dans le cadrage global du projet.	Partir du local vers le national	DRG	USAID/PRM	Conception du prochain projet	1		

Constatations	Recommandations	Commentaires	Responsable de l'action	Responsable suivi	Date limite	Niveau de Priorité		
						1	2	3
4. Faible implication des couches vulnérables (handicapées) dans l'organisation des auditions sur les politiques publiques.	Se fixer des indicateurs précis concernant la participation et l'implication des couches vulnérables lors des activités du projet.		DRG	USAID/PRM	Conception du prochain projet		2	
5. Pas de pérennisation de certains cadres tels que la CONASUB sans l'appui d'un PTF et un ancrage institutionnel	Continuer à renforcer des capacités des membres de la CONASUB		CONASUB	USAID	Décembre 2019	1		
	Définition de stratégies de fundraising pour l'autofinancement des activités de la CONASUB		CONASUB	USAID	Décembre 2019	1		
	Mutualisation des ressources et actions des organisations membres de la CONASUB		CONASUB	USAID	Décembre 2019	1		
6. Non durabilité de la formation et de la sensibilisation en raison du fort taux de déperdition des députés	- Renforcer les capacités des agents de l'administration de l'Assemblée nationale.	- Pour avoir une mémoire institutionnelle	Secrétariat Général de l'A.N	3D	Décembre 2019		2	
	Prendre en charge les assistants parlementaires dans le budget de l'AN	Soutenir et pérenniser l'action des assistants	Secrétariat Général de l'A.N	3 D	Décembre 2019		2	

Questions	Recommandations
Quelles autres activités mettre en œuvre pour :	
Poursuivre le plaidoyer pour l'accès des citoyens à l'information de manière générale ?	Sensibiliser et mobiliser les acteurs communautaires autour de l'information budgétaire. Accompagner le processus de mise en place des cadres locaux de suivi budgétaire.

Questions	Recommandations
Booster la participation des citoyens dans le processus budgétaire ?	Faire un plaidoyer pour la création d'un cadre de participation des citoyens dans le processus budgétaire auprès du MEFP (Ex : CONASUB pourrait créer ce cadre). Elargir la CONASUB à d'autres organisations / redéfinir son mandat en vue d'en faire une plateforme qui prend en charge tous les secteurs.
<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les actions à prendre par l'ONG 3D et L'AN pour pérenniser les activités après la fin du projet : 	
Renforcement des capacités techniques et organisationnelles (traduction des textes et règlement, élaboration du guide du parlement et d'une boîte à outils sur le budget sensible au genre) de l'AN.	Augmenter les prévisions budgétaires axées sur le renforcement des capacités institutionnelles de l'A.N. Recenser et organiser la gestion des supports de formation (manuels de formation, les vidéobooks, etc.) au sein de la bibliothèque.
Renforcement des capacités techniques et organisationnelles de la société civile	Poursuivre les sessions des analyses budgétaires avec l'appui de la CONASUB Diversifier les acteurs de la société civile à former (CONASUB & cadre multi-acteurs) sur les questions liées au budget. Renforcer l'interaction entre les plateformes (CONASUB, cadre multi-acteurs) et les organisations communautaires de base. Poursuivre et formaliser les relations entre le MEFP et la CONASUB. Mettre en place une stratégie de renforcement des capacités professionnelle des acteurs à la base.
Dans quelles mesures les parties prenantes (AN, OSC, MEFP, etc.) pourraient renforcer et pérenniser l'accès des citoyens à l'information ?	
Pérennisation des foras de redevabilité	Institutionnaliser les foras interactifs entre les communautés et les députés et les articuler autour des visites de terrain des députés. Organiser des foras de redevabilité articulée avec le réseau des parlementaires pour le civisme.
Pérennisation des outils du projet (plateforme Sunu Budget, focus sur, etc. ?)	Confier les mises à jour périodiques des outils développés par le projet à la CONASUB.

ANNEX IX: EVALUATION STATEMENT OF WORK



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

**PARLIMENTARY ASSISTANCE &
CIVIC ENGAGEMENT/SUNU
PERFORMANCE EVALUATION
STATEMENT OF WORK**

PARLIMENTARY ASSISTANCE AND CIVIC ENGAGEMENT PROGRAM/SUNU BUDGET PERFORMANCE EVALUATION

Statement of Work

Contracted under AID-685-C-15-00003

USAID Senegal Monitoring and Evaluation Project

DISCLAIMER

The author's views expressed in this publication do not necessarily reflect the views of the United States Agency for International Development or the United States Government.

ACRONYMS

AMELP	Activity Monitoring, Evaluation and Learning Plan
AOR	Agreement Officer's Representative
COR	Contract Officer's Representative
DRG	Democracy, Human Rights and Governance
GoS	Government of Senegal
MEFP	Ministry of Finance, Economy and Planning
MEP	Monitoring and Evaluation Project
NA	National Assembly
PACE	Parliamentary Assistance and Civic Engagement
POC	Point of contact
TOC	Theory of Change
USAID	United States Agency for International Development

I. STATEMENT OF WORK DETAIL/TATEMENT OF WORK DETAIL

• USAID SOW Manager	• Seynabou Diallo
• Activity COR/AOR	• Seynabou Diallo
• MEP SOW Manager	• Aissatou Mbaye
• Activity Title	• Parliamentary Assistance and Civic Engagement Program (PACE)/SUNU Budget
• Activity Period	• October 1, 2013-April 30, 2019
• Award/Contract #	• AID-685-A-13-00004
• Funding	• \$4,049,500
• Implementing Organization	• ONG 3D
• Geographic Coverage	• National
• Task	• PACE/SUNU Budget Performance Evaluation
• Task Start and End Dates	• August-December 2018

2. ACTIVITY DESCRIPTION

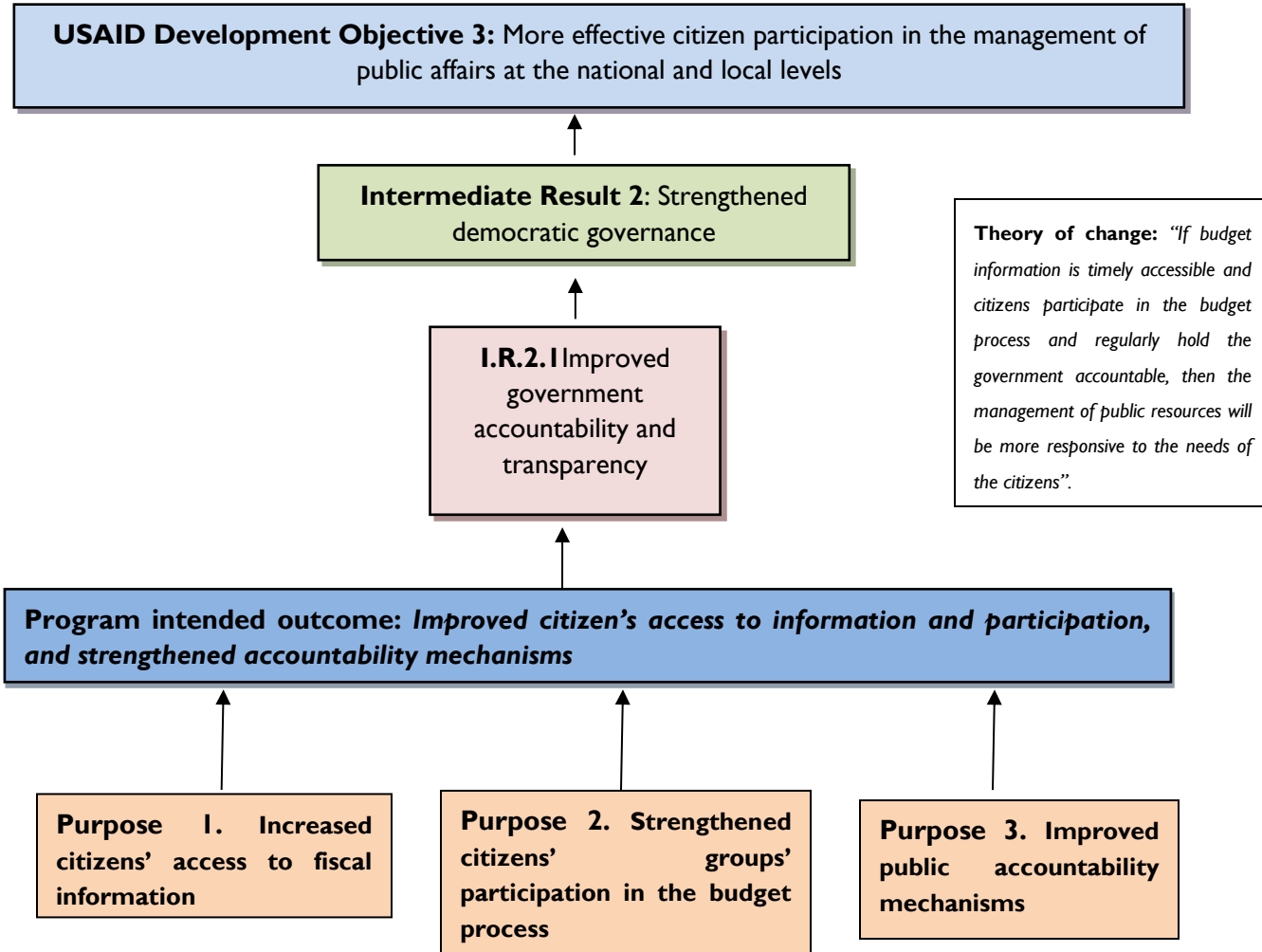
The Parliamentary Assistance and Civic Engagement (PACE)/SUNU Budget Activity is an award implemented in two phases: the initial phase which was the PACE Activity that started in 2013. The objective of PACE is to improve the dialogue between citizens and their government as it relates to the management of national budget planning and expenditure tracking. The award was modified and extended twice to add on funding to increase citizen’s access to budget information and building the capacity of state and non-state actors with respect to open budget questions. From 2015 to present, the SUNU Budget Activity seeks to contribute to: 1) strengthened civil society capacity to analyze budget and fiscal documents; 2) increased dialogue between government and civil society on the implementation of public policies and the use of public resources; and 3) increase Government of Senegal (GoS) ability to meet the Open Budget Index⁶ requirements.

3. DEVELOPMENT HYPOTHESIS AND IMPLEMENTATION

PACE/SUNU Budget come under the development objective three (DO3) from USAID/Senegal Country Development Cooperation Strategy (CDCS): “more effective citizen participation in the management of public affairs at the national level”. Under DO3, the Activity contributes directly to Intermediate Result 2: “strengthened democratic governance”. The Activity is divided into two components: the first component called, “Building State and non-State Actors Capacities on Open Budget Standards” and component two: “Citizen Budget Monitoring and Advocacy”.

⁶ <https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey>

The theory of change and how the Activity’s development hypothesis fits under the USAID CDCS framework is outlined below⁷:



4. EXISTING PERFORMANCE INFORMATION SOURCES

USAID will provide the Evaluation Team with a package of Activity background materials, including:

- Cooperative Agreement and modifications.
- All activity quarterly reports through FY18 Q3, annual reports, annual work plans, Activity Monitoring, Evaluation and Learning Plans (AMELP) and any modifications to the AMELP;
- Baseline and current data collected on activity indicators; and

⁷ SUNU Budget Workplan and Monitoring, Evaluation and Learning Plan, June 2018

- Any relevant studies or background reports used to support the activity, produced by ONG 3D or its partners.

All background documents will be provided to the MEP Team by July 13, 2018.

5. TASK PURPOSE, AUDIENCE, AND INTENDED USES

The purpose of this midterm performance evaluation is two-fold: 1) to assess the Activity’s performance to date against expected results; and 2) provide insights and lessons learned that will be beneficial to future programming. The primary audience for this evaluation is USAID/Senegal Democracy, Human Rights, Peace and Governance (DRG) Office, PACE/SUNU Budget implementing partner, ONG 3D, and the National Assembly. The evaluation will include a recommendations workshop which will involve all key PACE/SUNU Budget stakeholders meeting together to jointly develop recommendations to address the evaluation findings. The result of the recommendations workshop will be a recommendations action plan agreed to by all partners which will be used to support any modifications to the PACE/SUNU Budget’s workplan and AMELP.

6. TASK REQUIREMENT

This performance evaluation will assess the degree to which PACE/SUNU Budget is on track to achieve its mid-activity targets as well as explore lessons learned and challenges for the future management of the Activity. The following principal questions will guide this evaluation:

1. To what extent has the approach implemented by PACE/SUNU Budget contributed to increase the capacity of the Senegalese National Assembly to fulfil its mandate?
2. How well did the PACE/SUNU Budget approach enhance citizen access to fiscal information and public participation in the budget process?
3. What are the key takeaways and challenges in the process of building accountability mechanisms and relationships between civil society organizations and national institutions?

7. GENDER DISAGGREGATION AND GENDER DIFFERENTIAL EFFECTS

The evaluation team will focus on the way in which PACE/SUNU Budget’s approach takes into account gender differentials in its parliamentary training and civil society strengthening work. Particular focus will look at effectiveness of approach in terms of gender equity in civil society dialogue (women and men’s inclusion and outreach) and also targeted training addressing both male and female parliamentarians and female civil society organizations and members.

8. APPROACH

I. Design

The MEP Team will conduct a **Performance Evaluation** of the Activity entitled “Parliamentary Assistance and Civic Engagement (PACE)/SUNU Budget”. The primary data source for this evaluation will be the main stakeholders in the Activity -- mainly direct beneficiaries, including members of parliament and their staff; and civil society involved in planning and oversight of the National budget. The team will also visit two constituencies of parliamentarians to meet with community members and discuss their involvement in budgetary planning and spending. Key informants for this evaluation will also include

members of the ONG 3D staff and their partners in Dakar and in the field, as well as members of the USAID/DRG team, AOR and budget and planning staff from the GoS.

This statement of work requires that the Evaluation Team develop and submit for approval a detailed work plan with proposed methodology within the first seven days of the evaluation schedule. A central part of the work plan will be the getting to answers matrix which will support the creation of the evaluation methodology based on the evaluation questions. The following is a sample of the matrix:

Evaluation Questions	Type of Answer Needed	Data Collection Methods	Data Source(S)	Sampling or Selection Criteria	Data Analysis Methods
	<input type="checkbox"/> Descriptive <input type="checkbox"/> Comparative (normative) <input type="checkbox"/> Cause and effect				

The evaluation team’s methodology will include

- Completion of a document review prior to the arrival of expat team members in Senegal;
- At least three data collection methods to address each of the identified evaluation questions in order to triangulate data. Suggested data collection tools are: key informant interviews, group interviews and focus groups discussions.
- A randomly selected sample of communities will be selected to meet with constituents involved in budget planning and tracking processes.
- The methods (key informant interviews, group interviews and focus group discussions) will be coded separately.
- The qualitative interviews will be analyzed using statistical software.
- Gender, geographic location, and role (beneficiary, implementer, service provider) disaggregation will be included in the data analysis.

2. Data Collection Methods

The data collection methodology to be used by the team will consist of two phases:

Phase I: Document review

The team will review a wide range of documentation including the PACE/SUNU BUDGET cooperative agreement, modifications, Activity Workplan, Annual Workplans, Activity Monitoring, Evaluation and Learning Plan (AMELP), project databases, quarterly and annual reports and special reports and studies conducted by the Activity as means of understanding and comparing both expected and actual

performance. Other data sources, such as secondary data available from the projects itself, research studies, or from the GoS will also be considered.

Phase 2: Quantitative and qualitative field research

As part of its qualitative and quantitative research, the team will find the best fit for purpose, including the following research instruments:

- Quantitative analysis of activity performance data to date
- Key informant interviews: Open questions for interviewing program stakeholders: (USAID/DRG, PACE/SUNU BUDGET and ONG 3D senior staff), civil society leaders and central-level authorities working on budget transparency including the Ministry of Economy, Finances and Planning (MEFP).
- Group interviews: Targeted questions with PACE/SUNU Budget central and field staff.
- Focus groups: Focus groups with civil society and traditional leaders in parliamentary districts to discuss program effects on individuals and institutions.
- Other emerging methodologies may be considered.

10. STRENGTHS AND LIMITATIONS

USAID's evaluation policy states that any methodological strengths and limitations are to be communicated explicitly. The work plan developed by the evaluation team is required to include limitations in the methodology and approach, as well as limitations in the data to be used, either primary or secondary data, as part of the evaluation.

11. DELIVERABLES

The deliverables for this evaluation include:

- Work Plan: Detailed work plan which will indicate methodology, data analysis, detailed calendar, and data collection tools for the elaboration of the evaluation. The work plan will be submitted to the MEP Contracting Officer's Representative (COR) and DRG point of contact (POC) for approval prior to fieldwork.
- Progress Report: A brief written report of the data collection progress made in the field covering key scheduled activities, status of completion, and constraints encountered during the data collection process.
- Data Walk/Initial Findings Presentation: A discussion, which may include a PowerPoint presentation, that reviews the initial findings and conclusions table and the supporting evidence and data collected.
- Initial presentation (s): A PowerPoint presentation to the USAID Mission on findings and conclusions of the evaluation. The presentation should not be more than 15 slides. Additional presentations will be made to PACE/SUNU Budget staff as well as key central government officials.

- Recommendations Workshop(s): A workshop with the key stakeholders to develop, discuss, and validate recommendations. The exact number and audience will be determined through conversations with the USAID/DRG and PACE/SUNU Budget teams.
- Submission of Draft Evaluation Report: The team will submit a draft report to the MEP COR and DRG POC who will provide comments for revision and finalization of the report ten working days following the draft submission.
- Final Report: A written and electronic document that includes a table of contents, methodology, findings, conclusions, lessons learned, and recommendations. The final report will be submitted in English and will include:
 - A 20-page report with a clear discussion of the data and evidence, the subsequent findings prompted by analysis of the data and evidence, conclusions driven by the findings, and recommendations generated from the conclusions and based on the recommendations workshop. Other tables representing detailed findings may be attached as an annex. The final report will include a database with all collected information and statistical analyses as an annex.
 - A one-page evaluation fact sheet(s) highlighting target findings for decision-making. These fact sheets will respond to the question: Who needs to know what, and by when? The fact sheet(s) may be developed during report drafting, based on discussions with the evaluation team, PRM and the technical team.
 - A three-page executive summary that provides a brief discussion of the evaluation purpose, basic methodology, findings, conclusions, and recommendations.

12. TEAM COMPOSITION

The evaluation team will be led by Dr. Lisa Mueller who currently serves as an Assistant Professor of Political Science at Macalester College, specializing in Francophone African political systems. Dr. Mueller specialized her studies in participatory, responsive governance in Francophone Africa. She recently published the article: “Personal Politics without Clientelism? Interpreting Citizen-Politician Contact in Africa” for the African Studies Review. In 2016 and 2015 respectively, she served as country expert for the USAID-DRG Assessment of Niger and Principal Investigator for USAID/AidData Impact Evaluation of “Participatory, Responsive Governance - Principal Activity” (PRG-PA) Niger. She has a PhD in Political Science from the University of California at Los Angeles and has an advanced level of French.

The evaluation team will include Lisa Slifer-Mbacke who will serve as capacity-building specialist. Ms. Slifer-Mbacke previously served the Technical Director for the Training and Capacity-Building Support Contract with the USAID DRG Center in Washington and has over 20 years’ experience working in AID institutional and individual capacity-building programs. The team will be supported by and Ibrahima Kane, a Senegalese civil society specialist working on government transparency in working with civil society in Senegal. The team will be supported by a MEP M&E Manager who will serve as the task manager overseeing the overall administration of the evaluation and will accompany the team in the field. Two enumerators will conduct the qualitative interviews and take notes. All interviews and focus groups will be recorded and transcribed for analysis. All team members are required to provide a signed statement attesting that they have no conflict of interest or describing any existing conflict of interest. MEP Senegal’s Technical

Director, Deborah Orsini will review the findings, conclusions and recommendations matrix as well as the draft and final reports for technical quality.

TASKS/DELIVERABLES AND LOE

Dates	Tasks/Deliverables	Estimated LOE (in days)			
		Team Leader	Capacity-Building Specialist	Civil Society Specialist	Enumerators
July 16, 2018	Signature of SOW				
August	Recruitment of team and request for travel and rate approvals				
September 3-7	Desk review and completing answering questions with secondary data	3		1	
September 6	Initial phone call with DRG Office	1	1	1	
September 10-14-	Development of workplan and tools	3	1	1	
September 17	Submit workplan to DRG Office for approval				
September 21	Approval of workplan by DRG Office				
September 17-21	Confirm appointments and field schedule				
October 1	Train enumerators	1	1	1	1
October 10-11	Arrival of Team Leader to Dakar	2			
October 12	Initial Meeting with USAID/DRG staff	1	1	1	
October 12-16	Interviews with USAID/Senegal staff, PACE/SUNU BUDGET staff and other Dakar based stakeholders	2	1	2	2
October 17-18	Group interviews with parliamentarians and civil society partners	2	1	2	2
October 19	Travel to parliamentary regions	1		1	1
October 20-23	Regional interviews/focus groups with constituents,	1		2	2

	traditional leaders and civil society partners				
October 21	Team leader returns to Dakar	1			
October 21	Team leader briefing with DRG Office	1			
October 22-23	Team leader departs Senegal	2			
October 24	Team returns from fieldwork			1	1
October 25-27	Preliminary data analysis and development of findings and conclusions table	3	2	2	2
October 29	Data walk with USAID/DRG (initial findings and presentation)	1	1	1	1
October 30	Presentation of findings to Mission	1	1	1	
October 31	Presentation to ONG 3D	1	1	1	
October 31	Presentation of initial findings with GoS				
November 31-1	Team leader returns to Dakar	2			
November 2	Recommendations workshop with PACE/SUNU Budget staff, USAID and GoS	1	1	1	
November 3	Finalization of recommendations action plan	1		1	
November 4-5	TL departs Senegal	1			
November 7-15	Development of draft report	6		2	
November 21	Submission of draft report				
November 30	Feedback from USAID on report				
December 3-7	Revisions to report	2		1	
December 12	Submission of final report				
Total Estimated LOE		41	12	23	12x2 = 24

13. PARTICIPATION OF USAID STAFF AND PARTNERS

It is expected that the USAID/Senegal DRG Office will hold an initial call with the team leader and team members prior to their launch of developing the workplan and data collection approach and tools. Upon completion of the work plan and tool development, USAID/DRG Office will be expected to review and approve the work plan and tools. Once the evaluation team arrives in Dakar, the DRG Office will be expected to provide an initial in-brief with the evaluation team during the Team Planning Meeting. As part of the evaluation, USAID/DRG Agreement Officer's Representative (AOR) and DRG Office Director will be interviewed. All PACE/SUNU Budget partners will be interviewed as part of this evaluation. At the completion of the fieldwork, it is expected that USAID, PACE/SUNU Budget staff, and GoS stakeholders will participate in a presentation of the evaluation's initial findings and conclusions and provide input to support the validation of findings. USAID/DRG Office, PACE/SUNU Budget staff and GoS stakeholders will allocate one day to participate in the co-development of recommendations that will address evaluation findings.

14. SCHEDULING AND LOGISTICS

MEP Senegal will arrange all logistics for fieldwork. MEP Senegal (for the USAID/Senegal DRG Office) will request introductory communications for the evaluation team. All appointments will be made by MEP Senegal staff and team members.

15. DISSEMINATION

The focus of the dissemination of findings and conclusions via presentation, will be done to ensure wide buy-in and validation of the findings and conclusions. The recommendations workshop will allow for additional input and buy-in from USAID/DRG, PACE/SUNU staff and GoS (especially the Budgetary Programming Direction, the PCRRF⁸, and will increase interest in the evaluation report itself. The report will be disseminated to all GoS partners (Ministry of Finance and Planning, Ministry of Local Territories) to ensure wide sharing of lessons learned in the decentralization process as well as AID/Washington staff including members of the DRG Center and E3 Bureau.

16. REPORTING REQUIREMENTS

It is expected that this report will be drafted and finalized in English and then translated into French. The report itself should not be longer than 20 pages total, excluding the Annexes. A draft evaluation report template is attached to this SOW in Annex IX, which is based on the USAID evaluation report template and guidance (<http://usaidlearninglab.org/library/evaluation-report-template> and [How-To Note Preparing Evaluation Reports - http://usaidlearninglab.org/library/how-note-preparing-evaluation-reports](http://usaidlearninglab.org/library/how-note-preparing-evaluation-reports)). The report includes Appendix I, which is the Mandatory Reference on Evaluation. The report will be branded with the standard USAID branding requirements and will be formally submitted to the DEC upon approval. Additional copies of the final report in French will be made available to all stakeholders participating in the initial finding's briefings and recommendations workshop. Copies in English will be shared with relevant USG offices within USAID/DRG Center.

⁸The Ministry of Finances' unit coordinating budgetary reforms

16. ATTACHED REFERENCE DOCUMENTS

Please check all that apply below.

- | | | |
|--------------------------|--------------------------|-----------------------------------|
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Budget |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Document review matrix |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Results framework |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Response matrix |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Gantt chart |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | CVs |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Conflict of Interest Statements |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | USAID evaluation policy |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | USAID evaluation report structure |

17. AUTHORIZATIONS

The undersigned hereby authorize the following items (checked below) for the Statement of Work (SOW) described above:

- | | | |
|--------------------------|--------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Completion of the SOW, as described above; |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | SOW staffing, as described above; |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Concurrence with Contracting Officer's Travel Approval for the Consultant(s), requested above (if received prior to review). |

[COR to either sign below or indicate approval in a return email]

Office Director

Date

Contracting Officer's Representative (COR)

Date

Fatou Thiam, or designate

APPENDIX I: BUDGET

APPENDIX II: DOCUMENT REVIEW MATRIX

Existing Document Review Template for MSI Evaluation Teams					
Question Number	Evaluation Question	Relevant Findings/Partial Answers in Existing Documents	Document Title	Page	Gaps to be Filled by Field Work
Q1					
Q2					

APPENDIX III: RESULTS FRAMEWORK

Question/Focus Area	Findings (Facts – including analysis results)	Conclusions		Recommendations	
		From this Finding	From Multiple Findings (identify them)	From this Finding	From Multiple Findings (identify them)
1					
2					
3					
4					

APPENDIX IV: RESPONSE MATRIX

Evaluation Questions	Type of Answer/Evidence Needed (Check one or more, as appropriate)		Methods for Data Collection e.g. Records, structured observation, key informant interview, mini-survey		Sampling or Selection Approach (if one is needed)	Data Analysis Methods e.g. Frequency distributions, trend analysis, cross-tabulations, content analysis
			Data Source	Method		
I.	<input type="checkbox"/>	Yes/No				
	<input type="checkbox"/>	Description				
	<input type="checkbox"/>	Comparison				
	<input type="checkbox"/>	Explanation (attribution)				

APPENDIX V: GANTT CHART

The following chart is illustrative and should be completed based upon the actual sub-tasks, deliverables and dates envisioned for this task.

PACE/SUNU Budget Evaluation	September		October				November		
	03 to 17	18 to 21	01 to 18	19 to 21	22 to 24	25 to 31	01 to 05	07 to 21	22 to Dec 12
Desk Review Workplan Development									
Submission of Workplan to DRG	◆								
DRG Approval of Workplan									
Prepare field appointments									
Arrival of Team Leader									
Dakar-based interviews									
Regional fieldwork									
Departure of Team Leader									
Data analysis									
Presentation of findings and conclusions									
Arrival of Team Leader									
Recommendations workshop									
Departure of Team Leader									
Development of draft report									
Submission of draft report to DRG								Nov 21	
Feedback from USAID and revisions									
Submission of final report									Dec 12 ◆

APPENDIX VI: CVs

Lisa Slifer-Mbacke: Capacity Building Specialist

Summary

An effective senior-level manager, Lisa Slifer-Mbacke has more than twenty-five years of experience in international development with regional specialization in Africa. Since 2006, she has worked on designing, managing and implementing performance evaluations and monitoring and evaluations systems for USAID and other donor development programs. Currently, Ms. Slifer-Mbacke serves as Chief of Party for the USAID/Senegal Monitoring and Evaluation Project (MEP) a \$16M, four-year project which provides a range of evaluation, research and design support across all Mission portfolios including the Sahel Regional Office. Prior to working with MEP, she served as Technical Director for the Training and Capacity-Building Support contract held by MSI with the USAID Democracy, Human Rights and Governance Center in Washington. She also served as Institutional Capacity Development Adviser while working at the USAID West Africa Regional Mission from 2005-2006. Ms. Slifer-Mbacke is fluent in French.

Education

MA International Communications, The American University, 1993

Diploma, French Grammar and Civilization, The Sorbonne, 1988.

Diploma, French Grammar, Catholic University, 1988

BA World Literature, University of California, 1988

Experience

Chief of Party, USAID/Senegal Monitoring and Evaluation Project (MEP), Management Systems International (MSI), Washington DC, November 2015-Present

- Responsible for overall management and client relations for this \$16M USAID support project.
- Oversee a staff of 12 and manage a database of freelance international and national evaluators and research partners.
- Lead the design, recruiting and quality control for a wide range of monitoring and evaluation activities including performance evaluations, impact evaluations, national studies, gender and youth assessments, M&E plan development, institutional assessments and training.
- Coordinate all tasks with USAID Program and Technical Offices.
- Interface with Government of Senegal stakeholders for relevant national studies and government to government-related assessments.

Senior Technical Director, Management Systems International (MSI), Washington DC, March 2010-2015

- Provide technical direction to a range of performance measurement support projects in the design and operationalization of monitoring and evaluation frameworks and systems.
- Lead in the development of scaling up activities, both training support to international donors as well as strategic planning and guidance in scaling up efforts.

- Provide overall technical direction to the USAID/DRG Training and Capacity-Building Support Contract as well as the USAID/DCHA Training and Capacity Building Support Contract.
- Provide technical direction to the USAID Africa Civil Society Sustainability Index working closely with civil society organizations on over 15 African countries.

Senior Program Manager, ICF Macro, Washington DC, February 2006-February 2010

- Managed 5-year research and evaluation contracts with a total value of over \$20M working in over 40 developing countries globally including securing \$1M additional evaluation work in a one-year period.
- Managed a team of 3 full-time research and evaluation methodologists, 10 on-call senior level analysts and a network of over 200 freelance in-country researchers and evaluators.
- Oversaw development of field reports and final collateral products requested of clients between funder, field office and technical team including: annotated bibliographies, quantitative national surveys, rapid assessments, qualitative evaluations and impact assessments.

Senior Regional Capacity Development Adviser, USAID/West Africa Regional Mission, Accra, Ghana, December 2004- February 2006

- As Cognizant Technical Officer (CTO), managed grantee portfolios, technically and financially as well as any related field support and technical assistance contracts.
- Provide technical oversight to the institutional capacity-building cooperative agreements to support West African health CSOs to become sustainable organizations.
- Responsible for ensuring monitoring and evaluation and reporting compliance of grantees that meets benchmarks and intermediary results of programs.
- Led the development of the first Presidential Initiative Threshold Country Plan (TCP), submitted by the Government of Burkina Faso and approved by the Millennium Challenge Corporation.

Chief of Party, Literary Enhancement Assistance Program (LEAP), Education Development Center, Abuja, Nigeria, June 2003-September 2004.

- Managed USAID-funded \$13 million, three-year basic education project that successfully worked with children in remote areas, including Islamayiaa and public primary schools.
- Led daily coordination and planning for three technical units, Pedagogy, Policy and Community Participation including two sub-contractors, World Education and Research Triangle Institute (RTI).
- Oversaw daily management of three State Offices and Headquarters in Abuja with over 68 technical and administrative staff, including scriptwriting and radio production staff.
- Developed and successfully maintained all political relations with State and Federal level partners.
- Maintained official reporting relations with USAID CTO and Education Team.

Director, Field Services, Education Development Center, Washington, DC, January 2003- June 2003

- Established International Operations' Division, a new structure that oversees EDC's 10 international field offices throughout Asia, LAC and Africa/Middle East.
- Established and developed international operation standards for all EDC field offices that are compliant with USAID rules and regulations.

- Facilitated EDC's Business Service support, including Human Resources, Legal Counsel, Finance and Administration and Contracts, to international field offices.

Director, International Programs, Worldspace Foundation, Washington, DC, 1996- 2003

- Pioneered International Program Department for start-up, WorldSpace Foundation, and international development NGO.
- Built strategic partnerships that secured over \$3.6 million in grants and service contracts to WorldSpace Foundation from Ford Foundation, Rockefeller Foundation, USAID, World Bank, Francophone Agency, UNICEF and corporate sponsors.
- Managed all daily operational activities including supervising program and radio production staff, contractors and designing and managing budgets for CEO and Board of Directors.
- Initiated and approved all WorldSpace Foundation digital radio and multimedia projects in Africa/Middle East and Asia covering 50 countries and over 200 program partners.

Program Coordinator, Africa-America Institute, Washington, DC, 1993-1996

- Designed and implemented democracy and governance projects in Africa under USAID-funded Africa Electoral Assistance Fund (AREAF).
- Responsible for proposal writing, timeline, budget development, report writing and presentation to USAID-Washington.
- Responsible for interface with USAID bilateral missions and US Embassies.
- Managed all technical assistance and contractors responsible for field support and in-country program activity.
- Designed and led media campaigns related to all democracy and governance activities.

Countries of Experience

Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Mali, Nigeria, Pakistan, Senegal, Sierra Leone, and Tanzania

Languages

French, fluent

Lisa Mueller: Team Leader

Summary

Lisa Mueller is an expert in the political science of Africa, having applied this expertise by participating in recent assessments of USAID DRG programming in West Africa. Ms. Mueller's expertise encompasses the role of parliamentarians, civil society, and civic participation.

Education

Ph.D., Political Science. University of California, Los Angeles, 2014

M.A., Political Science. University of California, Los Angeles, 2009

B.A., Politics and French. Pomona College, 2006

Experience

Assistant Professor of Political Science, Macalester College, 2015-Present

- Coursework in comparative politics, African politics, behavioral and development economics, and empirical research methods.

Country Expert for USAID-DRG Assessment of Niger, Management Systems International, 2016

Visiting Assistant Professor, Loyola Marymount University, 2014-2015

Principal Investigator for USAID/AidData Impact Evaluation of "Participatory, Responsive Governance - Principal Activity" (PRG-PA) Niger, 2015

Periodic Advisor for U.S. State Department and Intelligence Community, 2014

Countries of Experience

Niger

Languages

English (native); French (advanced)

Memberships in Professional Societies

- American Political Science Association
- African Studies Association
- African Politics Conference Group
- Sahel Working Group
- Working Group in African Political Economy
- West African Research Center, Dakar

- LASDEL Research Institute, Niamey

Publications and Reviews

- *Political Protest in Contemporary Africa*. Cambridge: Cambridge University Press, 2018. Emphasis on civil society and Francophone political systems, especially Senegal and Niger.
- “Personal Politics without Clientelism? Interpreting Citizen-Politician Contact in Africa.” *African Studies Review* 61.2: 28-54, 2018. Emphasis on decentralization, parliamentary support, and Francophone political systems.
- “Niger’s protests are ramping up. Here’s why.” With Sebastian Elischer. *Monkey Cage/Washington Post*. March 26, 2018. Emphasis on civil society, national budget vulgarization, and parliamentary support.
- “4 things you should know about Niger’s recent elections.” With Lukas Matthews. *Monkey Cage/Washington Post*. April 17, 2016. Emphasis on parliamentary support and Francophone political systems.
- “The upcoming Niger election and the drama surrounding it, explained.” With Lukas Matthews. *Monkey Cage/Washington Post*. Feb. 17, 2016. Emphasis on parliamentary support and Francophone political systems.
- “Religious Violence and Democracy in Niger.” *African Conflict & Peacebuilding Review* 6.1: 89-104, 2016. Emphasis on civil society.
- “The National Elections in Niger, February-March 2016.” With Lukas Matthews. *Electoral Studies* 43: 203-206, 2016. Emphasis on parliamentary support and Francophone political systems.
- “Democratic Revolutionaries or Pocketbook Protesters? The Roots of the 2009- 2010 Uprisings in Niger.” *African Affairs* 112.448: 398-420, 2013. Emphasis on civil society.

Sommaire

Ibrahima Kane a 27 ans d'expérience dans le Management et l'accompagnement et la gestion des Organisations au Sénégal et dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. M. Kane domaines de compétences comprennent le développement organisationnel, la gestion administrative et financière, et l'évaluation.

Education

Certificat de comptabilité / Diplôme Supérieur Comptable (DSC - Probatoire) / ENSUT (ex : IUT), 1986

Expérience

Responsable de l'Administratif et des Finances du CONGAD en charge du bureau d'Appui aux ONG et du Partenariat, Poste actuel à Mi-temps

Autres taches, en ma qualité de RAF du CONGAD

- Depuis Janvier 2015 : Responsable du bureau d'Appui aux ONG - Chargé du Partenariat
- 2014 à nos jours : Coordonnateur de l'indice de pérennisation des OSC au Sénégal en partenariat avec MSI (cabinet Américain basé à Washington - USA) pour le compte de l'USAID
- 2011 / 2014 : Coordonnateur Fond GAVI RSS (Renforcement des systèmes de santé) – Pôle Société Civile, en partenariat avec le Ministère de la santé
- 2010 – 2011 : Gestionnaire principal et membre de la commission ressource / Organisation à Dakar du Forum Social Mondial (FSM) – Edition 2011
- 2006 / 2012 : Gestionnaire de Programme sous régional (7 pays), du Réseau des plates formes d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre (REPAOC)
- 1989 – 1996 : Gestionnaire du projet de la Cellule inter ONG de lutte anti – acridienne (CIONGLA)

Autres Missions réalisées en qualité de Consultant de 2001 à nos jours

- Membre de l'équipe d'experts - Evalueur des Programmes : GADEC et FORUT International (équipe composée d'experts du Ministère des Finances et de la Solidarité Nationale et du CONGAD).
- Membre Equipe Expert / Réalisation d'une étude comparative sur la législation des ONG en Afrique Francophone à l'initiative d'INTERNATIONAL FOR NOT PROFIT LAW basé à Washington DC (USA)
- Membre de l'équipe d'experts - Réalisation de planification stratégique pour le compte de l'ONG Mousdahir International (IMI)
- Réalisation d'une étude sur La grille salariale et des charges du Personnel et revalorisation des statuts du Personnel cadre pour le compte des ONG : Aide et Action, HANDICAP International
- Formateur – modérateur principal - en gestion de projets pour le compte de L'ONG AFEJEN (Formation destinée aux Groupements des femmes de Guinaw Rail - Dakar)

- Elaboration Etude d'orientation et structuration / grille salariale du Personnel de AMNESTY International, l'ONG DAHW et Bureau ONG / HEKS-Suisse au Sénégal
- Travaux d'Accompagnement de régularisation et suivi IPRES, CSS, Impôts – déclaration d'établissement / Elaboration contrat de travail pour le compte des structures suivantes : HEKS / Suisse – Bureau de Coopération Autrichienne au Sénégal – AFARD (Organisation africaine de Femmes basée à Dakar) – ONG Internationale Anglaise (GVEP)
- Suivi financier des Organisations Bénéficiaires, pour le compte de projets de santé financés par l'USAID
- Co Modérateur de l'atelier (à Mbour) d'évaluation des projets encadrés par l'ONG - DAHW et processus de réorientation de ses programmes au Sénégal
- Elaboration de Manuel de Procédures Administratives, Financières et Comptables pour le compte des ONG : DAHW (ONG Internationale Allemande) - le bureau de coordination au Sénégal de HEKS/EPER – ONG Suisse au Sénégal – PINORD (Plateforme Organisations paysannes au Sénégal basé à St Louis)
- Réalisation d'un Manuel de procédures Administratives, Financières & Comptables pour le compte du Centre des Hautes Etudes de Sécurité (CHEDS)
- Co Réalisateur Etude sur le dispositif institutionnel de gestion des crises majeures au Sénégal pour le compte du Centre des Hautes Etudes de Sécurité (CHEDS)
- Co Formateur / Facilitateur de l'atelier de Formation sur l'Initiation pratique à la Gestion Participative et Planifiée des Interventions (GPPI) au profit des Organisations de Solidarité Internationales issues de la Migration (OSIM) basées en Belgique – Cette formation, financée par la Coopération Belge, s'est déroulée du 23 au 27 Juillet 2007 à Bruxelles (Belgique)
- Réalisation / Localisation (Sénégalisation) de l'ONG – FORUT (ONG Norvégienne)
- Diagnostic Institutionnel et accompagnement processus planification stratégique (2009 – 2014) de l'ONG API (Anty Provreyty Initiative), spécialisée dans la Micro Finance
- Réalisation Accord de siège pour le compte de l'ONG Institut Mousdahir International (IMI)
- Réévaluation Grille de salaire Personnel local du Bureau Autrichien de Coopération et de développement au Sénégal - SC / Ambassade Coopération Autrichienne
- Participation en qualité d'expert / Atelier de validation Manuel de procédures administratives, financières et comptables pour d'un projet d'adaptation climatique de CSE- financé par le PNUD - CAP
- Consultant Evalueur / Projet ENDA Eau basé à Ziguinchor financé par EKW Allemagne et l'ONG CARITAS (Evaluation finale) - Programme 2014
- Réalisation / Gestion processus de fermeture (close out) du bureau Autrichien de Coopération et de développement au Sénégal (indemnisation personnel et liquidation des charges patronales)
- Conduite de la mission Humanitaire au Sénégal de 6 mois de la Communauté des Mormons des Etats Unis (USA)
- Personne Ressource (en tant que Distributeur de produits solaires au Sénégal) au Panel sur Lighting Africa organisé par la Banque Mondiale à Dakar – Edition 2010
- Réalisation d'une consultation juridique (procédure d'installation au Sénégal) pour le compte du Centre International des Programmes (CIP) / Université Colombia – USA
- Consultant / Mission d'évaluation du Programme d'investissement 2013 – 2015 et élaboration d'un nouveau programme 2016 – 2018 pour le compte de l'ONG Millénium Promise International
- Consultant / Ouverture et démarrage du projet de suivi évaluation des projets financés par l'USAID au Sénégal et dans la sous-région (accréditation du bureau au Sénégal – CSS – IPRES –

NINEA – Déclaration d'établissement & contrats du personnel) pour le compte du cabinet MSI (Management Systems International) basé aux USA

- Mission de suivi des projets à Louga de l'ONG Millénaire Promise dans le cadre du programme « Villages Millénaires »
- Consultant / Mission d'assistance Administrative et GRH pour le compte de l'ONG RADI (contrat d'un an)
- Consultant / Mission d'évaluation du Programme d'investissement 2013 – 2015 et élaboration d'un nouveau programme 2016 – 2018 pour le compte de l'ONG DAHW International
- Co Animateur / Atelier de lancement à Dakar de l'alliance pour la promotion de l'entrepreneuriat et l'emploi au Sénégal, en partenariat avec CAAD – Belgique
- Mission d'Assistance juridique et institutionnelle pour le compte de l'Association française IRRIGASC
- Consultant / Chargé de Mission / Mise en place de la Société TETRA TECH (USA), basé en Californie, dans le cadre du programme WASH-FIN / USAID au Sénégal (Enregistrement – Négociation & Accompagnement administratif)
- Consultant chargé de l'enregistrement en qualité d'ONG, l'élaboration de programme d'investissement et réalisation de l'Accord de siège au Sénégal pour le compte du bureau régional de l'ONG Suisse : Service Sociale Internationale (SSI)
- Consultation Consultant chargé de l'élaboration de programme d'investissement et du rapport d'évaluation de programme pour le compte du bureau régional de l'ONG Positive Planet International
- Consultant chargé de l'enregistrement en qualité d'ONG et l'élaboration du programme d'investissement au Sénégal pour le compte de l'Organisation Internationale américaine FHI 360 - USA

Pays d'expérience

Sénégal

Langue

Français : lu, écrit et parlé ; Ouolof : lu, écrit et parlé ; Anglais : lu, écrit, peu parlé ; Espagnol : notions

APPENDIX VII: CONFLICT OF INTEREST STATEMENTS

APPENDIX VIII: USAID CRITERIA TO ENSURE THE QUALITY OF THE EVALUATION REPORT

Per ADS 201, Criteria to Ensure the Quality of the Evaluation Report, draft and final evaluation reports will be evaluated against the following criteria to ensure the quality of the evaluation report:

- The evaluation report should represent a thoughtful, well-researched and well-organized effort to objectively evaluate the strategy, project or activity.
- The evaluation report should be readily understood and should identify key points clearly, distinctly and succinctly.
- The Executive Summary of the evaluation report should present a concise and accurate statement of the most critical elements of the report.
- The evaluation report shall adequately address all evaluation questions included in the statement of work. Or the evaluation questions subsequently revised and documented in consultation and agreement with USAID.
- Evaluation methodology shall be explained in detail and all tools used in conducting the evaluation such as questionnaires, checklists and discussion guides will be included in an Annex in the final report.
- Evaluation findings will assess outcomes and impact on males and females.
- Limitations to the evaluation shall be disclosed in the report, with particular attention to the limitations associated with the evaluation methodology (selection bias, recall bias, unobservable differences between comparator groups, etc.).
- Evaluation findings should be presented as analyzed facts, evidence and data and not based on anecdotes, hearsay or the compilation of people's opinions. Findings should be specific, concise and supported by strong quantitative or qualitative evidence.
- Sources of information need to be properly identified and listed in an annex.
- Recommendations need to be supported by a specific set of findings and should be action-oriented, practical and specific, with defined responsibility for the action.

ANNEX X: DISCLOSURE OF ANY CONFLICTS OF INTEREST

200 12th Street South, Suite 1200
Arlington, VA 22202 USA



Personal Conflict of Interest Non-Disclosure Agreement

As an employee, I have been entrusted with certain information regarding the operations and work of Management Systems International. (hereinafter referred to as MSI). MSI is committed to protecting the confidentiality of our clients, including the U.S. Government, with business data entrusted to its care. As it pertains to my relationship with MSI, I agree and acknowledge the following:

Confidential and Proprietary Information

For purposes of this Agreement, “Confidential Information” is defined as all information and materials, in whatever form, whether tangible or intangible, disclosed by MSI or any of its authorized representatives. All MSI proprietary information that is not known generally to the public is considered as “Confidential Information.”

The following are deemed Confidential, but should not be considered exhaustive:

- Information about MSI projects/programs not available to the public;
- Ideas for research and development;
- Computer records and software (including software that is proprietary to third parties);
- Any other information which MSI must keep confidential as a result of contractual requirements;
- Information regarding the administration of components of certification programs;
- Information on MSI personnel not available publicly;
- Item content, characteristics, development or other aspects of assessments or evaluations and their development, maintenance and administration;
- Identities of MSI candidates, customers, suppliers, or third party contractors, including without limitation any media, advertising, or public relations firms; unless that information exists in the public domain;
- MSI’s e-mail distribution list(s) and its database information;
- Information submitted in the investigation of complaints or involving ethics cases;
- MSI’s financial data;
- Any other information to which employees may have access while involved in MSI work.

Non-Disclosure

I agree to maintain the confidentiality of all Confidential Information. I agree not to misuse, misappropriate, disclose or divulge in writing, orally or by electronic means, any Confidential Information, directly or indirectly, to any other person or use them in any way, either during the term of this Agreement or at any other time thereafter, except as is required in the course of service to MSI. I also agree not to, without prior written consent from MSI, utilize any Confidential Information for future use unrelated to present activity. In no event shall I use Confidential Information in a manner that is in any way detrimental to MSI or others.

I acknowledge and agree that all Confidential Information and similar items maintained in hard copy, electronically or online relating to MSI's business, shall remain exclusively the property of MSI and shall only be used by myself for the purpose(s) permitted by MSI.

Personal Conflict of Interest

I shall avoid personal and professional conflicts of interest in all matters pertaining to MSI's programs. Conflicting interests may include but are not limited to such areas as financial, personal relationships, and/or professional relationships. If a situation arises where it is unclear as to whether a conflict of interest exists, I shall discuss the issue with the Director of Human Resources.

Certification

Violation of this Agreement could be grounds for termination of service with MSI. Except as provided herein, I am prohibited from disclosing or using any Confidential Information in all circumstances, including but not limited to subsequent engagements or employment with third parties.

I acknowledge that a violation of the terms of this Agreement may cause damage and harm to MSI and that any such damage or harm will be difficult if not impossible to calculate in monetary terms and will be irreparable to MSI. I agree that, upon notice from MSI declaring a breach of this Agreement, I shall immediately cease all further activities which are, or are claimed by MSI to be, a breach of this Agreement.

Name (Last, First, Middle Initial): Mueller, Lisa, M


Signature

12/14/2018
Date

MSI Position/Title: Team Leader

I acknowledge and agree that all Confidential Information and similar items maintained in hard copy, electronically or online relating to MSI's business, shall remain exclusively the property of MSI and shall only be used by myself for the purpose(s) permitted by MSI.

Personal Conflict of Interest


I shall avoid personal and professional conflicts of interest in all matters pertaining to MSI's programs. Conflicting interests may include but are not limited to such areas as financial, personal relationships, and/or professional relationships. If a situation arises where it is unclear as to whether a conflict of interest exists, I shall discuss the issue with the Director of Human Resources.

Certification

Violation of this Agreement could be grounds for termination of service with MSI. Except as provided herein, I am prohibited from disclosing or using any Confidential Information in all circumstances, including but not limited to subsequent engagements or employment with third parties.

I acknowledge that a violation of the terms of this Agreement may cause damage and harm to MSI and that any such damage or harm will be difficult if not impossible to calculate in monetary terms and will be irreparable to MSI. I agree that, upon notice from MSI declaring a breach of this Agreement, I shall immediately cease all further activities which are, or are claimed by MSI to be, a breach of this Agreement.

Name (Last, First, Middle Initial): Slifer-Mbacke, Lisa C.

 5/1/19
Signature Date

MSI Position/Title: Chief of Party + Capacity-Building
Expert
for SUNU Budget
Evaluation

Personal Conflict of Interest Non-Disclosure Agreement

As an employee, I have been entrusted with certain information regarding the operations and work of Management Systems International. (hereinafter referred to as MSI). MSI is committed to protecting the confidentiality of our clients, including the U.S. Government, with business data entrusted to its care. As it pertains to my relationship with MSI, I agree and acknowledge the following:

Confidential and Proprietary Information

For purposes of this Agreement, "Confidential Information" is defined as all information and materials, in whatever form, whether tangible or intangible, disclosed by MSI or any of its authorized representatives. All MSI proprietary information that is not known generally to the public is considered as "Confidential Information."

The following are deemed Confidential, but should not be considered exhaustive:

- Information about MSI projects/programs not available to the public;
- Ideas for research and development;
- Computer records and software (including software that is proprietary to third parties);
- Any other information which MSI must keep confidential as a result of contractual requirements;
- Information regarding the administration of components of certification programs;
- Information on MSI personnel not available publicly;
- Item content, characteristics, development or other aspects of assessments or evaluations and their development, maintenance and administration;
- Identities of MSI candidates, customers, suppliers, or third party contractors, including without limitation any media, advertising, or public relations firms; unless that information exists in the public domain;
- MSI's e-mail distribution list(s) and its database information;
- Information submitted in the investigation of complaints or involving ethics cases;
- MSI's financial data;
- Any other information to which employees may have access while involved in MSI work.

Non-Disclosure

I agree to maintain the confidentiality of all Confidential Information. I agree not to misuse, misappropriate, disclose or divulge in writing, orally or by electronic means, any Confidential Information, directly or indirectly, to any other person or use them in any way, either during the term of this Agreement or at any other time thereafter, except as is required in the course of service to MSI. I also agree not to, without prior written consent from MSI, utilize any Confidential Information for future use unrelated to present activity. In no event shall I use Confidential Information in a manner that is in any way detrimental to MSI or others.

I acknowledge and agree that all Confidential Information and similar items maintained in hard copy, electronically or online relating to MSI's business, shall remain exclusively the property of MSI and shall only be used by myself for the purpose(s) permitted by MSI.

Personal Conflict of Interest


I shall avoid personal and professional conflicts of interest in all matters pertaining to MSI's programs. Conflicting interests may include but are not limited to such areas as financial, personal relationships, and/or professional relationships. If a situation arises where it is unclear as to whether a conflict of interest exists, I shall discuss the issue with the Director of Human Resources.

Certification

Violation of this Agreement could be grounds for termination of service with MSI. Except as provided herein, I am prohibited from disclosing or using any Confidential Information in all circumstances, including but not limited to subsequent engagements or employment with third parties.

I acknowledge that a violation of the terms of this Agreement may cause damage and harm to MSI and that any such damage or harm will be difficult if not impossible to calculate in monetary terms and will be irreparable to MSI. I agree that, upon notice from MSI declaring a breach of this Agreement, I shall immediately cease all further activities which are, or are claimed by MSI to be, a breach of this Agreement.

Name (Last, First, Middle Initial): Safiyatu Diallo


Signature

1-10-2018
Date

MSI Position/Title: NYE Manager

Personal Conflict of Interest Non-Disclosure Agreement

As an employee, I have been entrusted with certain information regarding the operations and work of Management Systems International. (hereinafter referred to as MSI). MSI is committed to protecting the confidentiality of our clients, including the U.S. Government, with business data entrusted to its care. As it pertains to my relationship with MSI, I agree and acknowledge the following:

Confidential and Proprietary Information

For purposes of this Agreement, "Confidential Information" is defined as all information and materials, in whatever form, whether tangible or intangible, disclosed by MSI or any of its authorized representatives. All MSI proprietary information that is not known generally to the public is considered as "Confidential Information."

The following are deemed Confidential, but should not be considered exhaustive:

- Information about MSI projects/programs not available to the public;
- Ideas for research and development;
- Computer records and software (including software that is proprietary to third parties);
- Any other information which MSI must keep confidential as a result of contractual requirements;
- Information regarding the administration of components of certification programs;
- Information on MSI personnel not available publicly;
- Item content, characteristics, development or other aspects of assessments or evaluations and their development, maintenance and administration;
- Identities of MSI candidates, customers, suppliers, or third party contractors, including without limitation any media, advertising, or public relations firms; unless that information exists in the public domain;
- MSI's e-mail distribution list(s) and its database information;
- Information submitted in the investigation of complaints or involving ethics cases;
- MSI's financial data;
- Any other information to which employees may have access while involved in MSI work.

Non-Disclosure

I agree to maintain the confidentiality of all Confidential Information. I agree not to misuse, misappropriate, disclose or divulge in writing, orally or by electronic means, any Confidential Information, directly or indirectly, to any other person or use them in any way, either during the term of this Agreement or at any other time thereafter, except as is required in the course of service to MSI. I also agree not to, without prior written consent from MSI, utilize any Confidential Information for future use unrelated to present activity. In no event shall I use Confidential Information in a manner that is in any way detrimental to MSI or others.

I acknowledge and agree that all Confidential Information and similar items maintained in hard copy, electronically or online relating to MSI's business, shall remain exclusively the property of MSI and shall only be used by myself for the purpose(s) permitted by MSI.

Personal Conflict of Interest

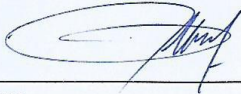
I shall avoid personal and professional conflicts of interest in all matters pertaining to MSI's programs. Conflicting interests may include but are not limited to such areas as financial, personal relationships, and/or professional relationships. If a situation arises where it is unclear as to whether a conflict of interest exists, I shall discuss the issue with the Director of Human Resources.

Certification

Violation of this Agreement could be grounds for termination of service with MSI. Except as provided herein, I am prohibited from disclosing or using any Confidential Information in all circumstances, including but not limited to subsequent engagements or employment with third parties.

I acknowledge that a violation of the terms of this Agreement may cause damage and harm to MSI and that any such damage or harm will be difficult if not impossible to calculate in monetary terms and will be irreparable to MSI. I agree that, upon notice from MSI declaring a breach of this Agreement, I shall immediately cease all further activities which are, or are claimed by MSI to be, a breach of this Agreement.

Name (Last, First, Middle Initial): Nawadam Guiro



Signature

17-12-2018
Date

MSI Position/Title: Consultant

Personal Conflict of Interest Non-Disclosure Agreement

As an employee, I have been entrusted with certain information regarding the operations and work of Management Systems International. (hereinafter referred to as MSI). MSI is committed to protecting the confidentiality of our clients, including the U.S. Government, with business data entrusted to its care. As it pertains to my relationship with MSI, I agree and acknowledge the following:

Confidential and Proprietary Information

For purposes of this Agreement, "Confidential Information" is defined as all information and materials, in whatever form, whether tangible or intangible, disclosed by MSI or any of its authorized representatives. All MSI proprietary information that is not known generally to the public is considered as "Confidential Information."

The following are deemed Confidential, but should not be considered exhaustive:

- Information about MSI projects/programs not available to the public;
- Ideas for research and development;
- Computer records and software (including software that is proprietary to third parties);
- Any other information which MSI must keep confidential as a result of contractual requirements;
- Information regarding the administration of components of certification programs;
- Information on MSI personnel not available publicly;
- Item content, characteristics, development or other aspects of assessments or evaluations and their development, maintenance and administration;
- Identities of MSI candidates, customers, suppliers, or third party contractors, including without limitation any media, advertising, or public relations firms; unless that information exists in the public domain;
- MSI's e-mail distribution list(s) and its database information;
- Information submitted in the investigation of complaints or involving ethics cases;
- MSI's financial data;
- Any other information to which employees may have access while involved in MSI work.

Non-Disclosure

I agree to maintain the confidentiality of all Confidential Information. I agree not to misuse, misappropriate, disclose or divulge in writing, orally or by electronic means, any Confidential Information, directly or indirectly, to any other person or use them in any way, either during the term of this Agreement or at any other time thereafter, except as is required in the course of service to MSI. I also agree not to, without prior written consent from MSI, utilize any Confidential Information for future use unrelated to present activity. In no event shall I use Confidential Information in a manner that is in any way detrimental to MSI or others.

I acknowledge and agree that all Confidential Information and similar items maintained in hard copy, electronically or online relating to MSI's business, shall remain exclusively the property of MSI and shall only be used by myself for the purpose(s) permitted by MSI.

Personal Conflict of Interest

I shall avoid personal and professional conflicts of interest in all matters pertaining to MSI's programs. Conflicting interests may include but are not limited to such areas as financial, personal relationships, and/or professional relationships. If a situation arises where it is unclear as to whether a conflict of interest exists, I shall discuss the issue with the Director of Human Resources.

Certification

Violation of this Agreement could be grounds for termination of service with MSI. Except as provided herein, I am prohibited from disclosing or using any Confidential Information in all circumstances, including but not limited to subsequent engagements or employment with third parties.

I acknowledge that a violation of the terms of this Agreement may cause damage and harm to MSI and that any such damage or harm will be difficult if not impossible to calculate in monetary terms and will be irreparable to MSI. I agree that, upon notice from MSI declaring a breach of this Agreement, I shall immediately cease all further activities which are, or are claimed by MSI to be, a breach of this Agreement.

Name (Last, First, Middle Initial): Sadio Coulibaly

[Signature]
Signature

26/10/18
Date

MSI Position/Title: DCOP

ANNEX XII: TABLE OF INDICATORS

Indicator statement	Target			Achievement period under review	Comments
	2017	2018	2019		
Number of laws improving citizens' access to information drafted	0	0	1	1	
Number of CSOs participating in the dialogue on the Freedom of Information Act.	15	15	—	15	
Transparency Index	50/100	N/A	60/100	51/100	
Level of satisfaction of people exposed to « animated budgets » in	2000	4000	6000	TBD	

comparison to the citizen's budget.					
Level of citizens' engagement on the SunuBudget platform.	25 000	50 000	100 000	42 011	This data only concerns the website. If we look at the associated social media platforms, the number is 1 300 000.
Number of citizens concerns reflected in Budget	0	3	4	TBD	TBD in the 2019 budget.
Number of advocacy actions initiated by budget monitoring platforms	N/A	3	4	5	
Participation index (IBP)	26/100	N/A	40/100	02	Senegal's Transparency Index severely dropped due to the absence of formal participation mechanisms. This will be one of the program's priorities.
% of parliamentarians that have benefited from training on	10	10	N/A	100%	Please see final evaluation of the program by MSI

PFM thanks to USG support.					
Level of satisfaction of guide users (parliamentarians).	80%	80%	80%	TBD	Please see previous comment.
Number of budget analysis sessions organized	2	3	3	5	
Number of mix accountability mechanisms developed thanks to USG support.	2	2	N/A	2	
Number of sectors monitored by civil society platforms	3	3	0	3	

Number of women participating in advocacy actions thanks to USG support

341 participated in budget caravans and 18 were featured during “Focus sur” programs, hence 1,000 people in total.